

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	Pages
● LA COMMUNE A ETE GRANDE PAR CE QU'ELLE A ETE CONTRAINTE D'ETRE, NON PAR CE QUE SES ARTISANS ONT VOULU QU'ELLE SOIT	1
● LE PREMIER EVEIL DU PROLETARIAT POLONAIS ET SES CAUSES	27
● EN ANGLETERRE AUSSI LE CAPITAL VEUT FAIRE PORTER AU PROLETARIAT TOUT LE POIDS DE LA CRISE NATIONALE ET L'OPPORTUNISME L'APPUIE	51
● TROTSKY ET LA GAUCHE ITALIENNE	71
● En mémoire d'Amadeo Bordiga : LA GAUCHE COMMUNISTE SUR LE CHEMIN DE LA REVOLUTION	94

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**La Commune a été grande par ce qu'elle
a été contrainte d'être
non par ce que ses artisans ont voulu
qu'elle soit**

Dans un sens, nous sommes bien heureux de constater qu'à part les deux manifestations que l'on sait, les commentateurs et maîtres des cérémonies de l'opinion publique ont presque mis une sourdine à la célébration du centenaire de la Commune. Cela nous a évité d'assister une fois de plus à la comédie hypocrite des renégats qui sont les héritiers des bourreaux des Communards et de leurs complices, de Thiers à Louis Blanc, c'est-à-dire de les voir plaindre à l'unanimité et éventuellement exalter les martyrs de 1871 en tant que victimes, en tant que vaincus, justement au nom des valeurs qui ont été la cause de leur écrasante défaite.

Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que ce demi-silence soit dû au caractère explosif de l'histoire de la Commune ou à la difficulté intrinsèque de dissimuler à l'aide de tours de passe-passe à la Kautsky l'analyse éclatante que Karl Marx en a donné dans " La Guerre Civile en France ". En réalité, il est imputable à la prostration du prolétariat et à son total abandon des mots d'ordre de classes les plus élémentaires, situation qui épargne à l'opportunisme d'aujourd'hui la peine de déformer artificieusement les traditions et les souvenirs collectifs de la classe ouvrière en « développant créativement » les thèses révolutionnaires originales, c'est-à-dire en les transformant en un inoffensif radotage maximalo-centriste ou en un plaidoyer réformiste. Pour le moment (à l'échelle de l'histoire, il ne s'agit vraiment que d'un moment) le prolétariat est sourd à ce que la Commune a représenté dans la tradition de la lutte révolutionnaire, sourd aux principes programmatiques confirmés par cette expérience : le terme même de « dictature du prolétariat » lui étant actuellement inintelligible, les renégats n'ont pas besoin d'orchestrer une grande campagne visant à démontrer que cette dictature et ses manifestations historiques résulteront du développement organique de la démocratie, de la forme parlementaire à la forme conseilliste, ou de la forme représentative à la forme directe, comme le rêvent toujours les petits-bourgeois « extrémistes », vermine brandissant pour l'occasion le drapeau du spontanéisme ou de l'ouvriérisme.

Bien entendu, dans ces milieux de petits-bourgeois « extrémistes » secoués par les premiers frissons avant-coureurs d'une crise économique d'ampleur mondiale, les divers groupuscules immédiatistes et anarchisants qui constituent ce que l'on appelle le « gauchisme » présentent clai-

rement ces deux déviations et continuent en cela une tradition bien enracinée de la classique « contestation » petite-bourgeoise qui a constitué une des pires faiblesses du mouvement communiste — une faiblesse dont la Commune est morte — ; c'est justement pour cela que cette « contestation » prétend maintenant — comme elle a toujours prétendu — incarner la tradition de la Commune, être dépositaire de sa mission historique et exprimer totalement sa signification. Belle raison, en vérité !

Nous nous conformons à l'examen de Marx que les bolcheviks firent totalement leur. En d'autres termes, pour nous, l'histoire véritable de la Commune, ce n'est ni chez Lissagaray, ni chez aucune autre mémorialiste ou historien postérieur qu'on la trouve, mais dans l'Adresse de la 1^{re} Internationale sur " La Guerre Civile en France " ainsi que dans " L'Etat et la Révolution " et " Le renégat Kautsky " de Lénine et dans " Terrorisme et Communisme " et " Les Enseignements de la Commune de Paris " de Trotsky. Par conséquent, ces déformations ne nous intéressent que dans la mesure où elles réapparaîtront nécessairement lors de la crise prévisible de l'économie mondiale et de la reprise de la lutte de classe qui en sera la conséquence (mais une conséquence nullement mécanique) et qui, à plus ou moins longue échéance, verra l'avant-garde prolétarienne se polariser autour du Parti Communiste International ; surtout, elles ne nous intéressent que dans la mesure où elles constituent l'envers de cette « leçon de la contre-révolution » que le marxisme a tirée une fois pour toutes de cette expérience de défaite que fut la Commune, avec tant d'autres expériences, toutes de défaite jusqu'à aujourd'hui.

Le marxisme est une science expérimentale, non un empirisme vide de pensée, contingentiste et agnostique. En tant que tel, il a étudié les contre-révolutions comme autant de cas particuliers d'expérimentation « in vivo » (semaines sanglantes de mai 1871 à Paris et de janvier 1919 à Berlin) du processus de constitution du prolétariat en classe dominante. Pour présenter la question d'une façon simple — mais non simpliste — nous devons nous rappeler qu'on peut connaître la fonction d'un organe soit en l'observant au travail (et c'est là le cas de l'Etat-Commune « Gemeinwesen » ébauché à Paris au printemps de 1871) soit, plus souvent encore, en considérant les effets de l'absence de cet organe. Dans la Commune, justement, les conséquences catastrophiques de l'absence de Parti et de Dictature de Parti, non seulement pour la constitution du prolétariat en classe dominante, mais même simplement pour son action en tant que classe apparaissent avec une évidence éclatante. Sans aucun doute, c'est là le nœud de toutes nos observations sur la Commune, le point focal, pour nous misérables « dogmatiques » et « talmudistes », du renversement de la praxis, c'est-à-dire de l'action révolutionnaire tout court, la pierre de touche de toute la conception matérialiste-dialectique que le marxisme a de l'histoire et donc aussi la pierre d'achoppement de toutes les espèces de contrefaçons opportunistes de l'histoire. En d'autres termes, c'est le point central d'où se déduit toute la gamme des attitudes tactiques possibles. Il est donc inutile d'insister sur le fait qu'en mettant la question

centrale à la place qui lui est due, nous nous trouvons en compagnie de Lénine et Trotsky, tandis que ceux qui préfèrent tirer d'autres bilans de la Commune peuvent choisir, s'ils ne se réclament pas ouvertement de Thiers, entre Mazzini et Bakounine.

TROIS INTERPRETATIONS PETITES-BOURGEOISES DE LA COMMUNE

Loin de nous l'idée de faire une bibliographie abrégée de la question : ce que nous voulons, c'est souligner quelques aspects qui contribueront à mettre en relief les conclusions tirées par Marx lui-même de l'expérience de la Commune, aspects qui ont échappé — et pour cause — à l'attention des écrivains prostitués qui voudraient se faire passer pour les vestales de l'historiographie « impartiale ». Donc, sans tomber dans des citations et des références livresques, nous distinguerons les trois interprétations fondamentales que les historiens ont données de la Commune, ou plutôt les trois grandes attitudes qu'ils ont prises face à elle.

Malgré des oppositions formelles, chacune de ces grandes attitudes présente des points de contact avec les deux autres, si bien qu'il s'est trouvé des courants d'idéologies différentes, quoique toutes petites-bourgeoises, pour tomber d'accord sur l'une ou l'autre d'entre elles. Nous laisserons de côté l'attitude d'hostilité ouverte envers la Commune qui est le propre des partisans de Versailles, mais que nombre de grands bourgeois éclairés d'aujourd'hui trouvent plus intelligent de cacher derrière une « sympathie » de type petit-bourgeois plus apte que la haine à duper les prolétaires.

Il faut bien admettre que ces types d'interprétation petite-bourgeoise reposent sur plusieurs aspects réels de la Commune, malheureusement détachés de leur contexte et du mouvement historique auquel ils appartiennent par une opération « critique » de nature foncièrement idéaliste puisqu'elle se refuse à considérer d'une façon réaliste ce que la Commune a pu et dû être, pour la juger uniquement sur ce que quelques uns de ses membres ont voulu qu'elle soit.

La première d'entre elles présente la Commune comme la dernière révolution populaire, du type des révolutions du « sot » dix-neuvième siècle, et notamment de Quarante-Huit, comme si Juin 1848 n'avait pas déjà été la révolution honnie du prolétariat, la « laide » révolution des blousiers, opposée aux révolutions démocratiques, victor-hugoliennes de toutes les classes du « Peuple » en tant que bloc de forces sociales antagonistes. Pour elle, la Commune est en somme la dernière insurrection violente parce que la dernière insurrection « barricadière », comme si la seule forme possible de la violence insurrectionnelle était la barricade des révolutions démocratiques derrière laquelle la « foule des citoyens » attend la dissolution spontanée de l'ennemi, des « sbires du tyran » ; comme si la révolution prolétarienne ne devait pas avoir sa Garde et son Armée rouges, comme si elle ne devait pas prendre militairement le pou-

voir et étendre la guerre civile contre la bourgeoisie à l'échelle non seulement nationale, mais internationale! En réalité, les barricades qui avaient réussi en février 1848 s'étaient déjà montrées non seulement inutiles, mais nocives dès juin 1848 ; dans la Commune, elles ont joué le rôle d'une dangereuse illusion, presque tous pensant : « On n'osera pas... », ce qui démontra « a contrario » la nécessité pour la révolution purement prolétarienne d'une attaque centralisée, chose d'autant plus évidente qu'au début la Commune jouissait d'une réelle supériorité militaire, bien que le mouvement n'ait pas été déclenché dans des conditions générales favorables.

La seconde attitude consiste à présenter la Commune comme un fait national-démocratique, républicain-patriotique, continuation logique de la défense nationale contre les « barbares » prussiens et en outre berceau de la République « de tout le monde », de la République libérée des hypothèques royalistes et féodales. C'est l'interprétation adoptée par le P.C.F. et les staliniens en général qui, avec leur habituelle impudence, ne manquent pas une occasion d'en faire une anticipation de la... Résistance, du maquis contre les « Boches » et les collabos, grâce au précédent des francs-tireurs.

La troisième interprétation considérant comme exemplaires les aspects démocrates-libertaires de la Commune la présente comme un modèle de révolution fédéraliste et de démocratie directe qui n'aurait échoué qu'à cause des tentatives, d'ailleurs vaines, de lui donner une direction dictatoriale. Il va de soi que sur cette position convergent non seulement les anarchistes et les sociaux-démocrates, mais aussi les déstalinisateurs officiels. Quant à la conception stupide et pré-sorélienne de la Commune comme « Révolution latine » (1) opposée au schématisme hégélo-teuto-nique de Marx, elle annonce évidemment les théories des « voies nationales » au socialisme.

De toute façon, on pourrait dégager de la Commune,, de façon aussi abstraite qu'arbitraire, toute une série de « significations », y compris celle d'une tentative de conciliation des classes !

Tout cela, à notre avis, ne touche pas le problème véritable : ce que la Commune a été par la force des choses et indépendamment de la pensée de ses représentants. De même que, loin d'être fortuite, sa direction fut exactement ce que les circonstances lui permettaient d'être, les déficiences de cette direction ne peuvent pas être conçues comme de simples accidents n'affectant pas l'épanouissement du mouvement et dont on pourrait faire abstraction pour rendre hommage à la spontanéité conçue de façon mécaniste. En effet, dire qu'une direction adéquate a fait défaut revient à dire qu'a manqué l'actualisation et la poursuite consciente de la tâche historique du prolétariat et donc qu'a manqué une praxis révolu-

(1) Il est navrant que cette ineptie ait été formulée dans « La Commune vécue » par le blanquiste Gaston Da Costa qui avait été adjoint à Rigault dans les services de police de la Commune.

tionnaire pleinement développée, c'est-à-dire parvenue à la connaissance et à l'emploi des moyens adéquats pour atteindre des buts clairement définis (« sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire »).

LES LIMITES DE L'ASSAUT AU CIEL

Il y a donc eu dans la Commune une différence entre la charge et la force potentielles du mouvement d'une part et sa manifestation de l'autre. Révolution sans aucun doute prolétarienne en soi, la Commune n'a pas pu l'être en soi et pour soi à cause du manque nullement occasionnel d'un appareil capable de recueillir, de concentrer l'impulsion objective reçue. C'est ici le lieu de rappeler l'image de Trotsky dans la préface de son " Histoire de la Révolution russe " : « Sans une organisation dirigeante, » l'énergie des masses se volatiliserait comme la vapeur quand elle n'est » pas renfermée dans un cylindre à piston ; cependant le mouvement » dépend de la vapeur, non du cylindre ou du piston. »

Naturellement, « le cylindre à piston », c'est le Parti, qui ne crée pas, mais dirige la révolution, et qui n'est pas non plus lui-même créé, ni en tant que programme (parti historique) résultant de la manifestation des contradictions irremédiables de la société bourgeoise, ni en tant qu'organisme constitué d'un ensemble de cadres qui va former l'état-major de l'armée prolétarienne (parti formel) résultant d'une exaspération des conflits sociaux qui, par un passage de la quantité à la qualité, détruit dans une avant-garde de la classe ouvrière l'influence de l'idéologie et de la classe dominantes, et les tendances centrifuges, particularistes et locales.

Ce manque de clarté programmatique de la Commune est très bien démontré par le fait qu'elle a adopté un ensemble de formules héritées du passé et allant du souvenir des communes médiévales à la Commune à majorité hébertiste de Quatre-vingt-treize. Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler que, selon Marx (cf. " Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ", ch. I), la prémisse pour que la révolution sociale prenne conscience de son contenu propre et s'oriente en conséquence est justement le rejet de telles réminiscences et la formulation de la mission historique propre au prolétariat, qui n'est plus ni un instrument parlant (vocale instrumentum) comme les esclaves, ni un ordre, ni une plèbe, mais une classe tout à fait particulière, puisque par son auto-suppression, elle supprime tout le mécanisme de la société divisée en classes ; une classe qui n'a que faire de « cahiers de doléances », qui n'a pas de « droits » méconnus à faire reconnaître, car son unique revendication en tant que classe historique est la suppression de la situation non pas juridique, mais effective que lui impose la mercantilisation de la société et en premier lieu de la force de travail.

Il est important de souligner ici que l'attachement superstitieux aux formes passées, expression de l'impuissance à concevoir le dépassement et donc l'abolition (Aufhebung) dialectique des rapports capitalistes, ainsi

que les conditions plus ou moins métahistoriques de la société des producteurs-proprétaires, caractérisent la direction de la Commune toute entière. C'est ce qui explique le jugement draconien de Lénine en 1905, selon lequel la Commune fut « un gouvernement petit-bourgeois révolutionnaire », ce qui indique que la participation de membres ouvriers à ce gouvernement n'y a pas introduit d'élément prolétarien sur le plan politique, les mesures prises restant de caractère petit-bourgeois comme leur origine les y condamnait. Pour illustrer ce fait, il suffit ici d'un seul exemple, celui de la politique des Internationaux (membres français de la Première Internationale) à l'égard de la Banque de France que Francis Jourde et Charles Besley (1) protégèrent, tandis que le groupe blanquiste de l'ex-Préfecture dirigé par Rigault cherchait à s'en emparer, fût-ce par un coup de main, intention rendue vaine par l'attitude des organes « responsables » de la Commune occupés par les proudhoniens.

Le 18 mars 1908, Lénine résumait dans un discours tenu à Genève les principaux points de la critique marxiste de la Commune en observant : « L'idée de patriotisme (qui) remonte à la grande Révolution du XVIII^e siècle s'empara de l'esprit des socialistes de la Commune et » Blanqui, par exemple, révolutionnaire incontestable et adepte fervent » du socialisme, ne trouva pour son journal de titre mieux approprié que » ce cri bourgeois : " La Patrie en danger " !

« La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et » socialisme — constitua l'erreur fatale des socialistes français. Dans le » Manifeste de l'Internationale de septembre 1870, Marx mettait déjà » en garde le prolétariat français contre un engouement pour le mensong » nationaliste...

« Dans la Commune, deux fautes anéantirent les fruits d'une bril- » lante victoire. Le prolétariat s'arrêta à mi-chemin : au lieu de procéder » à " l'expropriation des expropriateurs ", il se laissa entraîner par des » rêves sur l'établissement d'une justice suprême dans le pays, unifiée » par une tâche nationale commune ; des institutions comme les banques » par exemple ne furent pas saisies, la théorie proudhonienne de » l' " échange équitable " régnant encore parmi les socialistes. La » deuxième faute fut la trop grande magnanimité du prolétariat ; au » lieu d'exterminer, comme il aurait dû le faire, ses ennemis, il chercha » à exercer une influence morale sur eux, il négligea l'importance des » actions purement militaires dans la guerre civile et au lieu de couron- » ner sa victoire à Paris par une offensive résolue sur Versailles, il tem- » porisa et donna au gouvernement de Versailles le temps de rassembler » les forces réactionnaires et de se préparer à la sanglante semaine de » Mai. »

(1) Francis Jourde, bien que non révolutionnaire, fut condamné par les tribunaux versaillais, tandis que le vieux proudhonien (et millionnaire) Charles Besley recevait un sauf-conduit du gouvernement pour la Suisse après la défaite de la Commune et plus tard un non-lieu.

Une analyse sommaire des forces composant la direction communarde nous aide à comprendre les représentations idéologiques du mouvement auxquelles nous avons déjà fait allusion et à démontrer jusqu'à quel point l'insuffisance de la direction équivalait à un hiatus entre la poussée objective et la maturité subjective. Comme le disait Rosa Luxembourg dans sa polémique contre Bernstein, en tant que classe en soi, agglomération d'individus prolétariens, le prolétariat n'est jamais mûr pour la révolution, et c'est la crise qui l'oriente vers son guide et son cerveau, le Parti. Dans la Commune, nous voyons au contraire une révolution « acéphale » dont les réalisations ne correspondent qu'en infime partie à la pression du mouvement réel, ce qui n'exclut bien entendu pas leur importance, qui est proportionnée à l'importance même de ce mouvement : mais si on la confronte avec la tâche historique à réaliser — « l'assaut au ciel » pour reprendre l'expression de Karl Marx — cette importance et cette grandeur deviennent dialectiquement misère.

Bien sûr, la composante patriotique et nationaliste joua un rôle considérable dans la Commune, dont la naissance même — prématurée et hors de propos, selon le jugement bien connu de Marx — s'inscrivait dans l'ensemble des tentatives de « radicalisation » du gouvernement qui remplaça ce « gouvernement de trahison » qui « aurait dû » défendre la France de l'avance prussienne. Tout le monde sait que, dans son journal, Blanqui lui-même avait sombré non seulement dans le patriotisme, mais dans le chauvinisme et le racisme, puisqu'il y décrivait les Allemands comme des « pithécantropes » sortis de forêts noires plongées dans d'éternelles ténèbres médiévales, chose vraiment indigne de sa plume, mais malheureusement plus qu'explicable. Ce nationalisme n'était pas, d'autre part, une attitude transitoire, car l'illusion réactionnaire qui devait atteindre son sommet dans la formule de la « révolution latine » et dans la conviction que la tâche la plus urgente était d'en préserver le foyer — la France — est bien caractéristique de la pensée de Blanqui, et ses polémiques contre Mazzini sont presque exclusivement axées sur ce leit-motif (1).

Il en est résulté un absurde mariage des blanquistes et des jacobins radicaux dans la majorité communarde, avec pour résultat pratique le blocage de toutes les mesures caractéristiques des blanquistes, et de ce fait, la renonciation par le blanquisme lui-même — sauf cas isolés — à une action autonome. D'autre part, on ne peut pas passer sous silence le fait incontestable et illustré par de nombreux faits que les attitudes chauvines et les penchants à l'Union sacrée étaient très répandus et presque généraux au sein de la section française de la Première Internationale. On connaît bien l'attitude patriotique de cette section de l'Internationale face à la guerre franco-prussienne, qui contraste avec l'internationalisme fermement et rigoureusement observé par la section allemande

(1) Cf. à ce sujet la critique du « Programme des Communards blanquistes réfugiés », par Engels dans le « Volksstaat », n° 73, du 26 juin 1874.

dirigée par Bebel et par le vieux Liebknecht. Cette attitude chauvine de ligues de métier particulières adhérant à l'Internationale allait jusqu'à la provocation xénophobe, à l'invitation faite aux patrons locaux (1) à persécuter les prolétaires « étrangers » et notamment allemands, en tant qu' « espions de l'ennemi », une espèce d' « A chacun son Boche » avant la lettre (2).

On pourrait objecter, avec l'exemple de Jules Vallès et de son journal, que les éléments les plus proudhonisants ne tombèrent pas dans cette attitude chauvine, du fait qu'ils étaient en général hostiles au problème des nationalités (ce qui, comme Lénine devait le démontrer à Luxembourg, n'est en soi nullement révolutionnaire en tout temps et en tout lieu), malgré l'attitude à l'occasion raciste de Proudhon qui voulait résoudre la question juive à la Eichmann. Il ne faut pas oublier qu'ils substituaient au patriotisme le fédéralisme localiste, étant adversaires de la guerre entre Etats dans la mesure même où ils l'étaient de la révolution, c'est-à-dire de la guerre civile.

Employant presque les mêmes mots que Proudhon qui prônait la « combinaison économique » à la place de la Révolution, l' " Independent Labour Party " opportuniste (futur pilier du Bureau de Londres) sera fustigé par Lénine en octobre 1916 pour avoir écrit : « Nous n'approuvons aucune insurrection armée, de même que nous n'approuvons aucune forme de militarisme et de guerre ». Et ce que Lénine lui répliquait est entièrement valable contre les proudhoniens : « Est-il nécessaire de » démontrer que de pareils " anti-militaristes ", de pareils partisans du » désarmement, non plus dans un petit pays, mais dans une grande puis- » sance, sont les opportunistes les plus dangereux ? **ET POURTANT,** » **THEORIQUEMENT, ILS ONT TOUT A FAIT RAISON QUAND ILS** » **CONSIDERENT L'INSURRECTION ARMEE COMME " UNE DES FOR-** » **MES " DU MILITARISME ET DE LA GUERRE »** (Contre le Courant).

Ainsi, si les blanquistes firent un front unique de fait avec des radicaux petits-bourgeois aux délires montagnards incapables d'une quelconque perspective historique, la section française de la Première Internationale constituait elle-même un front unique de divers courants, avec prédominance de tendances petites-bourgeoises comme le proudhonisme et quelques nuances bakounistes (Eugène Varlin) dans la perspective utopique de la collaboration de classe qui était impliquée dans la pacifique " combinaison économique " des mutualistes ou coopérativistes.

En tout cas, la conciliation nationale était présupposée par toutes les tendances de la direction communarde, et non seulement par des proudhoniens à la Jourde-Beslay, ou bien par des bavards « jacobins » à la

(1) Cf. le Manifeste des imprimeurs, écrivains et dessinateurs lithographes du 19 février 1871.

(2) Manchette de la première " Humanité " légale du P. C. F. après la libération de Paris dans la seconde guerre impérialiste mondiale.

Pyat et Miot, mais même par un des blanquistes « de gauche » les meilleurs et les plus clairvoyants, Théophile Ferré, qui dans ses déclarations par ailleurs très courageuses et dignes au procès reconnaissait dans la Commune une tentative légalitaire de réorganisation nationale que les « réactionnaires » de Versailles avaient refusée, contraignant ainsi les Communards à la résistance.

En effet, ce fut Versailles elle-même (et notamment sa gauche dirigée par ce même Louis Blanc qui, longtemps après le massacre des Communards, demandera l'amnistie pour les rescapés) qui « tua la conciliation », pour employer l'expression de Vermesch. Ce fut elle qui démontra, avec l'appui complaisant de Bismarck, que les prolétaires n'ont pas de patrie ; que les bourgeoisies, jusqu'alors rivales pour l'accaparement des marchés, ne connaissent plus d'ennemis nationaux face au prolétariat insurgé, mais se fédèrent en une unique Internationale capitaliste ; que la « démocratie avancée » des Louis Blanc et épigones rivalise avec n'importe quel Deuxième Empire (nous pourrions dire para-fasciste par avance) dans la répression de ce mouvement ouvrier qui sort de l'ornière, c'est-à-dire qui dépasse les limites de ce que la bourgeoisie elle-même peut et doit donner pour conserver son pouvoir de classe. Bref, c'est elle qui confirma que « ceux qui font les révolutions à demi creusent leur propre fosse », comme Saint-Just s'en était aperçu, avec une intuition valable non seulement pour la révolution bourgeoise, mais plus encore pour la révolution prolétarienne.

Sans doute, cette orientation petite-bourgeoise de la direction communarde avait-elle une base sociale bien définie, ce qui est aussi vrai pour la minorité soi-disant « socialiste » que pour la majorité « jacobine ». Mais il serait tout à fait faux de conclure, comme par exemple, l'anecdotiste Rougerie, que tous les Communards étaient des petits-bourgeois révolutionnaires, voire des sans-culottes plutôt que des insurgés prolétariens : pour ces historiens-là, la violence et la terreur sont toujours du « jacobinisme », comme si, comme l'a prétendu Kautsky, imité par ces Messieurs même lorsqu'ils l'ignorent, le caractère prédominant du révolutionnaire prolétarien était la faiblesse contre-révolutionnaire, c'est-à-dire... le girardinisme appliqué à la classe ouvrière !

En réalité, ce fut le poids de la petite bourgeoisie qui l'emporta sur la poussée ouvrière justement du fait du manque de préparation révolutionnaire de cette dernière, ce qui se produisit (il paraît même banal de l'ajouter) dans nombre d'autres révolutions et contre-révolutions, même là où le prolétariat avait atteint avec l'industrialisation le plus grand développement « sociologique », l'exemple classique restant toujours l'Allemagne d'il y a un demi-siècle. D'ailleurs, il faut rappeler aux historiens que Marx ne craignait pas de parler de la possibilité et de la nécessité d'une politique autonome de la classe prolétarienne même au cours de la première phase de la révolution double, comme on peut le lire dans la fameuse " Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes " de mars 1850. Et l'Allemagne de 1848 était évidemment passablement

moins « industrialisée » que la France au sortir du Deuxième Empire, avec la permission des sociologues !

Dans la " Gazette Ouvrière ", n° 4-5 du 15 avril 1911, Lénine établissait la façon correcte de poser la question : « Il faut au moins deux » conditions pour qu'une révolution sociale puisse triompher, à savoir, » le niveau élevé des forces productives et la préparation du prolétariat. Ces deux conditions étaient absentes en 1871. Le capitalisme » français était encore peu développé, la France était encore un pays » en majeure partie petit-bourgeois (d'artisans, paysans, petites gens » d'affaires, etc.). D'ailleurs, la masse ouvrière n'avait pas une idée » claire de ses buts et des moyens pour les atteindre, elle n'était ni » préparée ni exercée. Il n'existait ni de bonne organisation politique » du prolétariat, ni de larges syndicats ou de grandes coopératives... »

L'ABSENCE DU PARTI

Ne pouvant pas s'exprimer politiquement faute d'un parti ayant un programme effectivement communiste, la classe ouvrière française ne put pas davantage se dégager de la praxis petite-bourgeoise et en conséquence elle joua en maintes occasions décisives un rôle purement suiviste. Toutefois, s'il y a eu un manque de maturité du prolétariat, cela n'a pas été en raison de sa composition brute et statistique, mais en raison de l'absence de direction, fait qui ne saurait être mécaniquement expliqué par le degré de développement économique de la France de l'époque. L'abîme qui, même dans les conditions d'un développement international du capitalisme, peut exister entre le mouvement spontané des masses ouvrières et le degré de développement du parti révolutionnaire a été trop bien illustré par la Russie et l'Allemagne de notre siècle pour qu'on tombe dans cette erreur. On pourrait ajouter qu'il l'a été également par l'Angleterre du siècle dernier, et il ne sera pas inutile de rappeler aussi aux tenants de la sociologie néocomtienne d'aujourd'hui que le Parti Communiste — évidemment international — du Manifeste a commencé à se constituer parmi des exilés allemands qui étaient pour la plupart artisans de leur état !

Faisant abstraction pour le moment des impulsions de la « base » ouvrière, il faut dire quelque chose de la seule expression politique « socialisme et révolutionnaire » qui se soit manifestée, avec — il est vrai — de multiples incertitudes, parmi les différents courants de la Commune : le blanquisme. De Bernstein à aujourd'hui, l'opportunisme de gauche comme de droite s'est toujours déchaîné contre le blanquisme, ou plutôt contre ce qui, dans le blanquisme, a justifié le jugement fameux de Marx :

« ...le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme » révolutionnaire, c'est-à-dire du communisme, pour qui la bourgeoisie » elle même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme, c'est la » déclaration de la révolution permanente, la dictature de classe du » prolétariat en tant que transition nécessaire pour l'abolition des diffé-

» rences de classe en général, pour l'abolition de tous les rapports de
» production sur lesquels celle-ci reposent, pour l'abolition de toutes les
» relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, pour
» le bouleversement de toutes les idées qui jaillissent de ces relations
» sociales. » (" Lutttes de classes en France ", cahier III^e, mars 1850).

Marx, de même que Lénine, a été accusé de blanquisme parce qu'il a revendiqué la dictature révolutionnaire du prolétariat, parce qu'il a souligné la nécessité d'étudier et de préparer l'insurrection, parce qu'il a parlé d'elle comme d'un « art » qui ne peut pas être abandonné à l'initiative et à la « créativité » tant vantée des masses, mais qui au contraire présuppose l'organisation préalable et la direction de cette force.

Kautsky, qui avait beaucoup de sympathie pour l'anti-terrorisme des proudhoniens, mais qui n'en était pas à une contradiction près, ayant accusé les bolcheviks de... proudhonisme à cause de leur prétendu « utopisme », Trotsky lui répliquait dans " Terrorisme et Communisme " : « Avec bien plus de fondement, Kautsky pourrait nous comparer aux adversaires des proudhoniens, à savoir les blanquistes, qui comprennent la prémisse nécessaire du pouvoir révolutionnaire et ne subordonnaient pas superstitieusement la conquête de ce pouvoir aux caractéristiques formelles de la démocratie. Toutefois, pour donner sa signification exacte à cette comparaison entre communistes et blanquistes, il faut ajouter que nous, nous avons à notre disposition, avec les Conseils des ouvriers et soldats, une organisation subversive dont les blanquistes ne pouvaient pas même rêver ; avec notre Parti, nous avons et avons une organisation irremplaçable de direction politique, avec un programme achevé de révolution sociale ; et avec les syndicats nous avons un appareil puissant de transformation sociale véritable, qui suit dans son ensemble le drapeau du communisme et soutient le pouvoir soviétique. »

Pour voir à quel point le fondateur de l'Armée rouge était d'accord avec Lénine pour considérer que le « péché originel » de la Commune résidait dans cette absence de parti prolétarien révolutionnaire, il suffit de relire " Les leçons de la Commune " qu'il écrivit en février 1921, une année après " Terrorisme et Communisme ", devant lesquelles les philistins « éclairés » et « informés » d'aujourd'hui qui voudraient bien que cette arme fût définitivement abandonnée pourront ricaner autant qu'ils le voudront. Qu'on nous permette une longue citation :

« Le parti ouvrier — le vrai — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti qui s'appuie sur toute l'histoire du passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes, et en extrait la formule de l'action nécessaire que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire, ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

« Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois dont fourmillait la Commune levaient les yeux au ciel,

» attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient, et
» pendant ce temps-là, les masses tâtonnaient, perdaient la tête à cause
» de l'indécision des uns et de la fantaisie des autres. Le résultat fut
» que la révolution éclata au milieu d'elles : trop tard, Paris était encer-
» clé. Six mois s'écoulèrent avant que le prolétariat eût rétabli dans sa
» mémoire les leçons des révolutions passées... des trahisons réitérées de
» la démocratie, et s'emparât du pouvoir.

» « Si le 18 mars, le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat
» de Paris, ce ne fut pas qu'il s'en fût emparé consciemment, mais parce
» que ses ennemis avaient quitté Paris. Ce fut alors que le prolétariat
» devint maître de la situation, mais il ne le comprit que le lendemain.
» La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendît.

» « Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. En ce
» moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans
» effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres
» avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée
» ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux
» pour réaliser ses décisions.

» « Les débris de l'infanterie ne voulaient pas reculer sur Versailles.
» S'il y avait eu à Paris un centre dirigeant de parti, il aurait incorporé
» dans les armées en retraite... quelques centaines ou quelques dizaines
» d'ouvriers en leur donnant les directives... de profiter du premier
» moment psychologique favorable pour libérer les soldats des officiers
» et les ramener à Paris pour s'unir avec le peuple. Cela pouvait être
» facilement réalisé, de l'aveu même des partisans de Thiers. Personne
» n'y pensa... de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti...
» qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti
» qui est habitué à avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

» « Et précisément, le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

» « Le Comité central de la Garde nationale est en fait un Conseil de
» Députés des ouvriers armés et de la petite-bourgeoisie... Le Comité
» central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé... Au moyen
» des Conseils de députés — dans le cas donné c'étaient des organes de
» la Garde nationale — le parti aurait pu être en contact continu avec
» les masses... donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants
» du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur
» volonté.

» « A peine le Gouvernement eût-il reculé sur Versailles que... le
» Comité central imagina des élections « légales » à la Commune et
» entra en pourparlers avec les maires de Paris pour se couvrir à droite
» par la « légalité ». Si l'on avait préparé en même temps une violente
» attaque contre Versailles (ces) pourparlers... auraient été une ruse de
» guerre... justifiée, mais en réalité (ils) n'étaient menés que pour échapper
» par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois
» et les socialistes idéalistes.. respectant la légalité... espéraient du fond
» de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris

» révolutionnaire aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune
» « légale ».

« La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le
» principe sacré de la fédération et de l'autonomie. Paris, voyez-vous,
» n'est qu'une commune parmi beaucoup d'autres... Paris ne veut rien
» imposer à personne ; il ne lutte pas pour la dictature si ce n'est pour
» la « dictature de l'exemple ».

« En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution
» prolétarienne par une réforme petite-bourgeoise : l'autonomie commu-
» nale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat
» le Pouvoir dans tout le pays... et pour atteindre ce but, il fallait sans
» perdre de temps vaincre Versailles et envoyer par toute la France des
» organisateurs, des agitateurs, de la force armée... Au lieu de cette
» politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situa-
» tion, les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur auto-
» nomie communale : ils n'attaqueront pas les autres si les autres ne les
» attaquent pas ; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce
» bavardage idéaliste... couvrait en réalité la lâcheté devant l'action
» révolutionnaire... Sous forme de « lutte contre le centralisme despoti-
» que » et contre la discipline « étouffante » se livre une lutte pour la
» propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe
» ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs... oracles locaux. La
» classe ouvrière toute entière... peut agir avec méthode et fermeté, sans
» rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups
» mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa
» tête au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se
» trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. »

LES ASPECTS CONTRADICTOIRES DU BLANQUISME

Le blanquisme ne pouvait pas constituer un parti véritable, avant-
garde et guide de la classe, dans la mesure où il restait un courant
volontariste qui croyait possible de prendre le pouvoir dans n'importe
quelle situation objective grâce à l'initiative audacieuse d'un groupe de
conspirateurs, et dans la mesure aussi où il n'avait pas de programme
historique dont il aurait pu déduire sa tactique, bien que sur la trace de
Saint-Simon, L. A. Blanqui fût personnellement arrivé à la conception
du « dépérissement » et de l'extinction de l'Etat et du remplacement du
gouvernement des hommes par l' « administration des choses ». Sa vision
de la dictature du prolétariat restait donc tout à fait formelle parce que
dépourvue de tout contenu politique et économique défini, et de ce fait
déracinée de son terrain de classe qui, dans une révolution victorieuse,
apparaît dans le fait que c'est le parti prolétarien qui prend le pouvoir.

Dans la vision marxiste, le parti prolétarien exerce la dictature par
la terreur que ses armes inspirent à ses adversaires, selon l'expression
magnifique d'Engels (" De l'Autorité ", 1874) qui reprochait à la Com-
mune de ne pas s'en être suffisamment servie. Ce parti exprime le pro-

gramme de classe et s'appuie sur la force de l'avant-garde prolétarienne de façon à pouvoir réprimer non seulement les autres classes, mais même les couches arriérées de la classe ouvrière elle-même. Au lieu de cela, dans le blanquisme, le parti était privé de base de classe dans la mesure même où il était privé de programme, si bien que sa conception d'un pouvoir de parti se réduisait à celle du pouvoir d'une secte de conspirateurs. Voilà pourquoi Engels a pu écrire les lignes suivantes, sur lesquelles on a fait un contre-sens complet quand, plus tard, on a voulu leur donner une signification « anti-substitutionniste », comme si la dictature du prolétariat ne devait pas, pour mériter ce titre, être exercée par un organe dirigeant s'identifiant avec le parti, seule force consciente de l'avenir de la classe et capable de la guider dans le sens de sa mission historique, c'est-à-dire dans le sens de ce qu'elle est historiquement contrainte de faire en conformité avec sa fonction dans la société :

« Du fait que Blanqui conçoit toute révolution comme le coup de main d'une petite minorité révolutionnaire, il s'ensuit la nécessité d'une dictature sur le reste, dictature qui n'est bien entendu pas celle de toute la classe révolutionnaire, du prolétariat, mais du nombre restreint des auteurs du coup de main, déjà préalablement organisés sous la dictature d'un seul ou de plusieurs individus » (Engels, " Programme des Communards blanquistes réfugiés ", *Der Volksstaat*, n° 73, 26 juin 1874).

N'ayant pas de base de classe dans le prolétariat faute d'un programme et d'une stratégie adéquats, les blanquistes étaient obligés de la chercher dans une masse indifférenciée de « citoyens » dont la caractéristique commune se réduisait très platement à être de « bons républicains ». Le sens véritable de la critique d'Engels est donc le reproche d'interclassisme et en aucune façon de « substitutionnisme » : l'histoire, y compris celle de la Commune, a confirmé le diagnostic.

Lorsque dans la préface à l'adresse sur "La Guerre civile en France" et dans d'autres textes, Engels impute aux blanquistes les fautes politiques de la Commune, ce n'est pas du tout, comme certains historiens l'ont cru, parce qu'il s'imaginait que la majorité de la Commune était formée de blanquistes ; c'est parce qu'étant les seuls capables de comprendre la nécessité de certaines mesures révolutionnaires essentielles, ils empêchèrent par avance qu'elles fussent appliquées en faisant bloc avec la majorité radicale-jacobine conciliatrice. A ce propos, il n'est pas inutile de souligner que Marx, qui avait compris l'inopportunité stratégique d'un mouvement isolé comme celui de la Commune (1), tout en prêchant la nécessité d'aller jusqu'au bout une fois le mouvement engagé,

(1) Cf. le discours de K. Marx à Amsterdam le 8 septembre 1872 : « La révolution doit être solidaire et nous en avons un grand exemple dans la Commune de Paris qui est tombée parce que dans aucun des grands centres, ni à Berlin, ni à Madrid, etc..., n'a surgi un grand mouvement révolutionnaire correspondant à cette suprême levée en masse du prolétariat parisien ».

distinguait très nettement entre la conciliation démocratique qui ne pouvait que prélude à la défaite prolétarienne, d'une part, et, de l'autre, le compromis tactique dont il parle dans sa lettre du 22 février 1881 à Domela Nieuwenhuis en disant qu'il « était alors le seul but qu'on pouvait atteindre » et qui supposait au contraire la conquête de positions de force, come par exemple « l'appropriation de la Banque de France », acte « déjà suffisant pour en finir une bonne fois avec l'arrogance des gens de Versailles ». L'attitude de conciliation empêcha au contraire le compromis et déclina un conflit dans lequel les prolétaires se retrouvèrent sans direction véritable. La modération qui trouva un alibi dans l'appui des blanquistes et des Internationaux fut donc fatale même aux seules fins immédiates et rendit impossible toute retraite stratégique après avoir exclu la possibilité de contraindre la bourgeoisie à pactiser en prenant des otages et, en premier lieu, celui constitué par la Banque de France.

Les blanquistes ne furent même pas capables de se désolidariser d'un Félix Pyat dont l'attitude de conciliation et, objectivement, de trahison, même en ce qui concerne la conduite purement militaire du conflit, avait pourtant été dénoncée plusieurs fois par les militants de base dans nombre d'interventions publiées, par exemple, dans "Le Père Duchesne".

Certes la minorité libertaire d'inspiration proudhonienne était politiquement étrangère à la révolution, autant et même plus que les radicaux jacobins, car tout aussi petite-bourgeoise qu'eux, elle était certainement beaucoup plus pacifiste et localiste ; le poids politique de cette minorité contribua beaucoup à la faillite de la direction de la Commune en faisant pencher la balance du côté de la démocratie, mais contrairement à ce qui est le cas pour les blanquistes, on ne peut pas dire que les libertaires aient failli à leur propre programme, leur attitude étant parfaitement conforme à ce dernier. Ce sont au contraire les blanquistes qui avaient proposé les revendications que l'on trouve dans l'"Adresse" de Marx : emploi rationnel du Comité central avant de perdre du temps en élections communales, marche sur Versailles, confiscation de l'argent déposé dans les banques, contrôle de la presse, contre-espionnage effectif, application de la loi sur les otages, bref la Terreur comme Trotsky lui-même l'a reconnu dans un passage systématiquement dénaturé par des traducteurs infidèles : « Les mesures de la préfecture de police dirigée par Raoul Rigault avaient un caractère terroriste par excellence, bien qu'elles n'aient pas toujours été appropriées au but visé ».

L'inadéquation, c'est-à-dire l'insuffisance de ces mesures a été due exclusivement au caractère démocratique de la Commune, c'est-à-dire au fait que sa majorité a saboté ces directives qui émanaient d'une minorité, non seulement au sein de la direction communale, mais au sein du blanquisme lui-même, car le centralisme blanquiste n'étant pas un centralisme organique (la dictature d'un programme), l'absence physique du « Vieux » avait provoqué une confusion navrante jusque parmi ses disciples.

REACTIONS DESEPEREES CONTRE L'IMPUISSANCE DEMOCRATIQUE

Il suffit de rappeler quelques séances de la Commune qui montrent clairement que seuls quelques blanquistes cherchèrent à s'opposer à l'incroyable impuissance démocratique, aux fleuves de miel dans lesquels s'enfonçait la Commune face à une contre-révolution impitoyable dont les premières initiatives auraient dû faire voir, même à des aveugles, qu'elle préparait minutieusement le massacre final.

Le 24 avril, Rigault déclare : « Hier, en mon absence, vous avez » déclaré que tous les membres de la Commune auraient le droit de » rendre visite à tous les détenus. En accord avec le Comité de contrôle » que vous m'avez adjoint, je vous demande de revenir sur le vote d'hier, » au moins en ce qui concerne les individus au secret. Si vous mainteniez » votre vote, je serais forcé de donner ma démission, et je ne pense pas » qu'un autre pourrait dans ces conditions accepter une telle responsabi- » lité... Quand on n'a pas vu le dossier d'un homme emprisonné, on peut » se laisser attendrir par ses paroles, par des questions de famille, d'hu- » manité, et l'aider à communiquer avec l'extérieur ». Esprit de 1793 ? Qu'on se rappelle l'attitude de Lénine à l'égard de Gorki et de Lounatscharsky, qu'on relise " Leur morale et la nôtre " de Trotsky !

Rigault se méfiait à juste titre des « révolutionnaires » qui siégeaient à la Commune et dont le doyen était le proudhonien Beslay et il prouva le 5 mai qu'il y avait dans la Commune des agents provocateurs tels que le soi-disant Blanchet, moine défroqué :

« Vous vous rappelez qu'il a été convenu que quand on aurait pro- » cédé à l'arrestation d'un collègue, on ferait un rapport à la Commune; » je le fais aujourd'hui, non pas dans les quarante-huit heures, mais » dans les deux heures. »

Le 17 mai, Rigault s'écrie de même : « Je suis d'avis de répondre » aux assassinats des Versaillais de la façon la plus énergique, en frap- » pant les coupables et non les premiers venus... Et je place sur la même » ligne les hommes qui sont d'accord avec Versailles et les complices de » Bonaparte... Il faut que vos jurés soient un véritable tribunal révolu- » tionnaire ».

Dans toutes ces occasions, les autres Communards accusèrent Rigault de « bonapartisme », de « despotisme », et l'historien Lissagaray qui sympathisait avec eux a le toupet de reprocher à l'incommod Procureur de la Commune « le peu d'efficacité de ses mesures » et de l'accuser d'avoir plus persécuté les vieux instruments de « Napoléon le Petit » que les espions véritables : calomnieux, il en restera toujours quelque chose et les autres « historiens » n'ont pas manqué de répéter Lissagaray sur ces points !

Malgré l'opposition qui rendit vaines la plupart de leurs initiatives, Rigault et Ferré ont en réalité prouvé qu'ils savaient frapper au but, comme le prouvent l'exécution de G. Chaudey, exécuteur testamentaire de Proudhon, participant de congrès démocratiques internationaux et

responsable du massacre du 22 janvier devant l'Hôtel de Ville, bref, véritable prototype de « démocrate avancé » avant la lettre, et celle de l'archevêque gallican Darboy, libéral, adversaire du dogme de l'infaillibilité pontificale, donc véritable « curé progressiste », sinon « prêtre ouvrier », qu'avec beaucoup de clairvoyance politique Thiers avait refusé d'échanger avec la « tête » dont la Commune manquait, Blanqui « le reclus ».

L'attitude prise par les blanquistes les plus conséquents à propos du Comité de Salut Public (1) est également très significative. Dans sa déclaration de vote, Rigault dit « espérer que le Comité de Salut Public sera en 1871 ce que l'on croit généralement, mais à tort, qu'il a été en 1793 », à savoir l'organe de la terreur rouge du prolétariat (2). Rigault ne faisait pas allusion à la tradition hébertiste (illustrée par l'ouvrage de G. Tridon qui appartenait à la minorité), mais plutôt à la possibilité existant en 1871, étant donné le contenu nouveau de la révolution à l'ordre du jour (la révolution prolétarienne et non plus bourgeoise), de faire autre chose de l'organe central du pouvoir qu'un écho réthorique du révolutionnarisme petit-bourgeois (que malheureusement il fut). La minorité, elle, critiquait le principe même de la dictature et du centralisme, comme émanation du « principe d'autorité » détesté, ce qui justifie entièrement la critique d'Engels dans l'« Almanach républicain » de 1874 (3) et la critique du « Père Duchesne » du 18 mai reprenant les arguments développés par Vaillant dans sa déclaration de vote du 1^{er} mai, peut-être la plus claire et la plus nette de toutes :

« Je ne partage pas l'illusion de l'assemblée qui croit avoir fondé un » comité politique directeur, un comité de salut public, alors qu'elle ne » fait que renouveler avec une étiquette nouvelle sa commission exécuti-

(1) La formation d'un Comité de Salut Public a été proposée le 28 avril par les Jacobins à la suite de la panique d'Issy, en remplacement de la seconde Commission Exécutive résultant de la réorganisation du gouvernement communaliste décidée le 21 avril à la suite des premiers désastres, toujours sur l'initiative des Jacobins.

(2) Même Kautsky affectait de comprendre ainsi le Comité de Salut Public de 1793, lui reprochant de n'avoir pas « réalisé le socialisme » !

(3) De l'autorité, " Almanach républicain pour l'an 1874 " : « Ces messieurs-là, n'ont-ils donc jamais vu une révolution ? Une révolution est sans doute la chose la plus autoritaire qui soit, c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie avec des fusils, des baïonnettes et des canons, qui sont des moyens par excellence autoritaires : et le parti vainqueur, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit continuer cette domination par la terreur que ses armis inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle n'avait pas employé cette autorité de peuple armé face aux bourgeois ? Et au contraire, ne peut-on pas lui reprocher de ne l'avoir pas employée avec une ampleur suffisante ? Donc, de deux choses l'une : ou les anti-autoritaires ignorent ce qu'ils disent, et en ce cas ils ne répandent que de la confusion, ou bien ils le savent, et alors ils trahissent le mouvement du prolétariat : en l'un et l'autre cas, ils servent la réaction ».

» ve des premiers jours. Si l'assemblée voulait avoir un réel comité
» exécutif, pouvant vraiment prendre la direction de la situation, parer
» aux éventualités politiques, elle devrait commencer par se réformer
» elle-même, cesser d'être un petit parlement bavard, détruisant le len-
» demain aux hasards de sa fantaisie ce qu'il a créé la veille et se jetant
» au travers de toutes les décisions de sa commission exécutive. La Com-
» mune ne devrait être qu'une assemblée de commissions se réunissant
» pour discuter les résolutions, les rapports présentés par chacune d'elles,
» écoutant le rapport politique de son comité exécutif, et jugeant si ce
» comité remplit son devoir, s'il sait donner l'unité d'impulsion, de direc-
» tion, s'il a l'énergie, la capacité nécessaires pour le bien de la Commu-
» ne. Au Comité exécutif seraient renvoyées les affaires politiques, aux
» commissions diverses toutes les affaires de leur ressort, et les séances
» se passeraient sans incidents inutiles, à prendre des résolutions et non
» plus à discourir. Pour un comité exécutif de cet ordre, et seul vraiment
» digne de porter le titre de Salut Public, qui n'a d'ailleurs pas d'import-
» tance et qui a le désavantage d'être une répétition, je voterai oui sans
» phrases. En un mot, il faut organiser la Commune et son action ; faire
» de l'action, de la Révolution et non de l'agitation, du pastiche ».

Avec Trinquet, Ranvier, Ferré, Rigault et quelques autres comme Duval, l'ouvrier-général, membre de l'Internationale, ce fut bien pratiquement une avant-garde du blanquisme qui s'opposa aux caprices libertaires dont elle décelait très bien le caractère opportuniste (« il faut guillotiner ce tas de Girondins », se serait exclamé Rigault) et qui se heurta de ce fait au légalitarisme palabreur et inconcluant et à l'attentisme conciliateur de la majorité qui ne comprenait pas les tâches que la Commune avait été contrainte par la force des choses et tout à fait contre le gré de ses membres à prendre sur elle. Face à l'anarcho-démocratie vomissant sa rage contre les partisans de la dictature révolutionnaire et de la terreur de classe, la position de Karl Marx est sans équivoque, et on la trouve exprimée dans sa polémique contre " La Révolution sociale " dirigée par M^{me} André Léo, femme de Benoît Malon, anarcho-réformiste, dont il cite la déclaration au Congrès de la Paix de Lausanne : « Raoul Rigault et Ferré, qui furent tous deux des protagonistes funestes de la Commune et qui, jusqu'à l'exécution des otages (1) n'avaient jamais cessé, toujours en vain, d'invoquer des mesures sanglantes » et à laquelle il répond : « Dès son premier numéro, la " Révolution sociale " se hâte de se mettre au niveau du " Figaro ", du " Gaulois ", de " Paris-Journal " et des autres feuilles immondes dont elle reprend à son compte toutes les louches attaques contre le Conseil Général », sou-

(1) Elle eut lieu le 24 mai trois jours après l'entrée des Versaillais dans Paris, quatre jours après l'effondrement de la défense militaire de la Commune, à un moment où les fédérés savent déjà qu'ils seront vaincus et réclament l'exécution du décret sur les otages.

lignant que cette flatterie à l'égard du pacifisme démocratique et interclassiste par la dénigration des martyrs de la révolution avait été faite « au moment même où Ferré attendait dans sa prison l'heure d'être acheminé vers le poteau de Satory ».

L'opposition de la majorité et de la minorité (unanimes sur ce point) à l'activité des blanquistes les plus décidés empêcha alors l'utilisation de forces précieuses comme celles de Duval, de Dombrovsky (qui sera suspecté à tort et ira volontairement à la mort pour se laver du soupçon de trahison), de Wroblewsky, tous chefs militaires de valeur, et surtout de Rossel, véritable spécialiste militaire qui, malheureusement, fut un adversaire acharné des blanquistes, seules forces capables d'employer ses qualités stratégiques, et qui s'opposa même à une « dictature militaire » sous le contrôle du Comité de Salut Public dont il connaissait aussi bien que les meilleurs blanquistes l'inaptitude et l'hétérogénéité.

LA CONDAMNATION A LA DEFENSE PASSIVE

Du fait de l'absence d'une stratégie d'offensive révolutionnaire contre Versailles, la Commune fut condamnée à revenir à la défense passive sur les barricades. Le lendemain de l'entrée des Versaillais à Paris, le 22 mars, le jacobin Delescluze appellera les Parisiens à marcher contre l'ennemi, parlant encore de lui montrer « par leur énergie révolutionnaire qu'on peut vendre Paris, mais qu'on ne peut, ni le livrer, ni le vaincre ». Mais tandis que toute victoire étant apparue impossible, il ne restera plus à Delescluze qu'à aller se faire tuer, le 25 mai, sur une des dernières barricades résistant encore, et à mourir debout comme il l'avait décidé, les blanquistes Rigault, Ferré, Gois cherchèrent jusqu'au bout à donner des exemples de terreur révolutionnaire, parce que comme le disait Rigault, présentant la défaite et sa propre mort après l'exécution de Chaudey, « cela servira pour la prochaine fois » — c'est-à-dire pour la prochaine révolution.

Pourtant, le mouvement parisien qui conduisit à la Commune avait fait au début la preuve de sa capacité à dépasser cette tactique désespérée par une lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Comme le dit Engels dans sa célèbre introduction de mars 1895 aux " Luites de classe en France " ignoblement défigurée par les opportunistes qui dirigeaient la social-démocratie allemande, la lutte dans les rues « devra être engagée avec des forces beaucoup plus grandes qui préféreront l'attaque ouverte à la tactique passive des barricades », attaque déjà expérimentée dans la Grande révolution bourgeoise ainsi que dans les journées révolutionnaires du 4 septembre et du 31 octobre 1870. Si la Commune elle-même put se constituer, ce fut également par une mobilisation active bien différente du retranchement passif derrière de vaines barricades. Si en juin 1848, celles-ci n'avaient pas arrêté la coalition des bourgeois, des petits-bourgeois et du sous-prolétariat lancés dans la

chasse à l'hydre rouge, il était absurde d'attendre un résultat différent en mai 1971 (1).

Il est important de remarquer — d'accord avec tous les recueils de documents, journaux, rapports, etc... — que les militants de base, les clubistes de la banlieue, etc., ne cessèrent pas un seul moment de poser la question : « Pourquoi la Commune est-elle si mollesse ? » (cité dans le recueil : *Lettres au " Père Duchesne "* pendant la Commune de Paris, Paris, Bureau d'Éditions, 1934, p. 23), d'exiger des mesures de terreur, de plaider pour la marche sur Versailles. D'autre part, il n'est pas difficile de retrouver dans nombre de mémoires de l'époque la même attitude qui prouve qu'il y avait plus de « conscience » dans la masse que dans la direction, ce qui annonçait une défaite immanquable, car c'est cette dernière qui aurait dû canaliser l'impulsion de la base et lui donner une expression programmatique et tactique achevée. Au contraire, la direction communarde resta au-dessous du niveau du suivisme puisque dans de nombreux cas elle empêcha le travail des quelques militants (une minorité parmi les blanquistes eux-mêmes, comme nous avons vu) qui se faisaient les interprètes de cette avant-garde ouvrière à laquelle les chieus d'encre « up-to-date » ont refusé le qualificatif de prolétarienne pour la qualifier de « sans-culotte », selon le même critère qui permettait

(1) Il devrait donc être clair que le refus des barricades répond chez Engels au fait qu'il préconise une stratégie vraiment insurrectionnelle, fondée sur une mobilisation des couches les plus décidées du prolétariat et dirigée non seulement politiquement, mais militairement par le Parti. Pour Engels, on doit considérer la nécessité non d'un putsch, mais d'une véritable guerre civile révolutionnaire, susceptible de prendre le caractère d'une guerre de classe menée par des armées : « Avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat dont une des conditions premières est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir le droit à leur propre émancipation sur le champ de bataille. La tâche de l'Internationale est d'organiser les forces ouvrières et de les préparer au combat qui les attend. » (Marx, Discours à l'occasion du 7^e anniversaire de la Première Internationale, 1871). A ce sujet, nous ne reproduisons ici que quelques lignes des pages admirables de Trotsky dans *l'Histoire de la Révolution russe*, 2^{ème} partie, sur " L'art de l'insurrection ", où il rappelle ces problèmes, et notamment l'assimilation bolchévisme-blanquisme faite par les sociaux-démocrates : « En général, l'erreur de Blanqui consistait à réduire la révolution à l'insurrection. Sur le plan tactique, l'erreur du blanquisme consistait à réduire l'insurrection aux barricades. Engels, tout en étant d'accord avec Blanqui sur le point que « la révolution est un art », mettait en lumière non seulement la fonction secondaire de l'insurrection dans la révolution, mais aussi la fonction toujours plus limitée de la barricade dans l'insurrection. Au contraire, les réformistes cherchèrent à déduire de la négation de la valeur décisive de la barricade une négation de la violence révolutionnaire en général, ce qui revenait à déduire la liquidation du militarisme de la diminution probable de l'importance des tranchées dans la guerre prochaine ». Bien sûr, le penchant des blanquistes pour les barricades découlait de leur incomplète distinction par rapport aux démocrates, aux « bons républicains », etc., etc..., et dans la Commune elle les livra aux charlatans type Miot. Nous ne parlons pas de l'aspect « offensif » de la tactique de Blanqui, qui était peu consistant à cause de sa conviction qu'il suffirait d'une poignée de conjurés pour détruire l'Etat bourgeois.

Cela peut paraître faux si l'on se réfère à l' " Instruction pour une prise d'armes "

à Kautsky de proclamer prolétarienne la Commune et « sans-culotte » la République des Soviets de Russie !

Nous ne voulons pas raconter d'anecdotes, mais pour souligner la fausseté de la légende « concrétiste » selon laquelle la minorité « spontanéiste » aurait collé au mouvement des couches prolétariennes les plus décidées, il ne sera pas inutile de rappeler l'épisode raconté par Jules Vallès dans son " Insurgé " avec une candeur vraiment anarchiste. Alors qu'il se lamentait en compagnie de Lefrançais et Longuet à l'annonce par Genton (autre vaillant blanquiste fusillé à Satory) de l'exécution de Mgr Darboy, un jeune ouvrier leur répondit : « On saura donc que si la » Commune faisait ses arrêts pour rire, nous, nous les appliquions sérieusement... Et puis, quand même, ma balle a fait un trou dans le ciel ! » Après l'image prométhéenne de « l'assaut au ciel » de Karl Marx, où trouver une plus haute louange de la rébellion prolétarienne, qui ne s'exprima malheureusement que de façon très affaiblie et terne dans la Commune ?

Comme toujours, les spontanéistes trichent grossièrement lorsqu'ils exaltent comme le résultat d'une libre création ouvrière ce qui fut seulement la conséquence de préjugés petits-bourgeois et contre-révolutionnaires qui s'opposèrent aux exigences exprimées d'une manière confuse

de 1868, document extrêmement important qui marque un tournant dans la pensée de Blanqui, mais ça ne l'est pas si l'on songe que ce texte n'eut d'effet appréciable ni sur les militants blanquistes ni, par exemple, sur les tentatives auxquelles Blanqui et des disciples plus ou moins fidèles se livrèrent avant la Commune.

Pour finir, il faut rappeler la falsification presque comique que le stalinien de droite Santiago Carillo, leader actuel du P. C. espagnol dissident de Moscou, a faite de l'introduction d'Engels dans " Nuestra Bandera ", supplément au n° 58, juin 1968, p. 21. D'après Carillo qui reconnaît que les barricades « sont une tactique purement défensive qui laisse l'initiative à l'adversaire », celles-ci auraient dans certains cas l'avantage de provoquer la « neutralisation » des forces bourgeoises « et même leur passage au moins » partiel dans le camp des forces démocratiques et révolutionnaires. Engels écrivait en 1895 que c'était principalement ce point de vue qu'on devrait considérer dans l'avenir lorsqu'on examinerait la possibilité de combats de rue éventuels ». Pour Carillo qui substitue la grève nationale inter-classiste à la vieille grève générale insurrectionnelle, Engels aurait donc été favorable aux barricades justement pour l'effet moral qu'elles exercent dans la révolution démocratique : il oublie qu'Engels emploie toujours l'imparfait, la révolution ayant cessé d'être « démocratique » pour devenir prolétarienne dès juin 1848, et à plus forte raison en mai 1871, ce qui poussait précisément Engels à réclamer l'attaque ouverte. Alors que les vieux réformistes accusaient donc mensongèrement Engels d'exclure la violence de classe organisée et la terreur de classe sous le prétexte qu'il avait déclaré les barricades périmées, Carillo, renouvelant la falsification, identifie hypocritement la position d'Engels avec une défense de la barricade en tant qu'elle exclut la violence organisée et la terreur de classe ! Bien que déplaçant les facteurs, l'opération aboutit donc à la même absurdité que celle des réformistes, mais elle se prête à une utilisation du prolétariat comme chair à canon pour la défense d'intérêts bourgeois-démocratiques, comme si au XX^e siècle cela pouvait signifier autre chose que la défense du capitalisme lui-même. Carillo est bien de la même race infecte que ceux qui ont parlé d' « armée rouge » à propos des troupes de Tchang Kai-Chek et des milices et de l'armée régulière de la République espagnole de 1936.

mais vigoureuse par le prolétariat, le collectif et impersonnel " Jean Misère " des chansons ouvrières de l'époque, que les conditions objectives poussaient au mouvement social et donc politique — « le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant » — balayant tout utopisme proudhonien rétrograde. Et c'est ce même Jean Misère qui, après la défaite, ira au mur avec un stoïcisme que les bourreaux taxeront d'effronterie cynique, d' « insolente résolution d'en finir avec la vie plutôt que de vivre en travaillant », sinistre calembour sur le mot d'ordre des insurgés lyonnais : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ».

Indépendamment des attitudes individuelles, le comportement politique des libertaires proudhonisants (et Proudhon est le père spirituel de Bernstein autant que de Bakounine, car l'opportunisme caractérisé par l'immédiatisme est invariant lui aussi) fut exactement le même que celui de cette Commune qui faillit à sa mission de direction de la dictature prolétarienne. Faire leur apologie, c'est donc exalter tout ce qui provoqua cette faiblesse subjective de la Commune et sa chute sans lutte efficace. Il ne faut donc pas s'étonner que les opportunistes aient toujours porté aux nues ces aspects de la Commune, les identifiant sans scrupules avec la véritable dictature du prolétariat par opposition à la dictature exercée sur le prolétariat par les néo-jacobins et les blanquistes. Ces gens flattent la Commune justement parce qu'elle a échoué, ils exaltent l'absence des conditions objectives, mais surtout subjectives de la victoire ou au moins d'une affirmation de la dictature révolutionnaire. Cela revient en substance à exalter la contre-révolution dont Thiers n'a été que l'agent extérieur, l'agent intérieur (peu importe la bonne ou mauvaise foi) ayant été la domination des courants petits-bourgeois et en somme démocratiques.

Comme l'a dit Trotsky, Kautsky, représentant de l'opportunisme de toute espèce, « voit la supériorité la plus grande de la Commune justement là où nous voyons sa misère et sa faute... Nous profitons du souvenir de la Commune, malgré l'étroitesse évidente de son expérience, la piètre préparation de ses membres, le manque de clarté de son programme, l'absence de concorde entre ses chefs, l'indécision de ses plans, le désordre sans espoir dans l'exécution, enfin sa ruine affreuse et, par toutes ces raisons, fatalement déterminée ».

A cette citation de " Terrorisme et Communisme ", il n'est pas inutile d'en ajouter une autre, tirée d'une brochure de Karl Radek, écrite en réponse à un pamphlet de Kautsky, intitulé " Dictature prolétarienne et terrorisme " : « Comme c'est l'habitude dans les documentaires didactiques, M. Kautsky a cité deux exemples pour le bien et la paix du peuple allemand : la dictature jacobine de la violence qui devait se terminer par la défaite, car elle voulait réaliser des illusions par des moyens violents, et donc abrutir et tromper le prolétariat ; et par opposition à ce tableau aux couleurs très sombres, l'image radieuse de la dictature démocratique de la Commune de 1871, qui s'est gravée profondément " dans les cœurs de tous ceux qui aspirent à la

» libération du genre humain », car elle était pénétrée complètement
» de l'esprit d'humanité animant la classe ouvrière du dix-neuvième
» siècle. Nous avons démontré que le film didactique de M. Kautsky
» n'est qu'un simple tour de passe-passe. La Commune de Paris de 1793
» ne représentait pas une dictature prolétarienne, mais au contraire
» bourgeoise ; elle ne se « brisa » pas contre l'impossibilité de réaliser
» les illusions prolétariennes, mais au contraire sut remplir sa grande
» fonction historique, la destruction de la féodalité. La Commune prolé-
» tarienne de 1871, au contraire, se brisa après deux mois d'existence
» seulement contre la confusion de ses chefs qui, imbus d'illusions, ne
» surent pas porter le combat en dehors des murs de Paris. Ce que
» Kautsky appelle l'esprit d'humanité n'était en réalité que la faiblesse
» des chefs de la Commune, leur irrésolution dans la lutte contre un
» ennemi implacable.

« Lorsque Kautsky affirme que la Commune de 1871 s'est gravée,
» grâce à son esprit humanitaire, dans les cœurs de tous ceux qui aspirent
» à la libération du genre humain, ce vieillard prend son cœur ramolli
» pour le cœur de fer du prolétariat. La Commune est devenue le
» symbole des aspirations socialistes non grâce à sa faiblesse qu'il
» appelle humanité, mais du fait qu'elle a constitué la première tenta-
» tive prolétarienne de prise du pouvoir ».

LA REVOLUTION EST INSEPARABLE DE LA DICTATURE DU PARTI ET DE LA TERREUR ROUGE

Si la révolution double de Russie succomba sous le poids de sa tâche démocratique initiale qui n'était nullement négligeable et sous la pression des forces de l'accumulation primitive incarnées par le stalinisme, elle présentait, tant que le bolchevisme resta vivant, les conditions politiques de la révolution permanente. Dans la Commune, au contraire, ces conditions n'existaient pas du fait de l'absence d'un mouvement communiste autonome ayant une vision programmatique et tactique adéquate. De là résulta son aspect national et démocratique, en contradiction avec sa base, puisqu'à la différence de la révolution russe, elle n'avait pas à réaliser la construction du capitalisme. En même temps que le cycle des guerres de libération nationale, elle a fermé celui des révolutions démocratiques, les deux ne faisant d'ailleurs qu'un.

C'est là son enseignement fondamental comme Marx l'a montré dans " La Guerre civile en France " et comme les événements ultérieurs n'ont fait que le confirmer. Qu'elle s'abrite derrière des arguments réformistes ou gauchistes, toute « voie nationale » et « démocratique » au socialisme équivaut à la mort de la révolution. La révolution prolétarienne sans dictature de parti, sans véritable terreur rouge, c'est-à-dire la révolution pour rire souhaitée par tous les libéraux, les démocrates, les libertaires, de Kautsky aux militants du K. A. P. D. et aux tribunistes hollandais, de Gramsci à la gauche extra-parlementaire d'aujourd'hui,

n'est que le dernier espoir de la bourgeoisie en cas de révolte sociale du prolétariat, que le prélude de nouvelles « semaines sanglantes » vouées à la défaite (et bien entendu la même chose vaut pour le « socialisme dans un seul pays » ou localisé à quelques-uns et pour toute forme de « polycentrisme »).

Toutes les formes d'immédiatisme se sont affirmées à la direction de la Commune et leur effet les ont condamnées de façon définitive historiquement, de même que l'annihilation de l'élan spontané du prolétariat par l'absence de direction adéquate a définitivement condamné toute forme de spontanéisme. Sans doute le parti n'est-il qu'une condition nécessaire et nullement suffisante de la victoire, mais son absence est de toutes façons contre-révolutionnaire, car elle n'est pas sans raison, et cette raison est précisément une de celles qui rendent la contre-révolution inévitable ; au contraire, même dans des conditions défavorables, la présence du parti permet de tirer des leçons non seulement théoriques, mais pratiques de la défaite, et c'est là la condition de la reprise, ou du moins d'une retraite en bon ordre préluant à une telle reprise. Cela a été prouvé avec une extrême clarté, d'une part par les années qui ont suivi la défaite de la révolution russe de 1905 et conduit à la victoire d'Octobre 1917 et, d'autre part, par les situations objectivement favorables (comme le premier après-guerre en Allemagne) qui n'en aboutirent pas moins à la contre-révolution du fait des conditions qui avaient fait obstacle à la formation d'un véritable parti communiste, comme la domination de la social-démocratie et spécialement du centrisme kautskyen.

Depuis son apparition, le socialisme scientifique, le communisme révolutionnaire combat toutes les influences qui font obstacle à la constitution du prolétariat en classe (et donc en parti politique) puis en classe dominante, et qui la rendent impossible. La grande peur que la Commune a inspirée aux bourgeois témoigne du fait que le mouvement dont elle est née allait dans cette direction et que s'il n'atteignait pas son but, ce fut uniquement parce qu'il manquait d'une direction non pas occasionnelle et hétéroclite, mais résumant l'expérience historique de la classe. Si Marx ne l'avait pas reconnu, le plus haut éloge de la signification inconsciente du potentiel révolutionnaire du mouvement communard serait à trouver dans les flots d'insultes que les Maxime du Camp, les A. Dumas et autres « journalistes policiers, marchands de calomnies », comme disait E. Pottier, poète de " l'Internationale ", ont vomi contre lui, et dont on a un bon exemple dans « L'orgie rouge », chapitre de « Barbares et Bandits : la Prusse et la Commune », de Paul de Saint-Victor (Paris 1871), qui écrit :

« L'insurrection du 18 mars... éclate brusquement, en pleine république, en pleine liberté, devant l'invasion rangée en bataille sous les remparts de Paris, contre une assemblée librement élue, contre le suffrage universel, contre la religion, contre la bourgeoisie, contre l'industrie, contre la famille, contre le travail, contre tout ce qui fait

» la dignité, la sécurité et la vie d'un peuple. Ce n'est ni à un despotisme, ni à une aristocratie qu'elle déclare la guerre, mais à la civilisation, à la société et à la patrie. Elle n'a pour dogme qu'un athéisme grossier, pour doctrine qu'un matérialisme abject, pour programme que le lazzaronisme armé, l'expropriation de toutes les classes par une seule, l'égalité des parts dans la mangeoire humaine, la curée de la fortune publique et privée jetée en proie aux appétits et aux convoitises du prolétariat... »

DANS QUEL SENS LA COMMUNE EST IMMORTELLE

Voilà pourquoi nous reconnaissons dans la Commune l'aube encore pâle de la destruction du Moloch des libertés bourgeoises devant lequel brûle son encens l'idéalisme démocratique qui n'a jamais été aussi bien incarné que par Gallifet et par Noske. Voilà pourquoi Lénine écrivait en avril 1911, dans la " Gazette ouvrière ", n° 4-5 : « La cause de la Commune est la cause de la révolution sociale, la cause de l'émancipation politique et économique intégrale des ouvriers, la cause du prolétariat mondial. En ce sens, elle est immortelle ».

Cette cause, la Commune n'a été évidemment capable ni de la faire triompher, ni même de la défendre avec clairvoyance et conscience. La leçon de classe qu'elle a donnée n'en est que plus incisive. Et cette leçon, c'est, comme nous l'avons toujours affirmé, quitte à nous faire accuser de dogmatisme, voire de psittacisme, la confirmation la plus absolue du rôle central, irremplaçable du parti de classe, caractérisé par une position révolutionnaire en ce qui concerne la prise du pouvoir et l'exercice de la dictature et les problèmes tactiques qui y sont liés.

Comme Lénine le rappelait, il n'y avait pas en 1871 un niveau suffisamment élevé des forces productives, mais cela ne justifiait nullement un schéma de révolution double, si bien que le caractère démocratique révolutionnaire du gouvernement communard n'a été qu'une faiblesse fatale et un anachronisme dans lequel le poids du passé a fermé les perspectives de l'avenir. Dans le cadre actuel du monde euro-américain (et japonais) enserré dans le réseau d'un capitalisme développé, il ne peut plus être question d'insuffisant développement des forces productives, tandis que la nécessité d'une convergence entre l'avant-garde ouvrière poussée dans la rue par les contradictions exaspérées du régime et sa direction politique subsiste entièrement.

Cela nous conduit à la question de la coïncidence de la crise du capitalisme et de la maturation du parti « formel » sur le plan international. Ce n'est certainement pas demain qu'elle sera résolue et pour la résoudre l'organisation embryonnaire des marxistes révolutionnaires existant aujourd'hui ne peut pas « inventer » un quelconque expédient organisationnel, mais doit compter exclusivement sur la dictature du programme en son propre sein. Telle est la condition à laquelle pourront se former des

cadres réellement capables de diriger un jour le mouvement prolétarien vers ses buts révolutionnaires qui ne dépendent pas de la volonté des individus, mais bien de ce que le prolétariat sera contraint de faire, à condition d'en avoir le moyen, à savoir une direction de parti.

Il y a une ironie involontaire dans le couplet de l'anarchiste Louise Michel (" Chanson des prisons ", mai 1871) :

« Quand la foule aujourd'hui muette
Comme l'Océan grondera,
Qu'à mourir elle sera prête,
La Commune se lèvera ».

Certes, le grand problème est bien là. Mais lorsque le prolétariat, et non pas la « foule », le Peuple, bougera sous l'impulsion des événements, il devra avoir à sa tête une cohorte internationale de fer, sans laquelle les défaites du passé — telle celle de la Commune — ne pourraient que se répéter. Alors seulement une victoire mondiale remportée par un état-major mondial pourra mettre fin à l'histoire douloureuse de la classe opprimée, en même temps qu'à la domination sanglante du Capital et, dans la perspective, au Léviathan de la société divisée en classes.

LE PREMIER EVEIL DU PROLETARIAT POLONAIS ET SES CAUSES

Lors des émeutes polonaises de décembre 1970, on a vu pour la première fois une classe ouvrière de l'Est européen se soulever en masse, semer la panique et la désorganisation dans le personnel dirigeant, exiger et obtenir gain de cause sur plusieurs points grâce à la menace d'une grève générale. Sans doute ce mouvement a-t-il été préparé par celui de 1956 qui avait porté Gomulka au pouvoir et dont nous avons montré à l'époque les limites, dues à son isolement international et son oubli presque complet de ce qu'est le programme de classe, et qui comporte la lutte directe contre l'Etat bourgeois (fût-il déguisé en Etat « socialiste ») et la revendication de la dictature du prolétariat. Mais dans le mouvement de 1970, les expériences malheureuses de 1956 (conseils ouvriers collaborant avec l'Etat au lieu de se dresser contre lui) ont porté leurs fruits et nettement clarifié la situation. Quant aux raisons qui expliquent cette seconde explosion, elles restent ce qu'elles étaient en 1956 et telles que nous les décrivions il y a quelques années : « Une situation d'intense exploitation » dans laquelle les travailleurs sont privés de tous moyens légaux d'action et » de défense ; une économie en proie à de grandes difficultés et qui ne peut » améliorer les conditions matérielles de toutes la population ; un pouvoir » qui ne peut tolérer les moindres revendications sans craindre une crise » sociale ; l'inexistence de tout lien avec une force prolétarienne internatio- » nale en complète déroute et la disparition de toute tradition révolution- » naire dans le pays, les générations nouvelles étant politiquement incultes ».

Pour un pays de « démocratie populaire » qui prétendait représenter et défendre les intérêts de la classe ouvrière, le mouvement de 1970 constitue un désaveu éclatant qui aura montré au grand jour que la Pologne n'est pas un pays socialiste, même « dégénéré », mais un Etat capitaliste en proie à de multiples contradictions qui deviendront de plus en plus explosives quels que soient les efforts de sa bourgeoisie pour tenter d'y remédier.

Depuis vingt-cinq ans, dans l'Est européen, les soulèvements populaires ont invariablement sombré dans le bourbier des revendications démocratiques et réformistes des intellectuels de service, des petits-bourgeois, des classes moyennes fonctionnarisées et d'une partie même de la bourgeoisie nationale. le ciment qui liait ces différentes couches sociales étant toujours le même : l'oppression impérialiste russe. Pendant tout ce temps les larbins du « grand frère » soviétique ont eu beau jeu de dénoncer, avec une incroyable hypocrisie, la « confusion idéologique petite-bourgeoise » de ces mouvements, leur « révisionnisme », leurs liens avec le « camp impérialiste » occidental, etc..., et d'appeler au secours l'armée russe pour écraser la « contre-révolution » : théoriquement, les principes paraissaient saufs. Les bourgeoisies rivales d'Occident voyant d'un œil complaisant ces mouvements revendiquer une ouverture plus large des marchés et une intensification des échanges de capitaux, les stalinien de service n'avaient pas de mal à dénoncer le « retour » à un capitalisme qui n'avait en fait jamais cessé d'exister !

Par contre, en décembre 1970, en Pologne, les classes dirigeantes ont été prises de court. La force, la violence et la pureté des émeutes ouvrières furent

telles qu'aucune manœuvre politique ni aucune accusation mensongère n'avait de chance de tenir bien longtemps. La répression immédiate qui suivit montra clairement le choc de deux classes opposées, mais elle fut insuffisante : le mouvement s'étendait à tout le pays. Les dirigeants firent alors appel à l'Armée russe, mais les Russes refusèrent ! C'est que cette fois l'affaire était sérieuse, puisqu'il aurait fallu écraser par les armes un véritable mouvement ouvrier insurrectionnel qui ne serait sûrement pas limité à la Pologne. Bien que privé d'un programme clair et d'une solide organisation de classe, le prolétariat polonais aurait sans doute ébranlé de fond en comble l'empire soviétique et ses valets staliniens de chez nous. Au grand soulagement de la bourgeoisie mondiale, les dirigeants polonais se hâtèrent de céder provisoirement à la pression ouvrière en sauvant l'essentiel : on changea le personnel d'Etat en lui reprochant hypocritement des « erreurs » auxquelles tout le monde avait participé et l'on proclama bruyamment que ce n'était pas le socialisme qui était en cause, mais l'absence de démocratie. Contrairement à ce qui se passa pour la Tchécoslovaquie où la bourgeoisie occidentale et toute la frange visqueuse des intellectuels de gauche s'étaient fait les défenseurs de la démocratie et de la Liberté, les émeutes de Pologne ont éclaté dans un silence attéré, coupé de commentaires aussi brefs que gênés sur les mérites supposés de la nouvelle équipe dirigeante. A gauche et à droite, à l'Est comme à l'Ouest, l'avis a été unanime : les ouvriers devaient reprendre le travail, ils devaient faire confiance à Gireck. La peur rend service à la vérité : elle a en effet montré la collusion étroite de deux systèmes politiques profondément identiques, obéissant aux mêmes lois, celles de la production capitaliste, et exprimant tous deux la bourgeoisie. Etouffée cette fois-ci encore grâce à la formidable pression du capitalisme international que soutiennent les chefs ouvriers actuels, la lutte du prolétariat des pays de l'Est est destinée à renaître tôt ou tard plus unie, plus consciente et plus puissante que jamais.

Afin de montrer la portée réelle des événements de décembre 1970, nous allons retracer l'histoire économique de la Pologne depuis vingt cinq ans, en montrant son aspect typiquement capitaliste. Puis nous comparerons les luttes de 1970 à celles de 1956 afin de montrer les progrès réels qui ont été accomplis entre ces deux dates par une partie au moins du prolétariat polonais, progrès qui ne sont justement pas ceux auxquels ont pensé aussitôt les courants anémisés de l'extrême-gauche.

L'ECONOMIE

1. — L'accumulation capitaliste.

De la bouche même des dirigeants polonais, il n'est guère douteux que les émeutes de décembre 1970 aient eu pour origine directe l'augmentation considérable des prix de toute une série de produits de consommation courante. Sur ce point, nous n'insisterons pas, d'autant moins que nous avons déjà développé cet aspect dans notre presse. Mais ce qu'ils n'avoient pas n'est guère plus douteux, à savoir que ces mesures n'ont été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et que c'est en fait tout le système social que la révolte ouvrière a mis en accusation.

Il faut donc parler de l'industrialisation de la Pologne depuis 1946 et de la croissance de sa production. La guerre avait complètement ravagé la structure

industrielle de la Pologne, puisque 65 % des établissements industriels et 70 % du matériel ferroviaire avaient été détruits et que la population industrielle était tombée de 3.800.000 en 1938 à 1.200.000 en 1946. Ce que le Parti Communiste français appelle « le souci de fonder l'indépendance nationale sur des bases économiques solides » devait nécessairement pousser le Parti polonais à demander aux couches laborieuses de durs sacrifices pour reconstituer le capital technique détruit et à leur imposer une exploitation effrénée de leur force de travail. C'est ainsi qu'alors que la guerre avait coûté à la Pologne 6 millions de vies humaines et 38 % de son capital fixe, au cours de la période 1947-1968, le revenu national a été multiplié par 6 (+ 9 % par an), la production industrielle s'accroissant de 13,5 fois (+ 9 % par an) entre 1938 et 1968. De ce fait, la part de la production industrielle est passée dans le produit national brut de 37 % en 1950 à 58 % en 1966, alors que la part de l'agriculture passait de 40 % à 21 %. De même, le phénomène spécifique de l'Europe capitaliste du XIX^e siècle — à savoir les migrations de main d'œuvre — s'est manifesté en Pologne où la population urbaine est passée de 30 % en 1938 à 52 % en 1967 (Belgique : 80 %). La Pologne compte donc maintenant parmi les quinze principaux Etats industriels du monde. Cela ne veut pas dire qu'elle soit un grand pays industriel puisque son niveau de vie est comparable à celui de la Hongrie, inférieur d'un tiers à celui de la Tchécoslovaquie et de la moitié à celui de la France ; de même, la production industrielle par habitant est inférieure de 70 % à 80 % à celle de la France et de la Tchécoslovaquie, de 100 % à celle de la Grande-Bretagne, de 220 % à celle de l'Allemagne de l'Ouest ! Pourquoi mentionner alors tous ces chiffres ? Non pas pour « situer » la place de la Pologne parmi les « grandes puissances », ainsi qu'aime à le faire l'économiste bourgeois, mais au contraire pour démasquer le prétendu progressisme du « socialisme dans un seul pays », qui en Pologne n'a été qu'une accumulation capitaliste qui a dépendu à la fois de l'impérialisme russe et des pressions exercées par le marché mondial. On pourrait commencer par faire un parallèle entre le développement de pays capitalistes comme la Belgique, l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest — dont on ne pourra nier qu'ils subirent eux aussi d'énormes destructions de guerre — et le développement « socialiste » de pays comme la R. D. A., la Tchécoslovaquie et la Pologne qui peuvent leur être comparés sur le plan industriel. Ce que l'abondance du capital (plan Marshall notamment) a pu faire à l'Ouest, la force de travail humaine a dû le faire à l'Est, avec, évidemment, des résultats bien inférieurs, tant en ce qui concerne l'accumulation du capital que la progression du niveau de vie moyen. Il a donc été nécessaire de greffer sur cette intense exploitation de la force de travail un pesant « service d'ordre » composé de policiers, miliciens, contremaitres, agents de contrôle, membres du Parti et des syndicats, armée, etc., chargés de réprimer toute révolte populaire. L'énorme appareil bureaucratique qui s'est créé dans les pays de l'Est n'est finalement que le produit de la pauvreté en capital qui exigeait un contrôle omniprésent et permanent de toutes les couches laborieuses de la part de l'appareil d'Etat. De même, la rareté du capital a été compensée dans tous les pays « socialistes » par de fortes concentrations de main d'œuvre aux postes de travail. Dans ce cas, la rareté du capital technique (travail mort) est pallié par une dépense supplémentaire de travail vivant, ce qui a permis aux dirigeants de souligner l'absence de chômage et de faire croire qu'elle était due à la nature socialiste des rapports de production en vigueur. Malheureusement l'accélération de l'exode rural (due à la pénétration du capitalisme dans les campagnes) vers les villes industrielles et la pression du marché mondial qui exige des produits plus rentables (donc une utilisation plus stricte de la main d'œuvre) ont finalement contraint les entreprises

« socialistes » à licencier du personnel (par exemple dans les mines et entreprises « non rentables », et, en tous cas, à ne pas remplacer celui qui part à la retraite. On a pu estimer à 6 ou 800.000 le nombre de chômeurs polonais, ce qui prouve à quel point les lois de la concurrence et du marché s'appliquent dans les démocraties populaires. Malgré cela, les patrons continuent à se plaindre qu'ils ne sont pas libres de licencier toute la main d'œuvre dont ils n'ont plus besoin et qui pèse sur leurs coûts de production : on imagine ce que serait le chômage si les Polonais laissaient les capitaux occidentaux entrer et opérer librement chez eux ! Au total, les démocraties populaires sont handicapées par leur pauvreté en capitaux, leur bureaucratie tentaculaire, la faible productivité de leurs entreprises et l'existence larvée d'un énorme chômage. Comparée aux pays occidentaux, la Pologne n'occupe pas un rang exceptionnel dans les rythmes de croissance de la production industrielle : elle est au même niveau que l'Italie, et très nettement devancée par l'Allemagne de l'Ouest et le Japon. Ainsi, la thèse selon laquelle « l'accumulation socialiste » serait beaucoup plus rapide que l'accumulation capitaliste est une stupidité de plus à mettre au rencart. De plus, la concentration du capital en Italie est nettement supérieure à celle de la Pologne, ce qui prouve un degré de développement capitaliste plus élevé. C'est finalement cet échec des pays de l'Est qui est prépondérant quand on veut se livrer à des comparaisons avec le groupe des pays industriels occidentaux : le défi de la coexistence pacifique et de l'émulation économique a été relevé et gagné avec facilité par ces derniers, comme c'était, prévisible et comme la situation particulière des démocraties populaires l'explique.

Comme chacun sait, le rassemblement de ces dernières dans le bloc soviétique s'est effectué par la force des armes et les coups d'Etat. Il n'y eut nulle part d'explosions sociales comparables à 1917 en Russie, et lorsqu'il y eut des agitations, les Russes se chargèrent de les réprimer. Ainsi en Bulgarie éclata une rébellion générale de l'armée où les officiers furent destitués et remplacés par des conseils de soldats et le drapeau rouge fut arboré. Les Russes réagirent en maintenant les officiers destitués et en désapprouvant les communistes bulgares ; toutes les autorités locales furent rétablies dans leur rang et les conseils de soldats supprimés. En Roumanie, les Russes trouvèrent un compromis avec le gouvernement légal nazi qui se contenta de remplacer le chef de l'armée par son... sous-chef. En Pologne, l'armée russe s'abstint de pénétrer à Varsovie pour permettre aux Allemands d'y écraser l'insurrection et d'anéantir tout ce qui pouvait faire obstacle à l'ordre futur. En Tchécoslovaquie, les Russes interdirent au très puissant parti communiste tchèque de passer à l'insurrection armée pour éviter d'être débordée par des « éléments incontrôlés » : ce ne fut que lorsque le gouvernement légal toujours en place se décida (en 1949) à accepter l'aide américaine (plan Marshall) que les Russes organisèrent le coup d'Etat de Prague.

Aucune autonomie ne fut laissée aux communistes locaux qui, après avoir subi les nazis, furent d'ailleurs victimes d'assassinats collectifs par les Russes : l'Armée Rouge, loin d'être une armée révolutionnaire, fut toujours la représentante de l'ordre impérialiste russe — se comportant avec une brutalité inouïe et semant la ruine économique partout où elle était implantée (exactement comme les armées de l'Ancien régime qui vivaient sur l'habitant, alors que les armées modernes vivent en circuit fermé avec leur pays d'origine). Le bloc soviétique devint ainsi un empire à la solde de la Russie, basé sur la contrainte et la force de l'Armée Rouge qui avait la charge de le défendre contre toute attaque étrangère et contre tout soulèvement populaire (Hongrie, Tchécoslovaquie, etc.).

Les hommes de paille du Kremlin durent maintenir une terrible oppression sur la population laborieuse au moyen d'un gigantesque appareil de contrôle et de répression. Ce fut néanmoins insuffisant car, ainsi que nous le disions, le manque de capitaux devait être compensé par une intensité telle de l'effort humain qu'il aurait fallu que ces bureaucraties capitalistes mobilisent toutes les énergies dans le volontariat et l'enthousiasme pour un monde meilleur. Cette expérience avait été tentée en Russie dans les années 30, lors du lancement de la collectivisation intensive dans les campagnes et de l'industrialisation à outrance. Cela s'était notamment traduit par une intense propagande en faveur de l'effort, de l'augmentation de la productivité et du sacrifice personnel (stakanovisme). Cet exemple fut repris récemment en Chine sous les formes que nous lui connaissons, quand celle-ci fut convaincue que l'aide de la Russie en capitaux et en marchandises serait illusoire. On pourrait aussi citer le cas de la Yougoslavie. Mais pour réussir, ces expériences nécessitaient au moins deux conditions fondamentales : l'indépendance nationale et le contrôle étroit de la population laborieuse. Si le second point est évident, le premier exige davantage d'explications. L'indépendance nationale n'a aucune signification en système socialiste où la solidarité, l'aide gratuite, la disparition des frontières nationales et la réorganisation économique à l'échelle du monde et non plus d'un pays éliminent toute trace d'autonomie politique et d'autarcie économique ; l'indépendance nationale est un concept purement bourgeois et, du moins dans la vieille Europe, absolument anti-prolétarien. C'est d'ailleurs pour cette raison que les dirigeants soi-disant socialistes des pays de l'Est défendent et pratiquent le nationalisme. Or, pour mener à bien la tâche difficile de mobilisation générale de toutes les classes sociales d'un pays, il faut en appeler à des valeurs bourgeoises unificatrices et interclassistes dont la principale — en l'occurrence — est l'intérêt et la pérennité de la Nation. Mais si une telle mobilisation est théoriquement possible, ainsi que deux guerres mondiales nous l'ont enseigné, encore faut-il qu'elle ne s'opère pas au profit d'un impérialisme étranger : les grandes masses n'ont jamais vibré pour le développement d'un pays dont elles ne pouvaient se croire maîtresses ; c'est pourquoi la « décolonisation » est devenue une nécessité historique. Il existe une analogie entre les pays de l'Est et les anciennes colonies. En effet ces pays, formellement indépendants de la Russie, lui sont en fait liés par un réseau étroit de coercition économique protégé par la force des armes dont ils ne pourront jamais se défaire pacifiquement. Toute politique qui chercherait, en s'appuyant sur un fort mouvement populaire, à pratiquer un développement économique intensif, une profonde réforme des structures administratives, juridiques et sociales aboutirait à heurter les intérêts vitaux de la puissance russe : aucune réforme profonde n'est possible à l'époque impérialiste si elle n'est arrachée par la force. Or le personnel d'encadrement des partis « communistes » des démocraties populaires n'est nullement préparé à pareille épreuve de force et y est même hostile ; lorsque la pression populaire est telle que les appareils politiques doivent céder, alors entre en jeu la puissance militaire de l'armée russe — comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie (1)

Les couches dirigeantes des démocraties populaires n'ont donc, comme on le voit, qu'une marge de manœuvre politique des plus étroites et cela les

(1) La Chine, au contraire, pratiqua avec succès ce qu'elle appela une "révolution culturelle" en s'appuyant sur une propagande profondément nationale, patriotique, et — aux moments cruciaux — anti-russe, chose qui aurait été irréalisable à l'époque de la bonne entente russo-chinoise.

conduit d'autant plus vite à l'échec que l'emprise soviétique ruine davantage leur économie. Il y a donc pour elles une profonde contradiction entre les réformes indispensables liées à la survie de ces régimes et la situation de dépendance totale vis à vis de l'U. R. S. S.. Cela explique également l'hostilité violente de cette dernière au principe de la révolution « culturelle ».

Le second point que nous mentionnons plus haut — à savoir l'encadrement des masses laborieuses — est évidemment d'autant plus important que l'industrialisation est moins développée et qu'il faut faire davantage appel à la simple force de travail humaine. Quand cela se produit, cela ne provient nullement d'une quelconque référence à la doctrine marxiste, mais tout simplement du sous-développement et de la misère qui exigent une organisation particulière de la société bourgeoise. Dans les démocraties populaires, cet encadrement a obéi en outre aux impératifs de la colonisation russe : démembrement industriel, occupation militaire, satellisation et soumission économique. L'objectif poursuivi et les moyens utilisés étaient donc en concordance, mais ne pouvaient que contrarier l'effort de reconstruction capitaliste : c'est ce qui explique qu'aujourd'hui, les pays de l'Est cherchent à faire appel aux systèmes de stimulants individuels et de différenciation des revenus plutôt qu'aux méthodes plus égalitaristes (mais tout aussi peu socialistes) de la Chine. Or ce problème n'est pas résolu pour autant, car en utilisant les procédures capitalistes classiques de l'organisation du travail (O. S. T.) et de l'intéressement personnel (participation), les pays de l'Est ne feront qu'accélérer la différenciation de classe.

2. — Production et marché capitaliste mondial

Comme nous venons de le voir, la Pologne est une puissance industrielle moyenne. Ses ressources en matières premières exploitées sont assez importantes puisqu'elle se place au premier rang des pays de l'Est, après l'U. R. S. S., pour la production de houille, de soufre, de zinc et de cuivre, au deuxième rang pour l'électricité et le ciment. De même, elle est au premier rang pour la production de fonte et d'acier, ainsi que pour la construction navale. Néanmoins, le rôle mondial du charbon diminuant d'année en année, il faut s'attendre à une grave crise de reconversion industrielle et sociale ; d'autre part, le pétrole, qui en est le produit de remplacement, est inexistant en Pologne et provient totalement de l'U. R. S. S. (6 à 7 millions de tonnes). De même pour le minerai de fer (10 millions de tonnes), de manganèse, etc... Il est d'ailleurs plus simple de tracer un tableau de la dépendance de la Pologne à l'égard de l'U. R. S. S. pour ses sources essentielles de matières premières (dépendance en pourcentage pour 1967) :

- pétrole : 100 %.
- minerai de manganèse : 88 %.
- aluminium : 87 %.
- minerai de fer : 85 %.
- cuivre : 64 %.
- produits pétroliers : 63 %.
- coton : 57 %.
- bois : 57 %.
- produits laminés : 51 %.
- céréales : 51 %.

(Source : ambassade de France à Varsovie, décembre 1970).

On a calculé que près de la moitié de la main-d'œuvre industrielle polonaise traite des matières premières importées de l'étranger. En outre, et du fait de l'insuffisance des investissements disponibles, la Pologne doit importer une grande quantité de machines et équipements. Ces deux types d'importation couvrent environ 85 % des importations totales de la Pologne. Pour importer, il faut exporter, et par conséquent tisser des liens de plus en plus étroits avec le marché mondial. En 1960, le Bureau politique « ayant reconnu que la solution » des problèmes de l'approvisionnement de l'industrie et de l'agriculture était » impossible sans un sensible accroissement des échanges extérieurs, proposait » d'intensifier l'exportation des machines, des installations industrielles et des » produits finis de l'industrie de consommation » (Notes et études documentaires, n° 3194). Dans la période 1966-70, « le développement de l'ensemble de l'économie » a accru le besoin d'importer aussi bien en ce qui concerne les matières » premières que le progrès technique, notamment l'achat de brevets et licences » En outre, on projette d'interrompre la production non rentable au profit de » l'importation. Le financement de ces objectifs exige un volume d'exportation » approprié » (Problèmes économiques, n° 1132).

Le Plan 1971-75 prévoit que « la progression des exportations polonaises est » rendue indispensable en raison d'une part des besoins croissants de l'écono- » mie en matières premières et équipements, d'autre part du fait de l'élargis- » sement et du développement de la coopération dans le cadre du C. A. E. M., » enfin à cause de la dette extérieure qu'il faut amortir » (Problèmes économi- » ques, n° 1122). On voit bien, d'après ces déclarations, que l'ouverture du marché polonais sur le marché mondial n'est pas la conséquence d'un « libre choix », d'une décision mûrement réfléchie et politiquement raisonnée, contrairement à ce qu'avait semblé prétendre Staline puis Khrouchtchev. Coexistence signifie « pas de guerre », mais ne peut signifier « pas de contacts ». A l'époque de Staline, la formule était celle du double marché mondial, aussi naïve qu'audacieuse, écrivions-nous en 1956 : la moitié du monde échappant désormais au capitalisme d'Occident, celui-ci se noie dans l'excès de production et se déchire dans les guerres ; pendant ce temps « nous », nous sommes toujours là et nous avançons. « Nous », c'est-à-dire la deuxième moitié du marché, ou encore le capitalisme oriental ! Le XX^e Congrès a dû reconnaître ces illusions et admettre la nécessité de l'interpénétration, de l'émulation et de la concurrence de deux systèmes fondamentalement identiques. Le processus inexorable que nous avons relevé plus haut dans la bouche même des responsables polonais prouve qu'il ne saurait y avoir d'économie indépendante, mais que le capitalisme est un système qui unifie à la dimension mondiale les intérêts du prolétariat. Le fait que l'industrie polonaise soit nationalisée ou privée ne change rien à l'affaire : le fonctionnaire polonais, tout comme M. Dassault ou Peugeot, est l'agent discipliné du Capital dont il applique toutes les lois que lui impose la concurrence. En 1964, lors de l'élaboration du Plan 1966-70, le Bureau Politique déclara que « en ce qui concerne les pays capitalistes dévelop- » pés, il prévoit une intensification des relations commerciales sur la base de » la politique de coexistence et de coopération pacifique ». D'où l'importance « d'une analyse des tendances du marché mondial susceptibles de modifier en » conséquence les structures de la production polonaise ». (Notes et Etudes Documentaires, n° 3194).

L'exécution de ce plan confirma que la spécialisation de la production industrielle contribuerait à résoudre le problème du commerce extérieur : « Au » cours de la première étape de l'industrialisation, on fut dans l'obligation » de développer la production sous tous ces aspects possibles. Néanmoins, un

» degré de qualité égal au niveau mondial était impossible à obtenir dans une
 » production aussi variée, d'où la nécessité de recourir à une sélection. Aussi
 » est-on en train de décider de l'avenir des branches respectives de l'industrie...
 » L'industrie polonaise se spécialise principalement, du point de vue des
 » exportations, dans des secteurs tels que : matériel flottant, matériel roulant,
 » machines-outils, matériel de construction, produits textiles, etc... » (Problèmes
 Economiques, n°1132). Si l'industrie lourde fut prioritaire pendant longtemps
 (+ 16,5 % par an entre 1950 et 1956), c'est au tour des industries chimiques,
 mécaniques et de transformation de prendre la relève. Parmi ces branches,
 les chantiers navals ont toujours eu une forte activité exportatrice à destination
 de l'U. R. S. S. Mais sur les marchés mondiaux que vise l'Etat polonais, cette
 industrie est très compétitive » et soumise à une forte concurrence. « Newsweek »
 écrivait en 1967 : « Il semble inimaginable qu'un pays qui a été coupé de la
 » mer pendant plus d'un siècle et dont l'industrie maritime a été réduite à
 » néant pendant la guerre ait atteint un tel degré de développement. Actuel-
 » lement, en ce qui concerne les exportations de bateaux en haute mer, la
 » Pologne n'est distancée que par le Japon, la Suède et l'Allemagne fédérale ».
 De plus, c'est une branche qui emploie une forte main-d'œuvre et qui est donc
 susceptible de rationalisation, c'est-à-dire d'économies sur le capital variable.
 Il s'est donc passé dans les chantiers ce qui se passe dans n'importe quelle
 entreprise capitaliste : pour être compétitif sur le marché mondial, on a bloqué
 les salaires, on a augmenté les cadences, on a instauré un nouveau système de
 primes qui accroisse l'intensité du travail, on a licencié du personnel, etc...
 Voilà comment le marché mondial, c'est-à-dire l'ensemble du système capitaliste
 mondial, et non tel ou tel capitaliste individuel en haut de forme, peut pressurer
 le prolétariat polonais. Ecoutons d'ailleurs ce qu'en raconte *Tribuna Ludu*,
 organe du parti polonais : « Le chantier naval de Gdansk, l'un des premiers
 » établissements de l'industrie polonaise, augmentait ces derniers temps sa
 » production d'année en année, livrant de plus en plus de bateaux à l'expor-
 » tation et pour les besoins de la navigation polonaise... Le chantier connaît
 » également des problèmes difficiles qui avaient pu donner lieu à des méconten-
 » tements. Ils concernent l'aménagement de l'organisation du travail, l'indispens-
 » sable modernisation de l'établissement et la nécessité d'une sensible diminu-
 » tion du coût de production ».

Quelle société capitaliste ne connaît pas de tels « problèmes » ? Quel patron
 ne se soucie pas de l'organisation, de l'équipement et de la baisse des coûts
 (notamment ceux de la main-d'œuvre ouvrière) ? La Pologne n'a pas cessé
 un seul instant d'être une société bourgeoise et mercantile, qui a le culte des
 rythmes d'accumulation et qui doit nécessairement — si elle veut survivre —
 s'ouvrir de plus en plus au commerce mondial et aux échanges de capitaux.
 Alors, son économie doit s'adapter aux marchés qu'elle convoite, ses fonction-
 naires deviennent des spécialistes du marketing et ses patrons apprennent
 le « management socialiste ». Une seule loi unifie tous les secteurs de la produc-
 tion : produire plus, toujours plus et au moindre coût. Faire crever l'ouvrier
 à la tâche et lui promettre un monde meilleur pour demain, toujours pour
 demain.

Pour le moment, tout reste encore à faire pour que la Pologne devienne
 un « partenaire respecté » des grands pays capitalistes : les produits polonais
 en effet, à de rares exceptions près, ne peuvent rivaliser avec les produits
 occidentaux pour des raisons de conception, de qualité et de finition ; il reste
 toujours l'alternative d'un recours au dumping ! (Problèmes Economiques, n°
 1051). Que peut donc être l'avenir des conditions de travail des prolétaires

polonais, sinon une intensification des cadences et une surveillance rigoureuse des salaires ! Quel type de gouvernement pourrait appliquer un autre programme si une révolution mondiale n'élimine pas les rapports mondiaux de production capitaliste ? Le gouvernement polonais, à plusieurs reprises, promettait une amélioration des conditions de vie et d'alimentation de la population. Nous verrons plus loin ce qu'il en est pour l'agriculture. Tenons-nous en ici aux biens de consommation d'origine industrielle par secteurs. Entre 1964 et 1968, on constate que le taux « d'augmentation » de l'industrie alimentaire n'a jamais cessé de décroître pour tendre vers zéro. D'une façon générale les rythmes d'accroissement du secteur des biens de production et des biens de consommation s'établissent ainsi :

Source O. N. U.	1965	1966	1967	1968	1969
Biens de production (Section I de Marx)	+ 9,8 %	+ 8 %	+ 9 %	+ 8 %	+ 9 %
Biens de consommation (Section II de Marx)	+ 7,1 %	+ 6,4 %	+ 4,8 %	+ 5,1 %	+ 5,6 %

Ce phénomène, qui est général dans les pays de l'Est, est une forme typique du développement du capitalisme dans sa phase jeune. Toute l'accumulation est subordonnée aux besoins de l'infrastructure de base pendant que la population agricole se prolétarise, émigre vers les villes et mène une existence misérable. Mais il faut ajouter une particularité moderne : les démocraties populaires, comme la Russie, connaissent une faiblesse durable de développement dans le secteur des biens de consommation, d'une part à cause de la pénurie de capitaux disponibles, d'autre part à cause de l'aiguillon de la concurrence internationale qui pousse à une industrialisation à outrance des secteurs les plus immédiatement rentables, tandis que la crise permanente des agricultures de ces pays ne favorise pas la « compétitivité » des industries de consommation. La folie de l'accumulation capitaliste conduit donc, là plus encore qu'ailleurs, à glorifier l'investissement et à fouler aux pieds la consommation.

La Pologne, notre tableau le montre, n'a jamais cessé depuis 1945 de voir le taux d'augmentation de sa production industrielle baisser. C'est là une des lois fondamentales de la société capitaliste mise en évidence par le marxisme et qui est liée directement à la tendance historique à la baisse du taux moyen de profit (que par une erreur énorme Staline avait remplacée par la loi du profit maximum !). Ainsi, lorsque l'industrie capitaliste apparaît, le rythme annuel d'accumulation du capital est maximum ; ensuite, il va en décroissant ; le rythme n'étant pas uniforme mais progressant par bonds nombreux, il apparaît plus bas pour de longues périodes, s'accéléralant à nouveau après les crises économiques, les guerres et surtout les défaites et les dévastations du pays considéré. A égalité d'âge de la forme capitaliste, le rythme est le plus élevé pour les pays qui ont été industrialisés et mécanisés les derniers. Cela est dû au fait que la technique qui est immédiatement à leur disposition est plus évoluée et que, par suite, la composition organique du capital est changée : plus de matières transformées pour un même emploi de main-d'œuvre. On retrouve cette loi générale en Pologne où, après les dévastations de la guerre, les rythmes d'accumulation atteignent 25 % par an, au lendemain de 1945 ; depuis, les rythmes n'ont cessé de baisser. En outre, la Pologne est nettement dépassée par l'Allemagne et le Japon dans cette course à l'accumulation capitaliste. Par voie de conséquence, la loi est valable pour les taux de croissance de

l'investissement fixe — comme le montre notre tableau — ainsi que du revenu national. Comme la majeure partie du revenu national est affectée aux investissements afin de reproduire le capital et d'élargir au maximum son accumulation, la consommation est réduite à la portion congrue. D'ailleurs, le problème du socialisme ne réside pas dans une répartition différente ou « meilleure », « plus équitable », du revenu, mais dans la socialisation globale de tout le travail et de tout le produit, en vue d'une satisfaction sociale de la masse des consommateurs : le droit et la comptabilité de l'époque bourgeoise finiront vite par être supprimés. C'est ce que Marx développa dans le *Capital* : plus la richesse nationale est grande, plus est grand le revenu national, plus aussi la classe ouvrière tombe dans la servitude à l'égard du capital, plus l'augmentation de la quantité globale du produit pour un même effort productif est dilapidée dans l'anarchie absurde de la gestion mercantile et individuelle. La course à l'accumulation du revenu total ou par tête d'habitant et de la marge destinée aux investissements productifs à un rythme plus rapide que celui auquel la population augmente va dans le sens opposé aux intérêts immédiats et historiques du prolétariat, à la réalisation révolutionnaire du socialisme dans le monde et à la liquidation de la servitude de classe.

3. — Misère de l'agriculture bourgeoise

L'accumulation du capital est la loi suprême de tout Etat bourgeois, même paré de l'étiquette « socialiste ». Or le rythme de cette accumulation dépend du taux d'investissement. Les taux de croissance de ce que les économistes bourgeois appellent le « revenu national » ayant baissé, le taux d'investissement fit de même : force fut donc à l'Etat polonais de réviser sa politique de subventions à l'agriculture afin de dégager de ce secteur des capitaux pour les secteurs de pointe de l'industrie, domaine par excellence de l'accumulation capitaliste puisqu'il ne connaît pas la limitation du nombre de rotations que les lois de la nature imposent au capital dans l'agriculture.

C'est en 1956 que la nouvelle politique agricole fut adoptée et la structure agraire de la Pologne actuelle qui est en somme le prix que Gomulka a payé pour accéder au pouvoir donne la mesure exacte du « progressisme » du régime que d'aucuns s'entêtent à considérer comme socialiste.

Avant 1956, l'agriculture polonaise se trouvait déjà dans une situation rien moins que brillante du fait d'une « collectivisation » forcenée des terres copiée sur celle de l'U. R. S. S. des années 1929-30. Aujourd'hui, les 9/10^e des terres appartiennent au « secteur privé », ce qui, dans la terminologie officielle (1), signifie qu'elles sont la propriété des exploitants — petits-bourgeois ou capitalistes de la terre. Que s'est-il donc passé ? Faisant machine arrière pour les raisons que nous avons vues, le gouvernement a autorisé en 1956 les paysans à choisir entre l'exploitation individuelle, la coopérative de production et toute autre forme de travail en commun. La réponse des paysans ne pouvait faire aucun doute : rapidement les 9/10^e des terres furent « décollectivisées » ; le nombre des coopératives passa de 10.000 à 2.000, les paysans se partageant en hâte

(1) Du point de vue marxiste, au contraire, les coopératives de production classiques et le type mixte du kolkhose sont aussi des éléments d'économie privée, ces types de propriété s'opposant tout autant que la petite exploitation individuelle ou l'entreprise agraire capitaliste à une disposition du produit par l'ensemble de la société.

stocks et cheptel et se gardant bien de régler leurs dettes à l'Etat. Depuis, les terres n'ont pas cessé de se morceler, à telle enseigne qu'entre 1950 et 1965, le nombre des exploitations agricoles a augmenté de 628.006 ! (Problèmes Economiques, n° 1153). Quand aux fermes d'Etat qui avaient été constituées lors de la prétendue « instauration du socialisme polonais » sur les terres confisquées aux gros propriétaires, elles ont été progressivement liquidées au profit de certains de ces koulaks de plus en plus assimilés aux autres exploitants agricoles et « rétablis dans leurs droits ».

Quel est le sens d'une telle politique ? Elle n'en aurait aucun s'il s'était réellement agi de résoudre la question agraire, c'est-à-dire de sortir l'agriculture du marasme dans lequel la politique antérieure de collectivisation forcée l'avait plongée et qui, tout comme en U. R. S. S., était dû d'une part au fait que, ne voyant pas son sort s'améliorer, la paysannerie avait plus ou moins saboté la production et d'autre part au fait que sans dotation technique (machines et engrais) appropriés, la constitution de plus grandes unités d'exploitation reste nécessairement sans effet. Pour résoudre la crise agraire (mais tel n'était pas le premier but du gouvernement qui visait au contraire à *relancer l'expansion industrielle*), la seule solution aurait été de généraliser les fermes d'Etat dotées de tout l'équipement nécessaire. Une telle mesure, qui n'aurait d'ailleurs rien eu de « socialiste », mais aurait été une mesure grand-capitaliste conséquente, aurait en effet seule permis d'élever les rendements misérables d'une agriculture encore très arriérée par rapport à celle des pays capitalistes occidentaux. Pour un Etat bourgeois comme l'Etat polonais, *elle était malheureusement impossible*, car elle serait allée à l'encontre des buts poursuivis, en augmentant de façon formidable au lieu de l'alléger la charge représentée par l'agriculture dans le bilan total de l'Etat, nécessairement *industrialiste puisque bourgeois*.

Du point de vue marxiste, la « libéralisation » de 1956 ne peut pas être considérée comme un pas en arrière par rapport à la situation antérieure, pour la bonne raison que jamais nous n'avons reconnu aux coopératives, kolkhosiennes ou non, la valeur d'un pas en avant par rapport à l'agriculture bourgeoise traditionnelle. Mais si on la confronte aux prétentions « socialistes » affichées par le gouvernement, cette libéralisation fait évidemment figure de reculade et d'aveu implicite des véritables finalités poursuivies. C'est si vrai que pour tenter de dissimuler cette reculade, le parti polonais n'a pas craint de prétendre « vouloir soutenir la lutte des paysans les plus pauvres... sans toutefois freiner la production en prenant des mesures directes contre les propriétaires aisés », ce qui revenait à se proposer... la quadrature du cercle et qui témoigne seulement de l'incroyable cynisme avec lequel le « socialisme stalinien » s'est toujours efforcé de faire passer chacune de ses volte-face retentissantes pour une nouvelle preuve de la... continuité rigoureuse de sa ligne !

En fait, et c'est bien clair, l'Etat patronné par Gomulka étant contraint de se débarrasser du fardeau de l'agriculture pour tenter de mieux relancer l'industrie, il a tout simplement abandonné... aux lois capitalistes du marché le soin de provoquer l'amélioration de la productivité du travail à la campagne, la concentration des terres et la formation de grandes entreprises agricoles compétitives. En d'autres termes, il a abandonné *au capitalisme* le ravitaillement des villes et en particulier des producteurs : qu'a jamais fait d'autre l'Etat bourgeois libéral classique ?

Si Gomulka et ses compères attendaient des miracles du libre jeu du marché aux fins de la modernisation de l'agriculture polonaise, ils auront toutefois été déçus ! En effet, si, instruits des avantages du travail en commun, un certain nombre de paysans a créé des « cercles agricoles » dans lesquels les dirigeants

ont affecté de reconnaître... une voie spécifiquement polonaise au socialisme », l'immense majorité des petits exploitants agricoles autorisés à une existence parfaitement légale par l'Etat « socialiste » de Pologne sont restés non seulement pauvres et incultes, mais affligés de l'esprit petit-bourgeois du propriétaire désespérément attaché à la parcelle sur laquelle il végète plutôt qu'il ne vit. C'est si vrai qu'en 1959, Gomulka en personne a été bien forcé d'admettre que les méthodes d'exploitation à la campagne « n'étaient pas très différentes de ce qu'elles étaient il y a 59 ans ». Il ne péchait certainement pas par excès de pessimisme puisque, par rapport à 1949, les taux d'accroissement annuel de la production agricole ont oscillé, selon le cas, entre 25 et 2,8 %, ce qui est très peu. Si l'on considère maintenant ces taux d'accroissement par habitant ils tendent vers zéro pour la production végétale, ne progressant que très lentement (quand ils ne baissent pas) pour les produits d'origine animale. Les rendements des principales productions sont donc restés très inférieurs à ceux des pays capitalistes modernes ; quant à l'équipement, bien qu'accru, il n'a cessé de prendre du retard par rapport à celui de ces mêmes pays, la France en particulier.

Ces résultats pitoyables prouvent que contrairement à des illusions communément répandues, la politique libérale n'est pas plus féconde que la politique « autoritaire » à la Staline en matière agricole, c'est-à-dire quand il s'agit de combler le retard séculaire de l'agriculture petite-bourgeoise de l'Est européen par rapport à la grande agriculture capitaliste de l'Ouest. La preuve en est que si en U. R. S. S. les moujiks misérables et grossiers d'avant 1929 ont été transformés moitié en salariés, moitié en petits propriétaires, sans pour autant se libérer beaucoup de leur arriération initiale, on peut en dire tout autant des paysans polonais rendus par la grâce de l'Etat gomulkien à leur stupide « dignité » de libres propriétaires exploitants !

Si la politique libérale a donc été aussi stérile que la politique autoritaire antérieure aux fins de modernisation de l'agriculture polonaise, c'est pour la bonne raison qu'abandonnée au mécanisme du marché, la concentration des terres et l'amélioration des techniques qui, en Occident, ont pris des siècles et sont loin d'y être partout terminées, est nécessairement un processus très lent que le socialisme authentique se propose justement d'accélérer, non pas en jetant de la poudre aux yeux comme les volontaristes fauteurs de la « collectivisation forcée » à la Staline, mais par des méthodes absolument originales tout à fait hors de la portée de l'Etat INDUSTRIALISTE BOURGEOIS.

Ceci dit, et tout en constituant une politique réactionnaire au sens propre, cette libéralisation aura marqué, bien contre la volonté des dirigeants, un tournant REVOLUTIONNAIRE de l'évolution de la Pologne au sens où Marx célébrait les effets REVOLUTIONNAIRES du libre-échange opposé au protectionnisme, car si elle n'a en rien résolu la crise agricole, elle a par contre singulièrement aggravé la situation économique de la classe ouvrière !

Que s'est-il passé en effet ? Abandonnant la modernisation de l'agriculture aux lois du marché, le gouvernement Gomulka n'a pu moins faire que d'augmenter considérablement — dès 1957 — les prix des livraisons agricoles obligatoires à l'Etat. C'est un fait qu'en 1971, celui-ci paye le quintal de blé et le kilo de veau trois fois plus cher et le kilo de bœuf deux fois plus cher qu'en 1956, sans que la production globale ait augmenté pour autant, les paysans consommant simplement un peu plus qu'auparavant... Dès octobre 1959, le gouvernement avait par exemple été contraint de décider une hausse de 25 % du prix de la viande (10 % pour la viande de porc) alors qu'au même moment, il bloquait les salaires

et relevait les normes de travail, qualifiées de « ridiculement basses » (*Notes et Etudes documentaires* N° 3.194). Le plan de 1961-65 prévoyait bien pour compenser cette augmentation une hausse de salaires de 23 - 25 %, mais celle-ci s'est en réalité réduite à 8 % ! En 1966, elle n'excéda pas 3 % et tomba à 2 % en 1967 ! (*Problèmes économiques* ; N° 1051). On voit donc que si, antérieurement à 1956, l'Etat polonais s'est efforcé de partager dans une certaine mesure les lourds frais de la modernisation capitaliste du pays entre la classe ouvrière d'une part et la paysannerie de l'autre, non pas, certes, à des fins socialistes, mais aux fins de conservation du capitalisme en Pologne, depuis 1956, au contraire il a, à son corps défendant, dû patronner un véritable transfert des revenus des classes salariées urbaines aux couches paysannes et même aux ci-devant gros propriétaires agricoles dans certains cas. Lorsqu'on sait qu'en Pologne environ 50 % du budget d'une famille ouvrière sont consacrés à l'alimentation (*Problèmes économiques*, N° 1051), on conçoit quelle répercussion désastreuse cette nouvelle politique a eue sur le sort matériel des ouvriers urbains, et l'on conçoit qu'ils n'aient eu dès lors d'autre issue que dans la révolte !

Quoi qu'il en soit, l'Etat polonais ne peut pas plus qu'aucun autre Etat bourgeois renoncer à sa politique industrialiste, politique qui condamne l'agriculture à un développement beaucoup plus lent que celui de l'industrie et, même dans les pays avancés, entretient le malaise social aussi bien à la campagne qu'à la ville. C'est pourquoi il cherche maintenant une issue à la crise agraire dans une panacée que nous connaissons bien dans la France capitaliste — le remembrement des terres — et les moyens qu'il propose pour y parvenir n'ont rien non plus d'original puisqu'ils consistent... à attribuer une petite retraite aux travailleurs qui consentaient à céder leurs terres à l'Etat ! Cinq pour cent seulement des terres arables étant cultivées par les paysans de plus de 60 ans, on voit la portée de la mesure ! Qu'on y ajoute l'obligation d'échanger les parcelles dans certains cas, et on aura toute la grande politique actuelle du gouvernement polonais en matière agricole !

La timidité de ces mesures provient de la contradiction dans laquelle le régime se trouve enfermé en Pologne : d'une part, il aurait tout intérêt, pour la stabilité sociale, au développement d'une agriculture capitaliste moderne, et donc du même coup à la résorption du surpeuplement rural dont souffre le pays comme tous les pays de faible développement capitaliste ; mais d'autre part, toute mesure dans ce sens ne pourrait qu'accentuer l'exode rural que l'industrie polonaise est d'autant plus incapable d'absorber qu'il faut déjà compter avec l'accroissement démographique d'une part (1) et d'autre part l'afflux des femmes sur le marché du travail.

Bien loin de pouvoir accélérer le processus, le gouvernement polonais a au contraire pratiqué la politique de l'autruche à l'égard de l'exode rural déjà existant, puisque son dernier plan quadriennal de 1966-70 « supposait » (!) que durant cette période il n'y aurait pas « de déplacements significatifs de l'actuel excédent de main-d'œuvre rurale vers les villes » ! En réalité, la population agricole est déjà passée de 47 % de la population totale en 1950 à 38 % en 1963 ! Pour absorber cet afflux de ruraux, le plan n'avait prévu que 735.000 nouveaux emplois pour la période 1961-65 alors qu'il en aurait fallu 1,250.000, soit 70 % plus ! Pour 1966-70, l'accroissement net prévu de la main-d'œuvre non agricole fut de même de 300.000 travailleurs par an, alors qu'il aurait fallu

(1) Le taux d'accroissement naturel de la population a été longtemps en Pologne le plus élevé d'Europe.

en prévoir plus du double, de 600 à 750.000 personnes environ (*Problèmes Economiques*, n° 1051). Les exigences du commerce extérieur et du marché mondial obligeant le gouvernement polonais à donner la priorité à la production « intensive et sélective », c'est-à-dire à la fermeture d'entreprises non rentables, qui s'accompagneront nécessairement de licenciements massifs, il pourra moins que jamais dans l'avenir absorber dans l'industrie la main-d'œuvre provenant d'une accélération de l'exode rural, mais devra au contraire reconnaître officiellement, tout comme les représentants les plus cyniques du capitalisme la nécessité du chômage !

Le deuxième obstacle à la modernisation des structures agraires reste tout comme en 1956, le coût élevé de l'opération : remplacer le petit élevage individuel par un élevage en grand demanderait d'énormes investissements (personnel qualifié, étables, etc...) qui viendraient s'ajouter aux autres investissements pour la mécanisation et la reconversion professionnelle. Par suite du manque structurel de capitaux, le système économique polonais est incapable de faire face à ces investissements ; d'ailleurs, le plan quinquennal 1971-1975 prévoit pour l'agriculture 15 % de l'ensemble des fonds d'investissements, ce qui est en net recul sur la période précédente et ne devrait sans doute pas permettre d'obtenir un accroissement moyen de 2,8 % par an. Aussi bien n'est-il pas question de remettre en cause la structure actuelle de la production paysanne. C'est ainsi que " Le Monde " du 1/8/1970 reproduisait une déclaration d'un économiste polonais qui affirmait que l'agriculture privée prédominerait encore pendant 25 ans en Pologne :

« La transformation des fermes privées en fermes d'Etat nécessiterait des capitaux énormes. Il a été estimé que la socialisation de chaque hectare de terre coûterait actuellement au gouvernement plus de 40.000 zlotys (52.000 F). Par conséquent, à l'avenir également, la majorité des fermes en Pologne continueront à appartenir à des particuliers. »

Incapable de venir à bout de telles difficultés, le gouvernement est amené à choisir (ici comme ailleurs) la voie des lentes réformes. Mais la pression du marché mondial ne permet guère ce genre de compromis et il faut bien qu'à un moment donné, une fraction de la population en paye le prix. De 1956 à 1960 et, à un moindre degré, de 1961 à 1965, le succès des plans d'exportation a dépendu dans une mesure considérable des résultats de la production agricole ; l'objectif pour 1970 était l'auto-alimentation totale en céréales, mais la Pologne a dû, cette année-là, importer 2 millions de tonnes de blé ! Certes, les experts polonais avaient bien « calculé » qu'en « éliminant le problème » des petites parcelles, il serait possible d'accroître la production céréalière de 1,5 millions de tonnes (soit 75 % du déficit), mais on a vu l'irréalisme d'une telle hypothèse ! Reste alors à faire supporter une fois de plus le poids énorme de cette agriculture arriérée aux travailleurs des villes. C'est vers cette solution que fut contraint de s'orienter à nouveau le gouvernement polonais, en même temps qu'il cherchait à se décharger de certaines subventions qu'il versait aux agriculteurs en laissant ceux-ci directement face au marché. Une première dans ce sens fut franchie en novembre 1970 avec une déclaration particulièrement abjecte du président du Conseil d'Etat, qui ne craignit pas d'affirmer :

« Les Polonais dépensent trop d'argent pour la nourriture et n'achètent pas assez de biens de consommation de fabrication industrielle. »

L'attaque, absolument ignoble, visait, bien entendu, les prolétaires qui ne peuvent évidemment pas « choisir » entre la nourriture et la télévision (ne serait-ce d'ailleurs qu'à cause du prix !). Le responsable est le petit proprié-

taire paysan, et, au-delà, toute la structure arriérée du capitalisme polonais. Un mois plus tard, ce fut la flambée des prix des denrées agricoles avec les résultats que l'on connaît. Enfin, le 3 janvier 1971, la nouvelle équipe au pouvoir annonçait l'attribution d'une aide accrue à la paysannerie sous forme de crédits aux investissements productifs, et aux fermes de bonne production ou réservant une place importante à l'élevage. Ces mesures, que l'on peut considérer comme une « prime de bonne conduite » aux couches paysannes, visent — on s'en doute — les moyennes et grosses exploitations et ne feront qu'accroître la ruine inéluctable de la petite parcelle individuelle : « L'Etat Ouvrier » a donc bien raison de se rapprocher de sa commère l'Eglise !

Les difficultés dans lesquelles se débat la Pologne, à l'image de la Russie, confirme une thèse historique fondamentale du marxisme : la forme capitaliste de production représente une immense conquête en ce qu'elle facilite à l'homme la consommation des produits manufacturés les plus variés ; par contre, elle lui rend relativement plus difficile celle des produits alimentaires et de l'agriculture en général. Les dirigeants polonais, en se posant pour but la " rentabilisation " de l'agriculture par la concurrence ne peuvent échapper à la loi qui veut qu'à ce régime, l'agriculture réprime alors que l'industrie galope. Il ne leur reste plus qu'à tenter vainement de résoudre la contradiction insoluble existant entre l'industrie et l'agriculture, tout en maintenant entre elles le lien mercantile

4. — Echanges et loi de la valeur

Les régimes de « démocratie populaire » reposent sur la force brutale et la surveillance policière. Ils ne disposent plus, comme en Occident les partis « communistes » à la solde de la bourgeoisie, de thermomètre qui leur permette de prendre la température des diverses couches de la société. Seule demeure la brutalité qui mène à des affrontements sanglants et à de spectaculaires renversements de vapeur. C'est ainsi qu'on a vu par exemple le gouvernement Gierek annuler toute les augmentations de prix naguère encore présentés comme des « stimulants » économiques indispensables et procéder à des purges généralisées. Mais ce qui est encore plus typique, c'est que dans les semaines qui ont suivi l'explosion polonaise ce sont TOUS les pays de l'Est — U.R.S.S. en tête — qui se sont empressés de prendre des mesures économiques et politiques de sauvegarde telles que des baisses de prix et l'augmentation de certains salaires. Cela montre non seulement la crainte des pseudo-communistes devant les répercussions immédiates que les émeutes de Pologne pouvaient avoir au sein des couches laborieuses de tout le bloc, mais aussi l'étroitesse de leur marge de manœuvre.

En fait, pour aussi utile qu'elle puisse être aux fins de la conservation capitaliste dans ces pays, toute mesure trop « libérale » est destinée à se heurter non seulement au veto de l'U.R.S.S., mais au mécontentement des démocraties populaires voisines (1).

Or le poids de l'U.R.S.S., sur le plan strictement économique, est considérable. Les relations commerciales entre l'U.R.S.S. et la Pologne sont très caracté-

(1) C'est ainsi que le journal yougoslave *Borba* notait le 6 février dernier que les mesures prises par Gierek " sont considérées dans certains pays voisins comme dépassant ce qui est traditionnellement accepté ".

ristiques du « colonialisme à l'envers » de l'U.R.S.S. : 76 % des fournitures polonaises sont constituées de produits manufacturés élaborés alors que 62 % des fournitures russes à la Pologne sont constituées de produits primaires (signa- lons en passant que 90 % de la production des chantiers navals polonais est exportée en Russie). On pourrait donc penser — comme on a pu le lire — que les « termes des échanges » sont favorables à la Pologne à qui il restera un solde positif dans sa balance commerciale.

Or la situation est tout à fait différente. Les « échanges » entre l'U.R.S.S. et les « pays frères » sont généralement calculés de telle sorte que leur solde soit nul (c'est ce qu'ils appellent « l'avantage réciproque » dans leur langage de marchands de tapis). Mais il y a plus : Moscou paie ses importations en roubles non convertibles, alors que ses satellites doivent régler en devises fortes. Dans les cas où les échanges sont dits « réciproques », l'U.R.S.S. rembourse en nature, ce qui lui permet d'économiser sur la qualité du produit (telle cette cargaison de minerai de fer tellement inutilisable qu'il fallut la noyer dans la Baltique). Des « spécialistes » soviétiques sont présents aux postes-clés de la production polonaise afin de surveiller et d'activer les livraisons à la Russie ; le chef du gouvernement polonais actuel déclarait dernièrement : « Partout où ils sont à l'œuvre, les livraisons réciproques ont considérablement augmen- té » et le chef de ces « spécialistes », un nommé Lisietchko, lui répondait : « Nous collaborons pour influer sur l'augmentation du chiffres d'affaires dans nos relations commerciales ». Or, l'intérêt bien compris du capitalisme polonais va dans le sens exactement inverse, c'est-à-dire vers un accroissement de ses échanges de marchandises et de capitaux avec les pays industriels de l'Ouest et un desserrement important des liens marchands avec l'U.R.S.S. notamment. C'est justement ce que cette dernière veut éviter à tout prix et qui explique que la Tchécoslovaquie soit à nouveau dominée bien plus par des « accords commerciaux » avec la Russie que par les blindés et les troupes soviétiques qui sont là pour les faire respecter. Le 5 janvier 1971, lors de la visite « d'amitié » de Gierak en U.R.S.S., Radio-Moscou déclarait : « Dans le prochain plan quin- quennal, nos deux pays attacheront une importance primordiale à la collabo- ration dans le domaine de la production, en tenant compte non seulement de leurs propres besoins, mais aussi des besoins de leurs amis ». Suivait un plaidoyer pour l'intégration économique. Il s'agit évidemment d'une condamnation des vellétés d'indépendance polonaise en ce qui concerne « l'aide aux amis » accor- dée au prix de dures privations des masses laborieuses sur le marché des pro- duits alimentaires de première nécessité. (En chargeant des tonneaux de pois- sons, des barils de jambon ou de beurre, les dockers de Gdansk, Szczecin, Gdynia savent bien qu'au même moment leurs femmes font la queue pour acheter les mêmes denrées. D'après la presse, la révolte aurait éclaté à Gdansk lorsque les dockers chargeaient du blé polonais sur un bateau de 55.000 tonnes à destina- tion du Vietnam du Nord ; la radio venait d'annoncer l'importation de blé soviétique : une bonne partie de la cargaison fut aussitôt noyée dans la Balti- que). Toute la politique de l'U.R.S.S. consistera — tant qu'elle le pourra — à limiter les liaisons de ses satellites avec l'Occident capitalistes pour s'en résér- ver l'exclusivité et les avantages qui en découlent. Qui dit « avantages » dit capitalisme, même s'il s'agit d'avantages « réciproques ». Avantage et profit du capital sont deux termes qui veulent dire la même chose. Il faut rappeler que les économistes bourgeois de l'ère libérale étaient d'accord pour que les pro- ductions soient écoulees sur les mêmes marchés et pour que celui qui aurait le plus gagné à la chose soit proclamé vainqueur. C'est là tout le contenu bourgeois de la théorie de la coexistence et de l'émulation pacifiques dont se réclame, plus bruyant que les autres parce que plus pauvre, le compère Mao.

Or si, sans conteste, l'Ouest est sorti vainqueur de la confrontation, à l'Est, c'est la Russie qui sort tous les jours vainqueur de ses satellites. Elle récupère chez eux les plumes qu'elle perd au-dehors, à la manière des grands pays colonisateurs dans leurs empires. Mais ici les choses s'inversent parce que la Russie est un « grand frère » arriéré. Le commerce extérieur de la Russie a une structure proche de celle des pays arriérés de couleur (exportation de matières premières, importations de produits finis), mais grâce à sa force militaire, c'est aussi le pays dominateur, impérialiste. Aussi se sert-il de cette force, nous l'avons vu, pour imposer les échanges qui lui conviennent aux conditions les plus « avantageuses ». Qui plus est, la Russie est la pourvoyeuse en matières premières de toutes les industries de ses satellites. On a vu la dépendance de la Pologne à cet égard : son industrie s'arrêterait faute de fer, d'aluminium, de cuivre, de pétrole si elle cessait de les importer d'U.R.S.S. Lors du dernier accord commercial signé le 30 décembre 1970 et qui faisait suite à la « fraternelle » livraison par les Russes de 2 millions de tonnes de blé, le communiqué commun déclarait : « L'Union Soviétique se propose de fournir à la Pologne des usines, des machines-outils, etc... L'accord prévoit en outre la fourniture accrue de produits pétroliers et de gaz naturel, de minerais de fer, de manganèse, chrome, cuivre, aluminium et nickel ; de coton, lin, papier, ainsi que des articles de consommation courante. »

Ainsi, contrairement à ce qui se passe ailleurs, c'est le pays arriéré et pourvoyeur de matières premières qui « tient » les autres pays industriels. Quel exemple rêvé pour tous ceux qui voudraient voir une alliance mercantile et utopique de tous les pays du Tiers-Monde contre les pays impérialistes ! Mais n'est pas la Russie qui veut ! A propos des livraisons de pétrole à la Pologne, « *L'Expansion* » de février 1970 écrivait : « C'est un moyen efficace utilisé par Moscou pour peser sur les décisions du gouvernement polonais ; quand celui-ci s'écarte trop de la ligne soviétique, les Russes ferment le pipe-line ; la dernière fois, le fait paraît incroyable, il a fallu en toute hâte faire venir du carburant par avion de Roumanie pour faire face aux besoins essentiels... » C'est certainement ce à quoi pensait Radio-Moscou du 5 janvier 1971 lorsqu'elle déclarait : « Les pays frères s'appuient en premier lieu sur le travail de leurs propres nations, tout en profitant de l'expérience et des conquêtes de leurs amis, grâce à une aide réciproque qui facilite la solution des problèmes compliqués » !!

Les entreprises capitalistes connaissent bien les règles de la dispersion des risques : en éparpillant leurs approvisionnements et leurs marchés, elles diminuent les répercussions que pourraient avoir sur elles la perte d'un client ou d'un fournisseur important. Les pays « socialistes » n'échappent pas à la règle, mais comme le « grand frère » russe veille au grain, seul ce dernier peut se payer le luxe d'une diversification des relations commerciales : le commerce entre la Pologne et la Russie représente respectivement 36 % et 10 % du total de leurs échanges, mettant la Pologne dans un état de grande dépendance à l'égard de la Russie. Le dernier accord commercial, qui prévoit un accroissement de 67 % des échanges entre 1971 et 1975, signifie un asservissement encore plus total de la production polonaise et bloque astucieusement ses capacités d'échange avec les autres pays capitalistes de l'Ouest qui lui fournissent les chères devises si précieuses à nos amis « socialistes ».

Aussi comprend-on le désir, toujours chèrement payé, des dirigeants des démocraties populaires de se libérer de la tutelle russe, d'ouvrir leurs frontières aux produits et aux capitaux étrangers (du moins dans les limites compatibles avec leur propre sécurité !). Les champions du libéralisme du commerce mondial, ce sont eux ! Leurs économies exsangues ont besoin du Capital, qui n'est

abondant qu'à l'Ouest. La théorie peut toujours prétendre qu'il s'agit de deux économies, de deux systèmes différents : la tendance invincible est à leur rapprochement, à leur embrassade. Si l'on admet, outre les marchandises, que par les canaux internationaux, le profit du capital anonyme traverse toutes les frontières, quel doute reste-t-il sur le mensonge du « socialisme » des pays de l'Est où « les exploités ont été anéantis », et « les bourgeois éliminés » ? La Chine, il est vrai, préconise l'autre alternative ; pour elle il a été plus commode d'extorquer massivement la plus-value « nationale » par la persuasion que d'aller mendier chez l'Oncle Sam : au moins, elle n'y a perdu ni sa dignité ni son indépendance nationale ! Peu importe : dans toutes ces formules, on peut lire tout le capitalisme. Aujourd'hui, l'empire soviétique ne peut plus rester tel qu'il a été. La formidable pression du marché mondial transperce toutes ses frontières et ses effets sur le capitalisme attardé de l'Est seront bientôt irrésistibles. L'unification mondiale du capitalisme est une tendance nécessaire à laquelle répondra — et commence à répondre — l'unification mondiale des prolétaires. Prétendre rester en dehors de cette influence n'est qu'une vaine illusion à laquelle Moscou cherche à se rattacher et qui conduira à d'énormes convulsions.

Entraînés dans ce tourbillon, les dirigeants polonais ne disposent — de leur propre aveu — d'aucune marge de manœuvre. Comme disait l'un d'eux en 1957 : « nous sommes dans la situation d'un locataire logé au dernier étage d'un immeuble bien gardé et sans fenêtres. » Sans fenêtres sur le capitalisme occidental, s'entend !

Des mesures d'urgence apparaissent pourtant tellement indispensables que le nouveau gouvernement ne pourra que continuer dans la voie déjà ouverte par son prédécesseur. Dès le début, Gierk annonça qu'il ne disposait d'aucune marge de manœuvre et que par conséquent les mesures prises en décembre devaient être maintenues. La pression sociale étant forte, il lui fallut pourtant céder, mais ce ne fut possible que grâce aux crédits accordés en compensation par l'U.R.S.S., et qu'il faudra bien entendu rembourser tôt ou tard ! De même, si le système des « stimulants » a été momentanément abandonné, les études ne s'en poursuivent pas moins « pour trouver un système mieux adapté aux conditions de l'économie polonaise » qui ne peut consister qu'en une accélération des cadences et donc un accroissement de la fatigue des ouvriers.

Bien avant que n'éclatent les émeutes ouvrières, le problème de l'inefficacité et du retard de l'économie polonaise était connu : gaspillage de la force de travail humain et de l'utilisation des capitaux, faible productivité du travail, insuffisance des transports, vieillissement des usines, déclin des sources d'énergie traditionnelles et archaïsme de l'agriculture. Les mesures préconisées n'avaient rien de différent de celles que pratiquent déjà la Roumanie, la Hongrie, l'U.R.S.S., etc., et elles étaient résumées dans le slogan du plan quinquennal 1971-1975 : « Développement intensif et sélectif », c'est-à-dire « progrès technique économiquement efficace et allocation rationnelle des ressources, accroissement parallèle du revenu national et de la consommation ». Ce sont d'ailleurs les objectifs que se fixe le 6^e Plan français, sous les mêmes termes et avec le même souci de « sélectionner les secteurs industriels les plus intéressants pour vendre leurs produits à l'étranger et se procurer ainsi les moyens nécessaires pour payer les importations ». Le rapprochement n'est pas fortuit, puisque le capitalisme est international et cosmopolite — qu'il soit français ou polonais ! Il était donc prévu une « réforme de la gestion des entreprises », un calcul plus exact des prix (on en a vu le résultat) et des systèmes d'incitation au travail beaucoup plus durs (le système mis à l'essai accroissait

le rendement dans les usines en supprimant des heures supplémentaires mieux payées). Les patrons polonais comptaient également sur une diminution progressive de l'excédent de main-d'œuvre à partir de 1975, réduction qui permettrait de fermer des entreprises non rentables (mines, par exemple) et d'accroître la productivité aux postes de travail sans craindre un chômage insupportable pour le régime : « A partir de 1975, nous pourrions prendre des risques, car l'abondance de main-d'œuvre aura fait place à une pénurie. » (*Problèmes Economiques*, N° 1162). Laissons ces patrons socialistes rêver aux lendemains meilleurs où la limitation du chômage leur permettrait enfin de donner libre cours à l'accroissement de la productivité, à l'intensification des cadences. L'explosion sociale n'en sera que plus formidable !

La nouvelle équipe au pouvoir ne peut que poursuivre dans la même voie qu'auparavant : spécialisation industrielle, développement accéléré du tourisme, réduction des prix des produits industriels... au fur et à mesure de l'accroissement de leur production (quelle logique capitaliste !), développement « important » (?) de la production agricole, etc... Bref, un bon programme bourgeois pour un candidat aux élections !

Le vrai plan socialiste d'intervention despotique immédiate dans l'économie se présentera en fait comme un plan pour *accroître* les coûts de production (en baissant les rendements, notamment), réduire la journée de travail, *désinvestir* le capital, égaliser quantitativement et qualitativement la consommation. La réponse à la « gestion bénéficiaire », à la « vérité des prix », au développement « intensif », sera un plan de *sous-production*, de réduction draconienne de la fraction des « biens du capital » dans la production.

Certes, la diminution de l'effort humain sera rendue justement possible par l'accroissement passé de la productivité du travail : la production restera ensuite constante ou croîtra suivant une courbe douce, à un rythme humain et harmonieux. C'est exactement le contraire de ce que recherchent les pays de l'Est : augmenter d'autant plus la production que la productivité du travail augmente. L'appel frénétique à l'effort productif qui résonne à l'Est comme à l'Ouest signifie une résistance désespérée à la loi marxiste de la baisse du taux de profit en réclamant plus de travail et plus de produits. Et si, étant donné leur rémunération, les travailleurs ne peuvent acquérir le surproduit, il faut trouver un moyen de l'exporter en conquérant des marchés extérieurs. Tel est le cycle infernal de l'impérialisme, telle est la voie que suit actuellement la Pologne. Cette course aux marchés, pour toute entreprise, ne connaît que deux voies : faibles coûts de production et guerre impérialiste.

LES LUTTES DE CLASSE REGLENT SON COMPTE A LA DEMOCRATIE

Nous venons de voir que les difficultés économiques dans lesquelles se débat la classe dirigeante polonaise et qui ont eu pour fruit l'explosion ouvrière de décembre 1970 sont dues d'une part à la nature nettement capitaliste des rapports de production en Pologne et d'autre part aux limites dans lesquelles sont nécessairement enfermées toutes les tentatives de réforme (qui en général servent au capital à maintenir la classe ouvrière dans l'obéissance) quand, d'une part, c'est, comme en Pologne, l'indigence du développement capitaliste qui domine (et non point son hypertrophie comme en Occident) et quand, d'autre part, le poids d'un impérialisme comme l'impérialisme russe empêche la classe dominante nationale de faire comme elle le désirerait sa jonction avec le marché mondial, en l'occurrence avec l'Occident développé.

C'est dans de telles conditions que les mécanismes de défense de tout capitalisme — *promesses de nouveaux perfectionnements de la démocratie politique d'une part — répression et terreur de l'autre* — apparaissent avec le plus de pureté, le plus d'évidence, comme chaque fois que la situation économique interdit à l'ennemi du prolétariat de lui concéder la moindre petite réforme réelle, de lui accorder le moindre adoucissement substantiel, fût-ce, comme c'est toujours le cas en société capitaliste, à des fins de conservation sociale.

Que constate-t-on en effet ? Le 20 octobre 1956, faisant mine de « tirer une leçon » des événements en tant que représentant du parti de classe, Gomulka notait : « La classe ouvrière a donné dernièrement à la direction du « parti et au gouvernement une leçon douloureuse. En recourant à l'arme de la « grève et en manifestant dans les rues, les travailleurs de Poznan ont crié « bien fort : " Assez ! Cela ne peut durer ! Il faut abandonner cette voie « fausse ! " ». Le gouvernement de Gomulka, dans cette version, devait en somme incarner la « voie juste » retrouvée grâce à ceux qui étaient assez honnêtes et avisés pour écouter démocratiquement la *vox populi*, la grande voix des travailleurs. Bref, le gouvernement Gomulka se présentait lui-même comme la *conquête démocratique* dont le prolétariat aurait eu besoin, ce qui était un double mensonge, tout d'abord parce que le gouvernement Gomulka n'avait écouté la « voix du peuple » que dans la limite exacte où cette voix ne lui disait rien qui pût lui déplaire et qu'il n'était donc l'expression de la volonté du peuple que dans la mesure où le peuple était lui-même tout imbibé d'illusion démocratique — et ensuite parce que ce n'était précisément pas d'une *réforme politique que le prolétariat avait et a jamais besoin* depuis que le capitalisme — fort ou faible, riche ou indigent — règne en maître, mais d'une *révolution sociale* conditionnée par une révolution politique.

La meilleure preuve de la *vérité de cette thèse fondamentale* de notre Parti (le seul à n'être pas tombé dans le piège où se précipitent allègrement tant de « gauchistes » qu'ils soient d'origine communiste ou anarchiste et qu'ils cultivent l'*illusion social-démocrate* ou l'*illusion anarcho-syndicaliste*), c'est le même Gomulka qui nous la donne, quand quatorze ans plus tard, le 21 décembre 1970, il déclare : « Les récents événements nous ont rappelé douloureusement cette vérité fondamentale que le parti doit toujours maintenir un lien « étroit avec la classe ouvrière et la nation tout entière, et qu'il ne doit pas « perdre le contact avec les travailleurs ». Que suggère en effet cette amère constatation ? Toujours la même chose, à savoir que l'explosion ouvrière ne provenait pas d'un réel conflit de classe entre le prolétariat polonais et l'Etat national sous fronton « socialiste » ... mais d'une simple imperfection des institutions politiques, facile à corriger par une injection supplémentaire de démocratie — ou plutôt de ce qui est, en effet, la vertu par excellence de la démocratie politique aux yeux de la classe oppresseuse, à savoir le *contact*, le *lien* rassurant et mensonger qu'elle établit entre les exploités et leurs exploités ! (1). Quelle plus belle illustration pourrait-on trouver du fait que, *dans tous les cas, mais surtout lorsque la classe dominante est privée de la possibilité de faire la moindre concession matérielle réelle*, la promesse de la démocra-

(1) On peut laisser à ceux que l'illusion démocratique empoisonne, précisément, le soin de noter que le prétendu gouvernement « super-démocratique » de Pologne était en fait de « contact » et de « lien » avec la classe ouvrière très inférieur aux gouvernements français de la V^e République que le P. C. F. et la C. G. T. informent dûment de l'état d'esprit des travailleurs et avertissent... de « jusqu'où on peut aller trop loin ».

tie, d'un quelconque perfectionnement de la démocratie, de l'organisation de l'Etat politique et de ses rapports avec les masses que c'est sa fonction de classe, sa mission historique d'opprimer constitue sa principale « mesure » de sauvegarde et que, dans ces conditions, *revendiquer* cette démocratie, ce perfectionnement, ce n'est nullement la mettre au pied du mur, mais se placer stupidement sur son terrain — en d'autres termes : trahir le prolétariat, faillir à la mission des communistes qui est d'éclairer la classe opprimée sur la manœuvre de l'ennemi ? En effet, qu'ont donc fait les forces de l'ordre « communiste » entre ces deux très démocratiques déclarations de M. Gomulka ? Elles ont abattu 56 ouvriers en 1956 et *au moins* 300 en 1970. Elles ont tenté de traduire en justice les « émeutiers » de 1956 ; elles ont plus insidieusement créé des camps de travail pour les « éléments associiaux » (on peut parler à l'avance que ce seront essentiellement des ouvriers récalcitrants !) en 1970. La force et le sang seraient-ils moins convaincants que les phrases doucereuses pour ceux qui revendiquent, impavides, la même « démocratie » maudite que M. Gomulka, en l'assortissant simplement de l'adjectif « véritable » ?

Quels que soient les efforts des divers courants « gauchistes » pour tenter de faire entrer le cours de la lutte de classe en Pologne entre 1956 et 1970 dans le lit de Procuste de la « lutte croissante pour la démocratie véritable », ce que des marxistes dignes de ce nom y lisent est exactement l'inverse : le passage du mouvement populaire caractérisé par des revendications démocratiques de liberté nationale et de liberté politique à un mouvement purement prolétarien qui met directement en cause l'Etat national polonais malgré son déguisement socialiste et dont le seul aboutissement conforme à ses aspirations profondes serait (nous n'y sommes pas encore, comme nous verrons) non pas une quelconque démocratisation, mais le remplacement révolutionnaire d'un pouvoir pseudo-socialiste par la dictature du prolétariat.

Que s'est-il passé en effet en 1956 ? Partout, non seulement en Pologne, mais en Hongrie, des Conseils ouvriers se sont constitués, sur la base des entreprises existantes. Sur le plan social, ces Conseils n'étaient en rien communistes : ils se contentaient de défendre leur entreprise contre les brimades et la pression de la bureaucratie d'Etat. Cette attitude et cette idéologie d'« auto-gestion » n'ont rien à voir avec le Communisme qui dépasse l'économie mercantile bourgeoise précisément en rompant avec le cadre étroit de l'entreprise pour administrer l'appareil de production centralement, seule façon de l'administrer aussi dans l'intérêt de toute la société, c'est-à-dire, en premier lieu, de l'ensemble de la classe prolétarienne. Elles correspondent au contraire parfaitement à la mentalité et à l'idéologie libertaires des couches moyennes et même d'une certaine aristocratie ouvrière. Sur le plan politique maintenant, ces Conseils n'ont jamais eu les moindres velléités révolutionnaires face à l'Etat national, montrant au contraire à son égard un esprit de collaboration qui oblige à caractériser leur position politique comme réformiste. Ils étaient si peu pénétrés de la conviction que le prolétariat a une mission propre à remplir, si peu parvenus à dégager des revendications de classe sans équivoques du magma de toutes les revendications qui, dans le malaise profond de la société polonaise d'alors, fusaient de toutes part qu'ils tentèrent de rallier à eux non seulement les paysans et les artisans, mais jusqu'aux petits commerçants, offrant à ces couches sociales une place prépondérante en leur sein. C'est dire que la grande revendication de la dictature du prolétariat était totalement absente du mouvement (à la différence de ce qui se produisit, dans un tout autre contexte historique, il est vrai, en Octobre 1917 en Russie), le prolétariat s'agitant à côté de toutes les autres classes dans la grande rébellion populaire contre l'oppression étran-

gère, à savoir celle de l'U.R.S.S. pseudo-socialiste, mais ne se détachant encore en rien d'elles. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions, les Conseils ouvriers n'aient même pas songé à mettre en doute le dogme d'Etat, le fatal mensonge du « socialisme polonais ». La chose, on le conçoit, fut jugée suprêmement rassurante par Gomulka et sa clique, dont on connaît l'évolution ultérieure, tout à fait prévisible pour quiconque a compris une bonne fois que c'est le capitalisme (aussi indigent qu'on voudra, mais pleinement capitaliste !) qui règne à l'Est, et non pas une variété quelconque de socialisme. Or il est bien évident que ce que pareils usurpateurs sans scrupule du grand drapeau du socialisme, jugeaient réjouissant constituait en fait la faiblesse mortelle du mouvement de 1956 et que cette faiblesse aurait à elle seule suffi à expliquer l'attitude réformiste des Conseils à l'égard de l'Etat sur le plan politique. Une seule citation devrait donc suffire à ruiner toutes les spéculations délirantes des différents courants du « gauchisme » sur la naissance spontanées des Conseils (confondus, mais nous y reviendrons, avec les Soviets russes de 1917) et les prétendues promesses « vraiment socialistes » contenues en leur sein, et c'est cette déclaration du 20 octobre 1956 de Monsieur Gomulka lui-même : « Il faut saluer avec une profonde reconnaissance l'initiative de la classe ouvrière concernant l'amélioration de la gestion des entreprises industrielles et sa participation à cette gestion. Cela prouve que la classe ouvrière a une foi ardente et bien fondée dans le socialisme ». Qui ne voit en effet clairement aujourd'hui la parfaite identité de nature sociale de cette « initiative » polonaise et des initiatives du même genre qui ont eu lieu plus tard en France et ailleurs sous le nom de « participation » ?

Bien que fort éloigné encore d'un mouvement tendant à la prise du pouvoir par le prolétariat, le mouvement de 1970 offre une physionomie complètement différente de celle du mouvement de 1956 que nous venons rapidement de dépeindre et cette physionomie n'a cette fois rien de rassurant et encore moins de réjouissant pour les pseudo-communistes de l'Est et d'ailleurs. En 1970, nous n'avons plus, comme nous le rappelions plus haut, un mouvement populaire dans lequel toutes les couches de la société sont fraternellement et naïvement encore unies contre un ennemi commun qui n'est d'ailleurs même pas l'Etat national, mais une véritable grève insurrectionnelle, menée exclusivement par des ouvriers, indépendante de tout nationalisme anti-russe, pure de toute collaboration avec d'autres couches ou classes sociales, pour la bonne raison que ses revendications sont purement prolétariennes. Cette fois, non seulement les paysans n'ont pas bougé, mais les étudiants ont refusé de suivre un mouvement qui ne cherchait aucunement à défendre leurs revendications propres.

Partie des nécessités économiques la grève insurrectionnelle s'est donné une organisation spécifique : les Comités de grève, qui n'ont rien de commun avec les Conseils de 1956 dans ce sens qu'ils sont des organes de combat et non de gestion de l'entreprise. Si ces Comités ont contrôlé les Chantiers navals, ce n'est pas dans le but de les « faire mieux fonctionner », mais pour organiser la lutte contre les mesures prises par le gouvernement, c'est-à-dire contre les syndicats étatisés et contre le Parti gouvernemental pseudo-communiste.

C'est là le fait fondamental du mouvement de décembre 1970 dans lequel les ouvriers se sont organisés de façon indépendante et sans aucune concession à l'idéologie démocratique. Il s'est donc bel et bien agi cette fois (ce qui n'était nullement le cas en 1956) d'un choc « *classe contre classe* » que personne, du reste, n'a pu dissimuler. Le mensonge du « socialisme » d'Etat officiel n'a pas été dénoncé dans des déclarations politiques des ouvriers en grève, mais il l'a bel et bien été dans les faits, puisque le mouvement était dirigé contre l'Etat,

les revendications de classe posées énergiquement face à cet Etat. Ce seul fait suffit à prouver que rien ne distingue par nature la Pologne des pays capitalistes occidentaux, et la masse ouvrière des pays étrangers n'a guère pu s'y tromper (1). C'est de là qu'il faut partir si l'on veut avoir une vision claire de l'avenir.

La grève a eu un caractère *insurrectionnel* avons-nous dit. Plusieurs villes ont en effet été investies et même en dehors de ces villes, bien d'autres grèves semblent avoir éclaté, notamment à Varsovie et à l'aciérie de Huta-Warszawa. Les actions ont été déclenchées contre les symboles du pouvoir d'Etat, à savoir les sièges du Parti pseudo-communiste de Pologne, ce qui a provoqué une répression sanglante. Malgré cela, le pouvoir est toujours resté hors de portée de la classe ouvrière polonaise. Tout d'abord, la révolte ouvrière qui a éclaté spontanément est restée cantonnée aux portes de Gdansk, Gdynia et Stettin. Ni la Silésie et Cracovie, premier centre industriel du pays, avec 1.200.000 personnes employées dans l'industrie, ni Varsovie, second centre avec 320.000 personnes, ni Lodz (280.000 personnes employées) etc... n'ont connu une pareille explosion, et il n'existait aucune organisation ouvrière à l'échelle nationale qui aurait pu relier ces différentes régions. Ensuite il n'existait ni n'existe aucun courant politique prolétarien capable de s'affirmer en revendiquant le pouvoir sur la base d'un programme cohérent. En l'absence de toutes ces conditions, il aurait donc fallu que s'instaurent progressivement des organismes politiques qui organisent des liaisons, élaborent un programme et décident de passer à l'insurrection (et non à des... élections !) ; pareille éventualité n'aurait pu se vérifier qu'en cas d'effondrement du pouvoir d'Etat (et en particulier de la police contre-révolutionnaire) et de neutralité du paysannat, de l'armée, des couches moyennes, bref dans une situation comme celle de 1917 en Russie, où la bourgeoisie était encore trop faible pour imposer sa domination. Encore n'aurait-elle pu aboutir à une victoire que si en outre avait existé également, comme en Octobre 1917, un parti de classe comme le parti bolchevique. On admettra que rien de tout cela n'existait, même de loin, dans la Pologne en décembre 1970.

Tel qu'il fut, le mouvement de 1970 constitue néanmoins un grand pas en avant dans la constitution du prolétariat en classe indépendante au sein du magma confus du « peuple » qui s'était soulevé en 1956, et, conditionné dans une certaine mesure par cette révolte (comme juin 1848 fut conditionné par février 1848 en France, et octobre 1917 par février), il a les plus grandes chances d'être suivi d'autres épisodes de lutte qui ne pourront guère retourner *en arrière* dans leur configuration de classe. Dès aujourd'hui, il existe en Pologne une méfiance visible à l'égard des nouveaux dirigeants qui, à la différence de Gomulka après 1956, ne disposent d'aucune assise populaire, et encore moins ouvrière.

Ce fait nouveau — et tout à fait *positif* — explique déjà en partie que la constitution d'un réseau de Conseils ouvriers du type de celui de 1956 soit cette fois exclu. Aujourd'hui, le problème n'est en aucune façon d'aider Gierk (comme en 1956 Gomulka) à réorganiser l'économie nationale et à prendre en main la gestion des entreprises : entre 1956 et 1970, les ouvriers ont fait dans leur

(1) Nous avons pu constater que des ouvriers pourtant non organisés et ayant subi dans le passé l'influence stalinienne ont fait spontanément le rapprochement entre le mouvement violent des Batignolles en France et celui de Pologne, pour conclure qu'ici comme là régnait la même oppression économique capitaliste.

chair l'expérience de « la libre expansion nationale », et ils ont prouvé par les faits que pour eux le problème s'était déplacé et était devenu un problème de défense de classe contre l'Etat, organe du capitalisme national. Aujourd'hui, le problème est donc d'obliger cet Etat à donner satisfaction aux revendications posées par les ouvriers polonais pour défendre leur force de travail.

Ainsi, si la situation n'a pas évolué suffisamment depuis 1956 pour mettre à l'ordre du jour la constitution d'organe nettement *politiques*, comme les Soviets de 1917 en Russie, elle s'est suffisamment transformée pour que la renaissance d'organes gestionnaires nationalistes et de collaboration de classe comme les Conseils ouvriers de 1956 soit devenue impossible. Il est vrai que les Comités de grève subsistent, transformés en Commissions ouvrières, mais cet organe permanent est chargé de suivre le sort fait aux revendications ouvrières, et nullement de revenir à une politique qu'on peut espérer dépassée de « participation ».

Cela est si vrai que ce sont les dirigeants polonais qui ont cherché à remettre en fonction les anciens Conseils ouvriers polonais afin de réintroduire dans la classe ouvrière le poison de la participation et de la collaboration de classe, en d'autres termes la fatale croyance en la démocratie politique. Décontenancés par l'ampleur et la sécheresse des revendications ouvrières, Gierek et consorts se sont empressés d'invoquer les réformes démocratiques à réaliser, sans se rendre compte de l'écart qui séparait désormais ce langage... gomulkien du rude et net langage désormais adopté par les ouvriers. En effet, en dehors de leurs revendications proprement économiques, ceux-ci venaient de réclamer rien de moins que l'abaissement du salaire des fonctionnaires au niveau du salaire ouvrier moyen (mesure revendiquée et prise par les Communards du Paris révolutionnaire de 1871) le châtiment de tous ceux qui avaient participé à la répression, la condamnation des campagnes mensongères et injurieuses dirigées contre eux, la libération des emprisonnés etc... Qui plus est, les Comités de grève ont revendiqué avant tout la liberté de grève, la création de syndicats libres, c'est-à-dire indépendants de l'Etat pseudo-socialiste, l'épuration et l'indépendance du Parti. A elle seule, cette liste de revendications est une véritable mise en accusation du régime politique oppressif, policier et ouvertement anti-prolétarien et contre-révolutionnaire de la Pologne de 1970. Elle prouve de façon irréfutable à tous ceux qui auraient encore cru dans la fable du socialisme de l'Est, qu'en Pologne, il existe au moins une classe dont les intérêts sont non seulement distincts mais diamétralement opposés à ceux qu'incarne l'Etat national. Pour un marxiste, il n'y a qu'un seul terme pour caractériser une semblable société de classes : Etat de classe, mode de production capitaliste.

Et il n'y a qu'un seul moyen pour la détruire : c'est la renaissance de l'Internationale prolétarienne à laquelle, sans le savoir, les prolétaires polonais de 1970 n'auront pas peu contribué en mettant en accusation aux yeux de millions et de millions de leurs frères du monde entier leur Etat national et du même coup le mythe contre-révolutionnaire du « socialisme » de l'Est.

En Angleterre aussi le Capital veut faire porter au prolétariat tout le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie

Le vote récent de la loi Heath par les Communes marque un pas de plus dans l'attaque que mène sans répit la bourgeoisie anglaise contre son prolétariat pour maîtriser ses difficultés économiques. Contrairement à ce qu'affirment ici les journaux bourgeois, à savoir que « Mr. Heath, brisant avec la tradition, n'a pas repris mais au contraire remis en question l'héritage politique de ses prédécesseurs travaillistes », (" Le Monde ", 12 mars 1971), la politique ouvertement anti-prolétarienne du gouvernement conservateur est la continuation, plus, le produit direct de la politique des travaillistes. C'est que la conservation du système de production, et donc des rapports sociaux fondés sur l'exploitation du travail salarié, constitue en même temps l'exigence vitale de la bourgeoisie et la seule raison d'être et d'agir de l'opportunisme. Et comment le faire, sinon par la contrainte et l'exploitation de plus en plus féroce du prolétariat ?

Il n'y a qu'une seule alternative : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat. Frapper au cœur l'ennemi de classe n'a qu'une seule signification pour le prolétariat révolutionnaire : la destruction de l'Etat bourgeois, arme de la dictature du capital.

Avec le vieillissement général du mode de production capitaliste, la concurrence se fait plus acharnée entre les différentes puissances économiques nationales. L'Etat capitaliste, représentant l'ensemble des intérêts capitalistes d'une nation, est obligé de diriger de plus en plus directement toute la production nationale et la rentabiliser pour produire plus et à meilleur marché, pour tâcher d'éviter que la concurrence mondiale la précipite dans la ruine et le chaos. Pour cela, il lui faut éliminer les secteurs retardataires (artisans, paysans) ou pas rentables (petites entreprises) et exploiter plus durement le prolétariat. « Planification du crédit et blocage des salaires, " rationalisation " des circuits de distribution et augmentation de la productivité du travail, élimination de la paysannerie par une agriculture capitaliste et tentative de faire du syndicalisme une institution d'Etat, investissements dirigés et austérité, etc..., bref l'ensemble des mesures qui, aux variantes locales près, sont les mêmes partout, dans l'Allemagne nazie et dans l'Angleterre " socialiste ", la Russie " communiste, ou la France " gaulliste " (*Le prolétaire*, n° 57, septembre 1966 : « La planification démocratique »).

Ces tâches, qui sont dictées à tout Etat bourgeois par les conditions économiques du capitalisme arrivé à son stade ultime de développement impérialiste,

il les remplira nécessairement toujours, quel que soit le gouvernement qui est à sa tête. C'est dans cette intervention permanente et croissante de l'Etat bourgeois dans tous les domaines, particulièrement nette depuis la dernière guerre, que se manifeste la tendance historique de la société bourgeoise à la « fascisation » — c'est-à-dire à la centralisation et à la concentration entre les mains de l'Etat des forces économiques, et donc politiques, pour discipliner toutes les couches sociales aux intérêts exclusifs de la grande bourgeoisie.

La situation anglaise illustre particulièrement le rôle de l'Etat bourgeois, et la trahison de l'opportunisme qui prétend lui faire servir les intérêts du prolétariat. C'est que l'affaiblissement économique de l'Angleterre a appelé l'intervention dictatoriale de l'Etat, sous un masque démocratique renforcé par l'arrivée des travaillistes au pouvoir. Il faut revenir brièvement sur l'histoire du capitalisme anglais.

*
**

Longtemps citadelle de l'impérialisme après avoir été le modèle du capitalisme « libéral », l'Angleterre fût dénoncée à ce titre par les marxistes comme ennemi n° 1 du prolétariat international. Grâce à son industrialisation presque achevée au début du 20 siècle, son Empire « où le soleil ne se couchait jamais », la bourgeoisie britannique a eu longtemps le triste monopole de payer grassement une aristocratie ouvrière avec les miettes de l'exploitation coloniale et des profits énormes qu'elle en tirait. A la fin de la deuxième guerre pourtant, des changements radicaux s'imposent en raison du poids économique du conflit.

C'est d'abord la liquidation de l'Empire et sa transformation en communauté d'association volontaire. Si la primauté économique de la métropole ne souffre pas immédiatement de ce changement de statut de ses possessions outre-mer (l'aile protectrice de la livre plane pendant des années encore sur de vastes zones géographiques, indépendantes politiquement), elle est en voie de disparition dès les années 60. L'Angleterre prend le départ de la course dans la concurrence internationale avec de lourds handicaps qu'on peut résumer en deux points : 1) un appareil de production vieilli qu'au contraire de ses concurrents « rajeunis » par la guerre, elle n'a pas eu le temps de moderniser. Le taux d'augmentation annuelle de la production industrielle en témoigne (en % d'augmentation) :

Ann.	USA	URSS	RFA	GB	France	Japon	Italie
1959..	13	11	7,5	6,2	4,1	23,8	11
1960..	2,9	10	11,3	6,8	11,4	25,5	15,5
1961..	1,1	9,1	6,9	1,1	4,6	18,6	9,1
1962..	8	10,7	4,3	1	5,5	8,4	9,5
1963..	5,3	7,5	3,1	3,1	5,3	11,1	8,7
1964..	6	7	8	8	7	16	2
1965..	8,5	9,3	5,5	3,7	1,9	3,4	4,9
1966..	9,6	8,5	1,7	0,9	6,4	13,3	11,2
1967..	0,8	9,5	-1,7	0,9	3,4	19,1	7,6
1968..	4,7	8,6	13,7	5,2	4,2	17,3	6,3

Ainsi que l'indice de la production industrielle, en prenant pour base 100 en 1946 :

Ann.	USA	URSS	RFA	GB	France	Japon	Italie
1959..	167	623	767	164	259	838	357
1960..	172	685	853	175	288	1051	412
1961..	173	747	902	177	301	1246	449
1962..	187	820	941	179	318	1352	491
1963..	198	890	980	184	335	1501	535
1964..	209	952	1059	199	358	1742	546
1965..	227	1032	1127	204	365	1802	573
1966..	249	1130	1137	206	388	2042	637
1967..	251	1237	1118	210	402	2432	685
1968..	263	1343	1255	221	418	2853	728

2) Un éclatement des courants traditionnels de commerce ex-impérial : la compétitivité de l'industrie anglaise est infiniment amoindrie et les pays de l'Empire se tournent vers d'autres fournisseurs. Deux chiffres suffisent à l'illustrer : en 1938, la part des exportations anglaises dans le commerce mondial est de 10 % ; en 1948, elle est de 11 %, et en 1968, elle n'est plus que de 6,2 %.

La bourgeoisie n'a recours à son « aile gauche », l'opportunisme — en Angleterre le travaillisme — que pour attirer le prolétariat dans le piège du sauvetage de la Nation, c'est-à-dire d'elle-même.

En 1964, les travaillistes s'attellent de nouveau à la tâche — comme ils l'avaient déjà fait dans l'après-guerre de 45 à 51 — de mettre sérieusement l'Angleterre au travail : « Personne n'est là pour nous faire vivre. Nous devons travailler nous-mêmes pour gagner notre vie. Le succès ne sera obtenu que par le travail, le travail dur, le travail d'une journée entière pour un salaire d'une journée entière (...) en se préoccupant moins de l'intérêt personnel. »

Dans cette allocution de Wilson (20 juillet 1965), tout le problème est posé avec sa solution bourgeoise toute prête : la bourgeoisie anglaise n'a plus la possibilité de s'engraisser de la féroce exploitation coloniale, elle doit vivre donc sur la seule sueur de ses propres prolétaires, la double condition nécessaire étant tout d'abord la transformation en profondeur de la structure et du fonctionnement de l'appareil économique, en pesant lourdement sur la classe ouvrière, et donc en second lieu le renforcement du contrôle sur cette dernière, en particulier en intervenant dans les relations entre le Capital et le Travail, et en adaptant dans ce but les structures de l'opportunisme syndical et politique.

Tel est le sens de l'explication donnée par Wilson : « La puissance économique et l'indépendance peuvent être obtenues non par des mesures financières, bien qu'elles soient nécessaires à court terme, mais par un renforcement de la base de l'industrie afin que le rendement augmente, par un changement de l'attitude des milieux industriels, des patrons comme des ouvriers, et en même temps, par une nouvelle répartition de la main-d'œuvre, que l'on transférera des industries secondaires aux industries de base qui fabriquent des produits destinés à l'exportation. » (Discours Wilson au 98^e Congrès du T.U.C., 5 septembre 1966).

Autrement dit, c'était à la classe ouvrière de payer tout le prix du redressement économique. Cela se concrétisa pour elle en trois points : chômage, abaissement du niveau de vie, législation anti-grève.

LA " FABRICATION " DU CHOMAGE

Effectivement, Wilson annonça : « Il faut prendre de toute urgence des mesures pour *augmenter la productivité* (...) Le problème le plus important est » la suppression des pratiques restrictives, et notamment de celle qui consiste à » employer plus d'hommes qu'il n'en faut pour un travail déterminé. Tout organisationnisme qui emploie huit hommes pour faire le travail de six agit contre les » intérêts de la Grande-Bretagne » (5 septembre 1966).

Le problème devenait donc : comment faire faire à six hommes le travail de huit ? C'est pour le résoudre que les travaillistes décidèrent la " planification démocratique ", c'est-à-dire l'intervention de l'Etat dans l'économie au secours du grand capital : « La situation dans laquelle nous nous trouvons exige que » l'industrie planifie les investissements, le recrutement et la formation professionnelle de la main-d'œuvre. Le plan a pour but de guider l'action à entreprendre. L'élaboration par le Gouvernement d'un plan englobant tous les aspects » de l'activité du pays, marque un important tournant de la politique économique » du Royaume Uni » (16 septembre 1965).

Publié le 16 septembre 1965, le Plan avait les objectifs suivants : « Il s'agit » d'obtenir entre 1964 et 1970 une augmentation de 25 % de la production nationale (...) La production devra s'accroître de 4 % l'an bien avant 1970, et le » taux annuel de croissance devra atteindre 3,8 % par an en moyenne pendant » la période considérée. L'augmentation de la production dépend de deux facteurs : amélioration de la productivité, accroissement des effectifs de main- » d'œuvre ».

Pour augmenter la productivité, le plan décida notamment : « Elargissement » du champ d'activité des Comités de développement économiques ; rationalisation et concentration des entreprises ; le gouvernement favorisera les fusions » d'entreprises lorsque celles-ci se concilieront avec les objectifs prévus dans le » plan ; emploi rationnel de la main-d'œuvre, fixation de *normes plus strictes* » « au point de vue des *rendements*. Lutte à outrance, dans chaque branche d'industrie et à tous les échelons, contre les pratiques restrictives ; recherche » technologique poussée » (création du ministère de la Technologie pour moderniser la production en diminuant les effectifs nécessaires).

Ces mesures de rationalisation, aidées en 1966 par la constitution de l'I.R.C. (Industrial Reorganisation Corporation, qui a servi de modèle à l'I.D.I. française et qui remplit les mêmes fonctions que l'I.R.I. créée par le fascisme en Italie), ces concentrations marquées en 1968 par les fusions gigantesques dans la construction électrique (General Electric et English Electric A.E.T.) et l'automobile (British Leyland et BMC), les modernisations entraînent d'énormes licenciements.

En juillet 1967, on notait déjà un nombre de chômeurs jamais vu depuis juillet 1940. L'industrie de transformation, où la démagogie gouvernementale avait parlé de reclasser les ouvriers, employait en mai 1967 339.000 personnes de moins qu'en juillet 1966 ; l'industrie mécanique et l'industrie électrique employaient en 1967 66.000 personnes de moins qu'en mai 1966, l'industrie automobile 47.000 de moins, les textiles 58.000 de moins, la construction 71.000, les

régions les plus touchées étant le Nord-Ouest, l'Ecosse et le Pays de Galles (les vieux centres industriels). En 10 ans, dans le charbon, les effectifs ont diminué de moitié alors que la production augmentait de 10 %. Partout, le mouvement s'est poursuivi et s'est considérablement accéléré depuis 1970 : entre janvier 1970 et janvier 1971, 287.000 emplois ont été perdus ; ils se décomposent en 171.000 emplois dans les industries de transformation (touchant 84.000 hommes et 86.000 femmes) :

- 18.000 dans l'alimentation et le tabac,
- 9.000 dans l'industrie chimique,
- 23.000 dans les industries mécaniques,
- 8.000 dans l'industrie des métaux,
- 7.000 dans l'automobile,
- 46.000 dans le textile,
- 18.000 dans le vêtement et la chaussure

et 116.000 dans les industries de production, soit 16.000 dans les mines, 87.000 dans la construction, 13.000 dans le gaz et l'électricité (*Financial Times* du 10 mars 1971).

L' " Economist " du 16 janvier 1971 notait : « Considérant les 99 plus grands » employeurs anglais (y inclus les industries nationalisées, mais non les services » publics), ces entreprises, qui emploient le quart de l'ensemble de la force de » travail du pays, ont licencié 2 % de leurs ouvriers, c'est-à-dire 100.000 hommes » en 1970. Ce qui permet de conclure qu'en 1970, 400.000 hommes ont perdu leur » emploi ».

Selon le " Times " du 20 avril 1971, à Birmingham, où on compte 20.000 chômeurs, il y a actuellement neuf ouvriers pour un poste de travail, alors qu'il y a 4 ans 1/2 il y avait cinq postes pour un ouvrier sans travail.

Ces douze derniers mois, British Railways supprime 40.000 emplois, General Electric Corporation 22.000, les Postes 16.000, Rolls Royce 4.500, Dunlop 3.000, Association British Foods 3.000 (" Entreprise ", 18 mars 1971). Les licenciements collectifs se multiplient : 46.000 pour les deux premiers mois de 1971, auxquels s'ajoutent les licenciements prévus des 50.000 travailleurs liés à la Rolls Royce, l'affaire Rolls Royce ayant accentué la tendance des compagnies à « jeter dehors la force de travail superflue » ((*Financial Times* ", 18 mars 1971).

Au total, et avec l'aide efficace du travaillisme, l'essor de la productivité se solde aujourd'hui par un chômage impressionnant qui. « loin d'être un accident conjoncturel, est aussi le résultat d'énormes progrès de productivité » (Harris, rédacteur de " The Guardian ") : 815.000 chômeurs à la mi-avril 1971, soit près de 4 % de la population active, contre 1,3 % en 1966, un volant de main-d'œuvre disponible plus que double de celui d'il y a 7 ans, avec la perspective d'un accroissement continu ; certains bourgeois anglais (Enoch Powell, etc...) estiment que la Grande-Bretagne « a besoin d'un dégraissage en grand » et doit passer par 1 à 2 millions de chômeurs (" Entreprise ", 18 mars 1971).

Voilà comment on' augmente la productivité dans une économie capitaliste !

Les seules solutions que la bourgeoisie peut trouver pour retarder la crise sociale qu'elle même est obligée, par les propres lois de son économie, de créer, ne sont que les germes de conflits encore plus grands, comme par exemple, la loi sur l'immigration, abolissant le statut privilégié des habitants du Commonwealth. Elle constitue en fait l'exportation de la crise anglaise dans ces pays.

Demain, ce sera l'économie de guerre pour résorber le chômage et préparer la troisième guerre impérialiste.

L'ABAISSÉMENT DU NIVEAU DE VIE

Le second front sur lequel la bourgeoisie anglaise mobilisa son Etat pour attaquer le prolétariat, fut celui des salaires. Dans l'après-guerre, la tâche de freiner la hausse des salaires avait déjà été confiée aux travaillistes, et si leurs efforts s'étaient montrés « fructueux », c'est parce qu'il existait des relations » étroites entre les dirigeants d'organisations syndicales et les autorités à la fin » des années quarante ». « Cependant, les tensions engendrées par les hausses » de prix consécutives à la dévaluation de 1949, l'absence d'accords entre les » différents syndicats au sujet des différentiels de salaires et le fait qu'il n'exis- » tait pas de dispositif pour donner effet à la politique gouvernementale (c'est- » à-dire surtout que la structure corporatiste et non centralisée des syndicats » n'en faisait pas une courroie de transmission du Capital assez efficace) ont » conduit celle-ci à l'échec en 1950. Au cours des dix années suivantes, les diver- » ses tentatives entreprises en vue de relancer la politique des revenus n'ont » généralement pas dépassé le stade d'un plaidoyer du gouvernement en faveur » d'une austérité générale » (O.C.D.E., novembre 1970).

En 1964, le retour des travaillistes au pouvoir marquait la nécessité d'une nouvelle offensive bourgeoise contre les salaires. Avec la collaboration des syndicats, le gouvernement travailliste entreprend « d'élargir et de renforcer le dispositif permettant d'appliquer la politique des prix et des revenus ». La collaboration syndicats-patrons-gouvernement est instituée officiellement dans le « Joint Statement of Intent on Productivity, Prices and Incomes » (Déclaration commune sur la productivité, les prix et les revenus) signée en décembre 1964, puis dans le « National Board for Prices and Incomes » (Bureau national des prix et des revenus) : les hausses de salaires étaient décidées en fonction de la productivité, des textes juridiques réglementaires, une justification étant exigée à l'appui de chaque demande d'augmentation des salaires. Fin 1965, les travaillistes instituent un préavis de 30 jours pour tout projet de modification de salaires ou de prix, avec possibilité de le porter à 3 mois dans certaines conditions.

En 1966, la politique des travaillistes se durcit pour faire face à la crise de la livre, diminuer la consommation intérieure et les coûts de production.

Wilson déclara (5 septembre 1966) : « Le deuxième facteur essentiel à notre » redressement économique, c'est une politique des prix et des salaires. *Les » salaires ne doivent augmenter qu'en fonction de la productivité.* »

L'Etat décida autocratiquement le blocage des salaires (sauf les primes à la productivité), de l'horaire de travail et des prix ; Wilson obtint pour cela des pouvoirs renforcés le 30 juillet 1966, pouvoirs dirigés contre l'avant-garde prolétarienne qui aurait refusé de collaborer au sauvetage de la bourgeoisie anglaise : « Dans le domaine principal de la négociation des conventions collectives, nous » comptons essentiellement sur la collaboration volontaire des intéressés. Toute- » fois, pour éviter que les égoïstes ne tirent avantage au détriment de ceux qui » accepteront de collaborer, nous avons décidé de renforcer les dispositions de » projet de loi sur les prix et les revenus (...). Le gouvernement aura également » le pouvoir d'annuler, en cas de nécessité, certaines augmentations injustifiées

» de salaires et de prix intervenues depuis le 20 juillet 1966 » (Wilson, 30 juillet 1966).

Que l'Etat agisse là comme expression collective et défenseur de la classe capitaliste, la suite du texte le souligne : « Le gouvernement s'engage à mettre à l'abri de toute action en justice les employeurs qui, en réponse à son appel, décideront de différer les augmentations auxquelles un de leurs collaborateurs peut avoir droit en vertu de son contrat de travail. »

« Les pouvoirs demandés doivent avoir une étendue suffisante pour faire échec à une infime minorité qui refuse de collaborer, et surtout pour donner à ceux qui acceptent d'appuyer la politique du gouvernement, l'assurance qu'ils ne seront pas pénalisés en agissant ainsi. »

Cette politique d'austérité rigoureuse, appliquée jusqu'en juillet 1967, maintenue en grande partie jusqu'en automne 1969, se traduit dans les chiffres suivants : en 1950, le revenu par habitant se classait au 5^e rang du monde occidental ; en 1960, au 8^e rang ; au 13^e rang en 1970 (" *Entreprise* ", mars 1971).

Au milieu de l'année 1969, la masse des revenus des particuliers se situait, en valeur réelle (c'est-à-dire après déflation de l'incidence des hausses de prix et des majorations d'impôts) à un niveau légèrement inférieur à celui du 3^e trimestre 1967 (année pour laquelle la norme fixée pour les augmentations de salaires était... zéro !).

LA LEGISLATION ANTI-GREVE

L'attaque féroce contre le prolétariat anglais qui caractérise les efforts de redressement économique de la bourgeoisie britannique ne pouvait manquer de susciter des réactions du prolétariat. Wilson l'avait prévu, en insistant (discours au T.U.C. du 5 septembre 1966) sur la nécessité d'un « changement d'attitude des milieux industriels, des patrons comme des ouvriers ». Déjà se profilait le projet de législation sur les « Relations industrielles », mûri pour parer à l'usure prévisible des illusions confiantes des ouvriers dans le travaillisme « socialiste » et dans l'opportunisme syndical. Effectivement, l'entente parfaite travaillisme-T.U.C. sur le dos du prolétariat devait nécessairement éveiller une méfiance accrue des ouvriers envers leurs leaders syndicaux.

A quel point cette entente fut parfaite, on peut en croire le secrétaire d'Etat travailliste, M. Hattersley (" *Le Monde* ", 29 février 1968) :

« Malgré toutes les critiques, le T.U.C. a agi avec beaucoup de sens des responsabilités. *La coopération avec le gouvernement a été extraordinaire.* Le T.U.C., comprenant que c'était la seule chance d'en sortir, a fait preuve de beaucoup de courage. »

La « coopération » du T.U.C. ne date pas d'hier. Témoin cette déclaration du T.U.C. lors de l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1951 : « Nous nous sommes toujours efforcés de collaborer amicalement avec le gouvernement au pouvoir, quel qu'il fût, et de trouver, en consultation avec les ministres et l'autre camp de l'industrie, des solutions pratiques aux problèmes sociaux et économiques du pays. »

En 1962, au 95^e Congrès du T.U.C., le secrétaire général Woodcock exprimait ainsi l'objectif du T.U.C. : « Nous voulons augmenter la production. Nous voulons

» que la situation économique devienne telle que, grâce à l'expansion du commerce, les syndicats aient la possibilité d'augmenter les salaires, les loisirs et les avantages sociaux de leurs adhérents. Nous attendons du gouvernement, de n'importe quel gouvernement, qu'il coopère avec nous à ces fins, et j'entends lui faire savoir comment j'estime qu'il faut procéder. Nous devons accomplir notre tâche en collaboration avec les chancelliers de l'Echiquier (ministre des Finances) qui n'ont pas tous la même valeur, mais qui ne sont pas fous, car ils ont derrière eux des gens extrêmement compétents. »

Voilà donc le « courage » du T.U.C. : celui de s'être affirmé, en bon bourgeois réformiste, défenseur de l'économie nationale au mépris des intérêts prolétariens. Depuis les années 60 (début des efforts renouvelés de modernisation, de planification et d'augmentation de la productivité de l'économie britannique), le T.U.C. a rempli très ouvertement son rôle de courroie de transmission du Capital dans la classe ouvrière.

En janvier 1962, il accepta de participer au nouvel N.E.D.C. (National Economic Development Council) créé par le gouvernement (conservateur) pour essayer de planifier le développement à long terme de l'économie. Ce N.E.D.C. était chargé de développer la collaboration des classes : « La planification, pour être efficace, doit s'appuyer sur le *consentement mutuel*. Plus les représentants du monde du travail à tous les échelons seront intéressés à la mise sur pied d'un plan, plus ils seront tenus d'aider à son application » (Rapport "development et planification économique" du T.U.C., 20 août 1963).

« L'entrée des syndicats au N.E.D.C. devait leur permettre d'avoir une influence sur l'évolution de leurs industries et de s'élever *du rôle de contre-dicteur à celui d'architecte* » (même source).

Leur œuvre, traduite dans les accords de productivité inclus dans les contrats collectifs, sera reconnue par Woodcock (au 98^e Congrès du T.U.C., 2 septembre 1966) en ces termes : « Les syndicats ont, par l'intermédiaire du N.E.D.C., contribué à la planification et à *la productivité*. »

En même temps qu'ils s'engageaient plus profondément sur le terrain bourgeois des « architectes » du capitalisme, les dirigeants syndicaux tentèrent une réforme structurelle des syndicats. La nécessité de ces réformes s'explique par le fait que « les syndicats ne sont tenus d'obéir ni aux décisions du Conseil Général (organisme directeur exécutif qui dirige la politique nationale du T.U.C.), ni à celles du T.U.C. (association permanente des syndicats, chargée de la coordination des problèmes communs à tous, se réunissant par Congrès de délégués syndicaux annuellement) ; mais ils se sentent moralement obligés d'exécuter les décisions de ces organismes ; cette obligation morale est d'ailleurs renforcée par certaines sanctions disciplinaires prévues par le règlement » (Structure du T.U.C. Central Office of Information, Chr. Etrangères de la D. F., n° 9, 10-65).

Le 95^e Congrès du T.U.C. (septembre 1963) marque la recherche d'une nouvelle forme de syndicalisme : « Les idées périmées du syndicalisme sont à l'heure actuelle aussi utiles qu'une bonne chaudière dans une locomotive Diesel. Les Trade Unions ont été maintenues beaucoup trop longtemps sur la défensive et le Conseil Général estime que nous devons désormais prendre l'initiative chaque fois que nous le pouvons. Nous avons le devoir d'aider à mettre sur pied cette planification. Nous devons reconnaître que *la nature et les méthodes du syndicalisme dépendront de notre œuvre de planification*. »

Le but de ces réformes devait donc être double : obtenir que l'intervention du T.U.C. dans l'économie soit efficace, dans la mesure où ses directives seraient répercutées sur les ouvriers de la base par l'intermédiaire de syndicats forts et tenus bien en main par la direction centrale opportuniste.

C'est ce qu'indiquait le rapport du T.U.C. sur la Planification et le Développement Economique (Chr. Etrangères, n° 63, 9-10) : « Les syndicats auront à » moderniser leur équipement et leurs méthodes de communication pour être à » même de s'entendre sur les mesures concernant leurs adhérents. Les activités » du N.E.D.C. ont déjà mis à rude épreuve les représentants du Conseil Général » et le personnel du T.U.C. Ces développements affecteront inévitablement la » structure du syndicalisme britannique. La présentation d'un point de vue » syndical coordonné et le travail en collaboration par commissions obligeront » certains groupes de syndicats à procéder à une unification d'ordre pratique et » structurelle.

« Traditionnellement, les Trade Unions ont été obligées de rechercher la » sécurité en dressant des barrières défensives autour de l'emploi. Il importera » de savoir si, dans le cadre d'une économie qui évolue rapidement, ces arrange- » ments traditionnels sont des méthodes satisfaisantes pour promouvoir les » objectifs des syndicats, ou s'il ne serait pas possible et préférable, dans certains » cas, de concevoir et d'adopter un nouveau mode de sécurité fondé sur une » attitude plus souple à l'égard des récents développements... *Pourvu que les » conditions d'une expansion économique soient remplies, les syndicats doivent » se préparer à renoncer à des pratiques qui ont leur origine dans la stagnation » économique* ».

Ces « pratiques » auxquelles il fallait renoncer comportaient, entre autres, la résistance syndicale *au blocage des revenus* : (« Les restrictions imposées à » une section de la société n'auront pas uniquement pour résultat d'en enrichir » d'autres » - T.U.C., septembre 1963) et *aux licenciements* (« les syndicats » devront faire la distinction entre les cas où il convient de résister aux suppres- » sions d'emplois et ceux où les suppressions d'emplois *pourront être acceptées*, » dans certaines conditions, comme faisant partie d'un processus établi en vue » de regrouper des industries dont le déclin serait inévitable » - Déclaration T.U.C., septembre 1963).

Cependant, le Conseil Général aboutit à la conclusion qu'il était impossible de transformer le syndicalisme britannique en « syndicalisme industriel » (un syndicat pour chaque grande branche d'industrie), pourtant seul principe, estima Woodcock, à partir duquel on peut envisager une certaine uniformité : « Inappli- » cable pour deux raisons : la première étant la difficulté de définir les " fron- » tières " des industries sans provoquer de vives controverses ; la seconde, que » l'Exécutif du T.U.C. *n'a pas le pouvoir d'imposer cette réforme aux syndicats*. » Cette solution devra donc être acceptée d'un commun accord. Ce consentement » unanime, le T.U.C. devra l'obtenir par des discussions et si possible par la » persuasion » (Woodcock, cité par " Chr. Etrang.", 63/9-10, sur le 95^e Congrès).

Incapable de réformer ses structures pour contrôler le réveil prévisible de la classe ouvrière, le T.U.C. était pourtant obligé, en souscrivant à la politique travailliste, de favoriser ce réveil lui-même, en se montrant pour ce qu'il était, l'arme de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

En septembre 1966, le T.U.C. vota pour le blocage des salaires. Feather, alors secrétaire général adjoint du T.U.C., déclara : « Les gens devraient savoir qu'il

» est nécessaire qu'ils se privent de quelque chose pour avoir davantage par la suite. Le gouvernement aurait pu traiter mieux certaines questions, mais il va tout de même dans la direction que désire le Conseil Général du T.U.C., et il est prêt à agir de façon décisive au lieu d'hésiter et de laisser la Grande-Bretagne vivre à crédit ». « Le Conseil Général est convaincu qu'une politique des salaires et des prix est nécessaire à long terme. » « Les mesures prises à l'égard des syndicats par le gouvernement ne sont pas aussi sévères qu'on a bien voulu le dire. Il est vrai qu'un syndicaliste peut être mis à l'amende, mais il faudrait vraiment que ce soit quelqu'un qui désire aller en prison, qui finisse ainsi. »

Voilà ce que réserve le T.U.C. à l'avant-garde prolétarienne : l'abandon dans les mains de la justice bourgeoise.

« Ces mesures (...) ne sont pas suffisantes pour inciter le mouvement syndicaliste à la révolte, et dire que ce mouvement ne pourra plus survivre. Le Congrès croit à la planification, et s'il désire cette planification, il doit payer le prix nécessaire » (" Chr. Etrang. ", n° 10-66).

A son 98^e Congrès, le T.U.C. approuva donc entièrement le plan économique national publié fin 1965, et la politique des prix et des revenus. Il adopta jusqu'à la législation destinée à en assurer la mise en œuvre, au cas où employeurs et employés ne coopéreraient pas volontairement.

Quant à l'augmentation de la productivité, le T.U.C. l'approuva entièrement : « Le T.U.C. se doit d'encourager le gouvernement à utiliser pleinement la capacité productive du pays, car le gouvernement est seul à savoir ce dont le pays est réellement capable » (Discours de Woodcock, secrétaire général du T.U.C., au 99^e Congrès du T.U.C., septembre 1967).

Le président du Congrès, Sir Harry Douglass, secrétaire syndical de la sidérurgie, déclara : « Le rendement est une question de bonne organisation et de bonnes relations entre patrons et ouvriers ; si les gens ont confiance les uns dans les autres, ils coopéreront. Les objectifs des employés ne sont pas toujours les mêmes que ceux des patrons ; il est cependant nécessaire de parvenir à concilier ces objectifs si l'on veut une augmentation de la productivité » (Chr. Etrang., n° 10-67).

Cependant, pris dans la contradiction insoluble qui est celle de tout opportunisme (garder son audience près de la classe ouvrière tout en servant la bourgeoisie), le T.U.C. fut obligé de condamner, à son Congrès de 1967, les mesures déflationnistes du gouvernement en raison du chômage grandissant (2 % de la population active).

Devant l'essoufflement de l'appareil syndical opportuniste, marqué par l'augmentation des grèves sauvages, et ses hésitations à suivre le gouvernement travailliste pour conserver son influence sur la base, le gouvernement travailliste décida d'intervenir directement pour modifier par en haut les « relations industrielles ».

LE PROJET TRAVAILLISTE

En réalité, le projet avait été mis à l'étude très tôt, pour pouvoir « doubler » en temps utile les structures syndicales qui ne parvenaient plus à contenir le mouvement prolétarien attisé par les mesures d'assainissement économique. Dès 1965, le gouvernement travailliste ordonna une commission d'enquête (Donovan

Commission, composée de représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat) sur les organisations syndicales et ouvrières. Après trois ans de travaux, elle aboutit au Rapport Donovan, publié en juin 1968 et qui allait servir de base tant au projet travailliste de loi Castle qu'au projet conservateur de loi Carr, pour mettre fin aux grèves sauvages.

Publié le 17 janvier 1969, le projet de loi travailliste intitulé « in place of strike » (pour remplacer la lutte) visait trois objectifs :

1) L'encouragement à des changements de structure et de fonction des syndicats, y compris la fusion de certains d'entre eux, pour en faire des « partenaires responsables », et la tentative d'absorption des shop stewards (délégués d'atelier) à l'intérieur des appareils syndicaux, notamment en leur donnant une formation par des cours comme ceux organisés par les syndicats.

Le but était donc double : châtrer la lutte de la base militante en la personne des délégués d'atelier, souvent les plus combattifs, en les faisant rentrer dans le rang ; renforcer la position de « partenaires sociaux » des syndicats officiels, par une restructuration facilitant leur intégration ; effectivement, on précisait qu'une fois restructurés, tenant plus solidement en main leurs effectifs, les syndicats seraient encouragés à participer à la gestion de l'entreprise, de préférence par des discussions entre syndicats et direction, ou bien par la nomination de représentants des ouvriers au conseil de direction.

De plus, pour faire naître la bonne volonté des syndicats, le projet en organisait la corruption, déclarant que la modernisation des syndicats serait soutenue par l'attribution de subventions publiques.

C'était là l'expression de la tendance et de la nécessité internationales pour toutes les bourgeoisies d'incorporer l'appareil syndical dans la machine administrative et politique capitaliste ; de transformer les militants ouvriers de combattants en gestionnaires du capital, et leur violence de classe en sens des responsabilités vis-à-vis de la production capitaliste. C'est là un phénomène international, illustré par cette déclaration de Chaban-Delmas, premier ministre français, soulignant l'importance du « fait syndical comme élément fondamental de la vie professionnelle et de la démocratie économique, ce qui exclut son utilisation à des fins politiques », pour « arriver à concilier une expansion économique saine et un progrès social durable, donc à satisfaire les revendications des travailleurs avec le concours actif du syndicalisme » (" Le Monde ", 7 octobre 1969).

2) Renforcement des pouvoirs d'intervention de l'Etat dans les conflits du travail : en cela, le projet gouvernemental dépassait les recommandations de la commission Donovan :

a) Dans le cas de « grèves inconstitutionnelles », ou de grèves déclenchées dans des secteurs où les procédures de négociation normale n'existent pas, le Secrétaire d'Etat à l'Emploi et à la Productivité aurait le pouvoir discrétionnaire d'ordonner aux parties une « période de gel » (ou « pause de conciliation » de 28 jours) pendant laquelle toute « action industrielle » serait interdite, et qui serait mise à profit pour explorer les possibilités de conciliation : ceci visant évidemment à empêcher le développement des grèves sauvages.

Des tribunaux industriels auraient le pouvoir d'infliger des amendes à ceux qui ne se plieraient pas aux injonctions du ministère.

b) Si un syndicat officiel projette une grève « comportant une menace grave pour l'économie ou pour l'intérêt public », le même ministère pourrait obliger ic

syndicat à organiser un vote à bulletin secret parmi ses membres, pour déterminer si ceux-ci sont favorables ou non à la grève (" Articles et Documents ", 21 mars 1969).

3) Renforcement et extension des procédures de négociation collective grâce à l'intervention de l'Etat.

Le projet gouvernemental rappelait qu'en l'état actuel du droit, les conventions passées entre un employeur et un syndicat ne sont légalement exécutoires que si les parties l'ont expressément prévu. La législation serait modifiée pour que des conventions collectives puissent également avoir un caractère exécutoire. Mais à la différence de l'opposition conservatrice, le gouvernement ne demandait pas que toutes les conventions collectives aient automatiquement ce caractère exécutoire.

Le projet n'aboutit pas. Pourquoi ?

Le but était pourtant essentiel pour la bourgeoisie : la domestication du mouvement ouvrier par la régulation des rapports entre employeurs et syndicats. Mais c'était la tentative d'implanter la réforme des relations industrielles par l'intermédiaire des organisations syndicales elles-mêmes, qui devaient prendre en main leur propre restructuration. Or, en raison même des structures arriérées du syndicalisme corporatif anglais, le T.U.C. n'avait pas le pouvoir d'imposer centralement une telle décision, qui était alors subordonnée au libre consentement des syndicats affiliés, ceux-ci étant eux-mêmes très dépendants des réactions de leur base ouvrière.

Or, la réaction de la base fut très vive. De tous les secteurs d'industrie les mieux organisés, qu'il s'agisse des métallos, des ouvriers des chantiers navals, des dockers, des ouvriers du bâtiment, des transports, des typographes, des mineurs, parvinrent au centre du T.U.C. des menaces de grève très précises s'il ne s'opposait pas avec vigueur au projet de loi. Début 1969, les ouvriers de Ford déclenchèrent une grève de protestation contre le nouveau contrat d'entreprise qui reprenait l'idée du projet de loi : pénalisation en cas de non-observation d'un préavis de grève de 21 jours. Le 1^{er} mai, une grève largement suivie éclate contre le projet de loi et contre les instructions du T.U.C., et à Londres, le cortège va manifester devant le siège même du T.U.C.

Les réactions de l'opportunisme au projet furent très étroitement influencées par ces mouvements : au lendemain de la publication, le groupe syndicaliste des parlementaires travaillistes (où une centaine de députés défendent traditionnellement les positions syndicales) se déclarait « agréablement surpris » par le projet (" Times ", 18 janvier 1969). Le 6 février 1969, ils continuaient à approuver « 92 % du projet », qui contient « beaucoup de bonnes choses pour les syndicats ». Par la suite, l'hostilité des milieux syndicaux, qui se développait à la suite du durcissement de la base ouvrière, se refléta au sein du groupe parlementaire, et jusqu'au sein du gouvernement : à la mi-janvier déjà, des réserves furent émises par M. James Callaghan, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, qui, « en tant que trésorier du parti travailliste, est soucieux d'éviter la détérioration des relations entre le Labour et les syndicats, dont les cotisations représentent la principale source de financement des campagnes électorales du Parti » (cité par " Articles et Documents ", 21 mars 1969).

Quant aux syndicats, dès le début certains d'entre eux voulaient rejeter le projet purement et simplement (T.G.W.U.-Transporteurs, Chaudronniers, Chémi-

nots, Métallurgistes, Pompiers) ; mais le T.U.C. préféra l'étudier point par point. Le 7 janvier 1969, le T.U.C. publia une critique du projet gouvernemental dans laquelle il accueillait favorablement certaines mesures « pouvant aider à améliorer les relations industrielles et à faire avancer les objectifs des syndicats » ! Il s'agissait des mesures suivantes (outre la réaffirmation de certaines « libertés démocratiques », comme l'adhésion volontaire au syndicat, la reconnaissance des syndicats, ou bien des dispositions démagogiques, comme la protection des ouvriers contre les licenciements injustes) :

1° L'établissement de la C.I.R. (Commission des Relations Industrielles, chargée de favoriser la modernisation des procédures de négociation, de mener des enquêtes sur les problèmes de reconnaissance des sections syndicales et sur les cas de conflits de représentativité entre différents syndicats, et agissant comme un organisme consultatif auprès du ministère de l'Emploi et de la Productivité) ; M. Woodcock, secrétaire général du T.U.C., fut nommé président de la C.I.R. Cet organisme, véritable œil de l'Etat sur les syndicats, entra très vite en fonction.

2° L'enregistrement des accords de procédure.

3° L'extension de la juridiction des tribunaux industriels.

4° La facilitation de la participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise.

Quant aux autres propositions, tout particulièrement celles relatives à la période « de gel » de 28 jours, à l'obligation d'organiser un vote avant certaines grèves et aux sanctions attachées à ces obligations, le T.U.C. déclarait y être opposé, ou émettre au moins des réserves.

Cependant, « pour que le gouvernement n'ait pas de doute sur la nature de ces réserves », le T.U.C. affirmait que « le but du Conseil Général du T.U.C. est d'arriver à des accords avec le gouvernement pour améliorer les relations industrielles et renforcer les négociations collectives », et précisait bien que « le T.U.C. et les Trade-Unionistes reconnaissent la nécessité de changements dans la structure et les activités de leurs organisations, changements qui sont nécessaires pour promouvoir l'avancement social et économique de la nation » (déclarations du T.U.C., 7 janvier 1969). C'était l'aveu de la position inconfortable de l'opportunisme, d'accord quant au fond avec les mesures de sauvegarde de la production capitaliste, mais obligé de ne pas souscrire aux mesures trop ouvertement anti-prolétariennes.

Le Congrès spécial du T.U.C. du 5 juin 1969 adopta un « programme d'action » déjà plus dur, où apparaissait la volonté — ou plutôt la nécessité — de ne pas se couper de la base, tout en faisant rentrer dans la ligne syndicale officielle les shop stewards, la combativité de certains d'entre eux étant justement le facteur obligeant le T.U.C. à prendre le masque de cette attitude d'opposition. (Le T.U.C. proposait notamment qu'une collaboration étroite s'instaure entre les comités locaux de shop stewards et le comité syndical local, et reprenait la proposition d'une même formation donnée au shop stewards et aux délégués syndicaux). Le Congrès vota donc massivement contre les trois propositions (période de gel, vote obligatoire et sanctions) au nom de « l'action volontaire, fondement du Trade-Unionisme libre », en déclarant : « le T.U.C. n'a jamais été et ne sera » jamais quelque chose de séparé des syndicats (...) Nous utilisons la discussion, » la persuasion et l'accord » (déclaration de Feather, secrétaire général du T.U.C.)

Le gouvernement travailliste, fut forcé d'abandonner son projet de législation et de confier au T.U.C. le soin de faire tout seul échec aux grèves sauvages, en

appliquant lui-même les recommandations du rapport Donovan. C'était la démonstration de l'impuissance de l'opportunisme anglais, tant des directions syndicales que du travaillisme qui leur est lié, à réformer ses structures et renforcer de lui-même son contrôle sur la classe ouvrière.

La démonstration était faite que seul l'Etat pouvait régler ce problème.

LE PROJET CONSERVATEUR

La bourgeoisie anglaise se résolut à abattre le masque et à prendre les risques d'une attaque directe à la classe ouvrière, en faisant intervenir plus radicalement son Etat « démocratique » dans les conflits sociaux. Les conservateurs étaient prêts à prendre la relève. Leur leader, Edward Heath, avait déclaré après la publication du projet travailliste : « Le gouvernement s'est contenté » une fois de plus d'une demi-mesure ; nous disons que les conventions collectives devraient être légalement exécutoires, comme elles le sont dans tous les » autres pays industriels » (" Articles et Documents ", 21 mars 1969).

L' " Economist " du 22 novembre 1969 nous explique parfaitement le point de vue bourgeois :

« Il pourrait sembler moins gênant pour un employeur de se voir dicter ses » obligations envers ses salariés par un délégué syndical (allusion à la situation » anglaise, où les syndicats au corporativisme étroit défendent strictement les » attributions de leur catégorie et les usages traditionnels dans leur profession) » que de se voir lancer un cocktail molotov dans une de ces grèves " à l'italienne " ou " à la française " qui tournent si souvent à l'émeute. Mais la puissance » de perturbation des syndicats a moins d'effet sur l'activité quotidienne de » l'industrie en France et en Italie que les lecteurs des journaux britanniques » ne pourraient être tentés de le penser. En France, un ouvrier sur cinq seule- » ment se soucie d'adhérer à un syndicat (...) Lorsqu'on considère la puissance » des syndicats, c'est plutôt avec les U.S.A. et l'Allemagne qu'il convient de » comparer la Grande-Bretagne, et dans ces deux pays, c'est essentiellement le » droit commun des contrats qui régit les relations du travail.

« Les entreprises s'opposent violemment aux syndicats au moment du renou- » vellement des contrats, mais en revanche, en cours d'exécution, elles n'ont la » plupart du temps pas à faire face, comme en Angleterre, à ces arrêts de » travail inopinés si dommageables pour l'économie. » (Voilà qui éclaire, si besoin est, le rôle effectif des conventions collectives !)

« Il est clair que le besoin d'une législation prévoyant l'application de la loi » des contrats aux conflits du travail se fait fortement sentir en Grande-Breta- » gne (...) Si un ordre de grève illégal est donné qui viole incontestablement un » contrat, un employeur devrait, après avoir tenté une conciliation et adressé » des avertissements selon une procédure prévue par les textes, congédier les » meneurs. Ce n'est pas ce qui se produit à l'heure actuelle, parce que cela » provoquerait une grève légale, cette fois-ci, du syndicat en question. Si la loi » des contrats prévalait dans les relations du travail, tout syndicat coupable » d'avoir ordonné une rupture de contrat ferait courir un risque aux ressources » dont il dispose. »

En juillet 1970, les travaillistes passent la main aux conservateurs, avec ce programme précis à réaliser. Dès octobre, le projet de loi du secrétaire d'Etat à

l'Emploi, Carr, était prêt. Publiée le 3 décembre 1970, et finalement votée avec différents amendements, la loi comporte les points essentiels suivants :

1) Les contrats de travail lient les deux parties et la rupture de contrat s'accompagne de sanctions pénales : si un délégué ouvrier (shop steward) ou un fonctionnaire syndical appellent à une grève sortant du cadre de l'accord collectif que son syndicat a signé, il est susceptible de poursuites pénales. Si son syndicat veut le défendre et déclare la grève officielle, c'est le syndicat qui paiera l'amende. Autrement dit, plus de grève de solidarité.

2) L'institution d'un système d'amendes aux syndicats ayant enfreint les nouvelles lois selon une échelle tenant compte du nombre de leurs adhérents.

3) Les amendes pourront être infligées à des ouvriers individuellement, et la peine de prison en cas de défaut de paiement sera applicable à la récidive d'une action « inofficielle ».

4) Une immunité couvre le corps constitué (syndicat ou représentant dans l'usine) à condition que :

a) le préavis de grève ait été respecté : 60 jours ;

b) toutes les ressources de conciliation aient été épuisées ;

c) la grève ne soit déclenchée que par ceux qui sont intéressés à une revendication précise. Là encore, *plus de grèves de solidarité*.

5) Un appareil judiciaire spécial fera appliquer ces lois, comportant :

a) Un greffe d'enregistrement des syndicats : l'enregistrement des statuts des syndicats en fait des personnalités juridiques responsables devant la loi, introduit le contrôle légal de l'observation du règlement syndical, permettant l'élimination des meneurs de grèves inofficielles alors que les syndicats enregistrés n'auront plus eux-mêmes de contrôle sur leurs statuts ;

b) des tribunaux de prud'hommes (Industrial Tribunals) ;

c) une Cour nationale des règlements des relations dans les conflits du travail (National Industrial Relations Courts). Elle pourra notamment intervenir dans les querelles intersyndicales éclatant pour savoir dans quel syndicat ranger une catégorie de travailleurs (les vieilles Unions corporatives ne recouvrent pas exactement les nouveaux corps de métier : c'est la Cour qui dirigera les ouvriers vers tel ou tel syndicat).

6) Les délégués d'atelier devront être désignés par leur syndicat (les shop steward sont actuellement élus par les ouvriers).

7) Dans n'importe quelle branche d'industrie, le patronat pourra utiliser de la main-d'œuvre non syndiquée (mesure détruisant la pratique des "closed shop" en vigueur dans certaines industries, où l'ouvrier ne peut travailler s'il n'est pas syndiqué). Ceci donne une protection légale au travail des jaunes, au nom de la sacro-sainte « liberté de l'individu », qui n'est que la liberté de l'exploitation de l'homme par l'homme.

8) Réduction des préavis de licenciements.

Au total, tout cet arsenal répressif vise essentiellement à isoler les noyaux prolétariens combattifs, en interdisant les grèves de solidarité, et à les briser en les frappant pénalement ; à couvrir du manteau légal, donc à justifier, la déso-

lidarisation effective du syndicat officiel de l'avant-garde ouvrière ; à renforcer le pouvoir des bonzes syndicaux, puisque toute action entreprise (pose de revendication ou projet de grève) doit être soumise d'abord à la direction syndicale (secrétaire et non l'assemblée exécutive) et doit passer par le canal du syndicat et des procédures officielles, et enfin à avancer vers l'intégration de type fasciste des syndicats à l'Etat dont l'enregistrement est un premier pas.

Ainsi nous avons montré la parfaite continuité, malgré les apparences, de la politique travailliste soutenue par le concours actif de l'opportunisme syndical anglais, et de la politique des conservateurs. En dépit de son masque de « démocratie sociale », de « socialisme national », le travaillisme a montré qu'aux commandes de l'Etat bourgeois, il ne pouvait réaliser que les tâches fascistes de l'Etat capitaliste moderne. C'était la démonstration, une fois de plus, de sa véritable nature, celle d'aile gauche de la bourgeoisie ; la démonstration aussi que « la classe dominante est et ne peut être autre chose que fasciste car les conditions historiques le lui imposent. Elle est fasciste au nom de la démocratie » (" Prolétaire ", n° 96 : « Fascisation en marche »).

Citons pour l'illustrer la déclaration de Wilson au 98^e Congrès du T.U.C. le 5 septembre 1966 : « L'une des faiblesses de notre démocratie d'après-guerre, » c'est qu'elle n'a pas encore réussi à prouver qu'elle peut éviter de sombrer dans » une crise, en imposant à temps la discipline nécessaire. Et comme la méthode » volontaire a échoué, nous avons dû prendre des mesures disciplinaires et » imposer une législation. Nous avons pendant trop longtemps souffert de l'ineffi- » cacité du gouvernement. Nous avons agi. »

Autrement dit, la démocratie, « pour éviter de sombrer dans une crise », devra devenir fasciste. C'est bien aussi ce que pensait Ed. Heath lorsqu'il déclarait le 12 octobre 1968 : « L'enjeu des prochaines élections sera de loin " le choix » entre un gouvernement discrédité et une nouvelle administration conservatri- » ce " ; ce ne sera rien moins que la *survie... du gouvernement démocratique » lui-même.* »

Le Fascisme est l'enfant naturel de la Démocratie. C'est que fascisme et démocratie ne sont que deux méthodes de gouvernement pour la bourgeoisie dans des circonstances historiques précises : le prolétariat n'a pas à défendre une forme contre l'autre, mais bien à frapper au cœur la bourgeoisie en abattant son Etat et en le remplaçant par sa propre dictature de classe.

LES PREMIERS SIGNES DE REVEIL DU DETACHEMENT ANGLAIS DE LA FUTURE ARMEE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT

La résistance de la classe ouvrière anglaise, suscitée par la pression énorme du Capital appuyée par l'Etat, s'amplifie toujours plus. Elle montre plusieurs aspects : lutte des ouvriers en riposte à la détérioration de leurs conditions de vie immédiates, tentatives d'échapper aux fausses directives de l'opportunisme syndical, matérialisées par le nombre des grèves sauvages et le début d'organisation de noyaux de shop stewards, enfin premiers symptômes donnés par la classe ouvrière de dépasser la résistance économique pour se placer sur le terrain politique.

Le tableau suivant montré la progression du nombre de grèves et du nombre

de journées de travail perdues (sources : " Times ", 27 novembre 1970, Pelling : History of Trade-Unions, Usine Nouvelle, 4 février 1971).

	61-64 en moy.	1965	1966	1967	1968	1969	1970 janv.-oct.
Nbre de jours de trav. perdus en millions	3,25	2,9	2,37	2,8	4,7	6,7	10,485
Nombre de grèves..	2430	2354	1937	2116	2378	3116	3725
MOTIFS :							
Part des grèves							
revendiquant direc- tement des augmen- tations de salaires (en %)		27,5	22,2	30,1	38,8	49,5	57,3
Part en % des grèves touchant les salaires (primes, etc.)		50,1	45,3	46,6	51,7	57,1	64,9
Grèves de solidarité (en nombre de grèves)		15	16	23	31	67	69

Ce qui se dégage de ce tableau, c'est l'ampleur et l'accélération de la riposte ouvrière qui suit l'accélération de la détérioration de ses conditions de vie. Elle est particulièrement nette depuis 1970, année qui détient le record du plus grand nombre de grèves et de journées de travail perdues par grèves depuis la grève générale de 1926. L'accélération se poursuit : alors que la moyenne du nombre de jours de travail perdus par mois en 1970 était de 900.000, on note (" Times ", 31 mars 1971) :

- en janvier 1971 : 2.000.000 de jours perdus ;
- en février 1971 : 5.000.000.

Dans les motifs de grève, on note la part de plus en plus importante des revendications directes d'augmentation de salaires qui montre combien est écrasant pour la classe ouvrière le poids du " redressement économique " de l'appareil de production capitaliste anglais ; elle montre aussi que l'attaque du Capital, qui se traduit dans tous les pays par les mêmes souffrances prolétariennes, amène internationalement la classe ouvrière à lutter pour les mêmes revendications fondamentales : augmentation de salaire, réduction du temps de travail, luttés au travers desquelles se forgera la conscience, matérialisée par le Programme communiste, de ses buts finaux et communs de classe internationale : la suppression de l'exploitation du travail salarié, réalisée par la dictature du prolétariat.

Il faut remarquer aussi l'augmentation, certes encore petite, mais en progression constante, des grèves de solidarité qui s'inscrit dans la voie de l'unité prolétarienne, et l'importance des grèves sauvages. En 1968, celles-ci représentaient 95 % des grèves ; en 1970, sur 11 millions de journées de travail perdues, quelques centaines de milliers seulement étaient dues à des arrêts officiels. Le " Times " du 11 décembre 1970 note que « sur 5.118 arrêts de travail enregistrés entre le 1^{er} juillet 1969 et octobre 1970, le Général Council du T.U.C. estime que 180 peuvent être rapportées au T U. C. ; depuis juin 1970, le T. U. C. en a reconnu 27. »

LE DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE RESISTANCE A L'OFFENSIVE DU CAPITAL

Déjà pendant la première guerre, le rôle de défense économique immédiate était dévolu localement aux délégués d'usines : le même phénomène s'est répété pendant et après la deuxième guerre mondiale.

La signature de conventions collectives nationales entre centrales syndicales et organisations patronales ou administrations publiques amène au niveau des lieux de travail de véritables négociations pour l'aménagement des conventions générales. Ces délégués, eux-mêmes membres d'un syndicat particulier, sont chargés par leurs camarades d'atelier, mais en dehors de toute influence des appareils syndicaux, de les représenter face à la maîtrise ou au patronat. A mesure que les résultats de la pratique de collaboration syndicats-patronat apparaissent toujours plus défavorables pour les ouvriers, notamment par les accords liant le salaire à la productivité, ceux-ci ressentent davantage la nécessité d'une défense immédiate même sur le plan local. C'est ainsi qu'en 1955 et 1961, et pour la seule métallurgie, le nombre des délégués (shop stewards) a augmenté de 40 %. Il y a cinq ans, on estimait qu'ils étaient dans les usines entre 120.000 et 150.000. Ils sont surtout présents dans les grandes usines, mais on estime que près de la moitié des syndiqués anglais sont groupés dans des organisations de délégués d'atelier ou y participent. C'est évidemment cette section de la classe ouvrière anglaise qui est la mieux organisée et souvent, bien sûr, la plus militante.

Tout au long donc de la vie du gouvernement travailliste dominé par la fameuse politique des revenus, les délégués ouvriers dans les usines mènent à l'échelon moléculaire une longue suite de luttes. La bourgeoisie anglaise ne s'y était pas trompée lorsqu'elle évaluait les chances de sa politique de blocage des salaires et des prix : « Une chose est pour le T.U.C. de signer la déclaration de principe (sur la politique des revenus), et pour ses délégués à la conférence du parti travailliste de saluer la promesse d'une " politique juste en matière de revenus ", mais c'est une tout autre chose que de la voir adoptée à l'échelon de l'usine. La mesure du succès que le T. U. C. et les syndicats y adhérant remporteront sur la base, dépendra étroitement de cette alternative : *ou bien ils pourront imposer leur volonté à la base, ou bien ils seront en mesure de la persuader de les suivre.* »

De façon paradoxale, la signature des nombreux accords de productivité qui incluaient tous des clauses d'abandon des règles syndicales (surtout celles tenant à la nature corporative des syndicats de métier), au lieu d'affaiblir le rôle des shop stewards, l'a au contraire renforcé. Il en a été de même avec l'introduction des systèmes de rémunération par études de postes, à la place du travail aux pièces.

La bureaucratie syndicale, de son côté, n'a pas manqué de réaliser le danger que représentait une telle implantation. Effectivement, bien qu'isolés les uns des autres dans un ensemble d'usines, les comités de shop stewards, qui ont eu pour caractéristique principale au début une extrême fragmentation, ont lentement réalisé la nécessité de liens, d'abord avec les éléments les plus combattifs des usines du même groupe d'industries, puis avec ceux travaillant dans les usines dépendant de ce groupe, mais menant une activité différente (fabrication ou réseau commercial), sous la forme de Comités de Liaison (combine committees). Dès qu'ils se manifestèrent, le T.U.C. déclara (1960) : « l'objectif des animateurs

» de ce type de mouvement est d'usurper la fonction essentielle de l'orientation générale des syndicats ou des fédérations syndicales. Les syndicats sont donc invités à mettre en garde leurs adhérents contre leur participation à des organismes de ce type (les comités de liaison) car elle est contraire aux obligations découlant de leur appartenance au syndicat. »

Le T.U.C. menaçait aussi : « Les syndicats doivent être plus vigilants, et si après un avertissement, un délégué relance des mouvements contraires aux règlements syndicaux ou aux conventions signées, ses pouvoirs devraient lui être retirés. »

Toute la législation mise en place actuellement vise précisément ces éléments, du fait de l'impuissance des directions syndicales à les contrôler.

Mais dans la mesure où le vote d'une loi anti-grève fournit l'occasion d'une campagne, il est clair que se trouvent réunies les conditions techniques pour la mise en mouvement de très vastes sections de la classe ouvrière. C'est ce qui explique le succès des journées de protestation contre la loi, successivement organisées depuis décembre 1970. L'importance de la participation aux premières à l'appel d'un « comité de liaison » inofficiel (grève du 8 décembre 1970 suivie par 400.000 ouvriers, grève du 12 janvier 1971, moins suivie car désorganisée par le T.U.C. qui, sollicité pour la rendre officielle, ne donne que le mot d'ordre de meetings à l'heure du déjeuner et après le travail) a surpris les dirigeants syndicaux qui ont alors d'eux-mêmes lancé des mouvements pour ne pas se trouver coupés de leur base (journée du 21 février, réunissant un million de participants à Londres).

NECESSITE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Mais le T.U.C. lui-même sort renforcé de ce genre de démonstrations dans la mesure où aucun programme politique de classe ne se trouve opposé à la politique offensive de la bourgeoisie anglaise. Dans une certaine mesure, la situation peut être comparée à celle des années 1925, où la difficile reconversion de l'économie britannique à la fin de la première guerre impérialiste entraîna différentes catégories à des luttes fragmentaires, mais où un très solide réseau de comités ouvriers était implanté, ayant gagné la confiance de la classe ouvrière tout au long des années de guerre en la défendant pied à pied de l'offensive bourgeoise contre son niveau de vie et du zèle de garde-chiourmes des bureaucraties syndicales au nom de l'Union Sacrée.

C'est ainsi que J. T. Murphy, délégué du mouvement des shop stewards, analysait à son retour de Moscou la situation en Angleterre : « ...8 millions de travailleurs organisés, une armée puissante, ne peut se prévaloir d'une seule victoire obtenue ces dernières années par le mouvement ouvrier. Comment se fait-il que le prolétariat anglais se laisse ainsi abattre et se soumette sans livrer bataille de façon unifiée et décisive. C'est la question primordiale que les ouvriers doivent poser au T.U.C. et y répondre de façon satisfaisante. En ce qui nous concerne, nous disons : les ouvriers d'Angleterre sont organisés dans des syndicats mais ne sont pas organisés en classe. Ils ne possèdent pas d'organisation de classe capable de mener toute la classe ouvrière à la victoire. »

Il faut en effet se souvenir qu'en Angleterre, jamais la classe ouvrière n'a disposé d'un Parti politique. Le parti travailliste n'a jamais eu d'autre lien avec

la classe ouvrière que celui du parlementarisme, lien en tous points semblable à celui qu'a eu dans le passé ou conserve aujourd'hui n'importe quel parti bourgeois face à sa clientèle électorale.

La différence existant entre le parti travailliste et un parti bourgeois quelconque tient dans les relations qu'il a avec le mouvement syndical. Formellement, il est l'expression des intérêts ouvriers sous la forme de groupe de pression au sein du Parlement. En fait, le parti travailliste est l'expression politique de la petite-bourgeoisie, mais sa politique ne sert rien d'autre que le grand capital.

Cinquante ans après l'analyse de J. T. Murphy, l'appel qu'il lançait à la construction de noyaux révolutionnaires conserve toute sa valeur. L'attaque concertée de la bourgeoisie anglaise, sous son masque travailliste ou conservateur, ne peut qu'aller en se développant, avivée par les difficultés de la compétition internationale et de la course au profit. Le visage purement répressif de l'Etat démocratique le plus vieux du monde apparaîtra de plus en plus.

Dans la mesure où un fossé de classe se creuse au niveau des luttes économiques, les milliers d'unités combattives tendant au programme révolutionnaire (et aujourd'hui isolées ou fourvoyées dans les formations gauchistes), ne peuvent qu'être aimantées par les positions marxistes authentiques pour concourir à la formation du Parti révolutionnaire.

En effet, aucune "ouverture à gauche" n'est possible, car la création tardive du C.P.G.B. (parti communiste anglais) et son développement au sein d'un contexte international contre-révolutionnaire lui ont très vite interdit tout rôle déterminant ou exemplaire. Le C.P.G.B. n'a plus depuis longtemps d'autre perspective que celle d'une démocratie anglaise rénovée, sans avoir eu jamais le rayonnement militant de ses frères italiens ou français. Profondément démocratique, le C.P.G.B. est mort-né, et les premières phases de la longue bataille qui s'engage en Angleterre le trouvent stérilisé d'avance.

TROTSKY ET LA GAUCHE COMMUNISTE ITALIENNE

L'offensive contre ce qu'on appelle le «bordighisme», c'est-à-dire contre la revendication intégrale du marxisme comme corps de doctrine invariant, comme théorie scientifique de la révolution prolétarienne née d'une vision globale, matérialiste et dialectique du monde, ne date pas d'aujourd'hui. Forte de l'expérience qu'elle a acquise dans un pays de démocratie capitaliste développé, la Gauche « italienne » défend depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine théorique sans lequel ni le parti ni la classe prolétarienne ne peuvent vivre et dont elle est le seul courant à avoir une compréhension correcte. C'est ainsi qu'elle a constamment souligné qu'entre tactique et stratégie, il existait un rapport dialectique qui devait être scientifiquement saisi, ce qui a évité de faire la moindre concession aux fétiches bourgeois combien usés de la Liberté et de la Démocratie. C'est précisément pour cette raison que les tendances de toutes nuances qui réduisent Marx et ses disciples à des icônes barbues inoffensives et qui se disputent la prééminence dans le développement de la doctrine marxiste s'acharnent unanimement contre la Gauche, qu'en fonction de leur personnalisme pernicieux, elles réduisent d'ailleurs à l'activité théorique et pratique d'un « grand personnage », Amadeo Bordiga, comme il convient à des gens qui se placent sur le terrain contre-révolutionnaire de la « culture » et de l'éducation.

Cela explique également qu'après avoir observé à notre égard, pauvres « fossiles » que nous sommes, un silence dédaigneux et suffisant, tous nos adversaires solent passés à l'attaque ouverte, au dénigrement explicite, tout comme au temps de la chasse stalinienne aux sorcières « trotsko-bordighistes », lorsque le « communisme » officiel dénonçait l'internationalisme prolétarien comme une... « propagande de la Gestapo ». Et ces adversaires ne sont plus tellement les vieux scélérats asservis aux bûreaux de Moscou qui ont assassiné les bolchéviks en les présentant comme « politiquement dépassés », quand ils ne les accusaient pas d'être directement payés par Hitler ou par le Mikado. C'est plutôt la soi-disant extrême-gauche extra-parlementaire (ce qui ne veut pas forcément dire anti-parlementaire) tout naturellement engendrée par les multiples courants petits-bourgeois immédiatistes, spontanéistes et libertaires dans lesquels s'est cristallisée la critique démocratique et individualiste de la social-démocratie, du stalinisme et des manifestations du capitaliste sénile qu'avec son anti-fascisme inévitable, elle a décorées des qualificatifs ronflants de « totalitarisme », « bureaucratisme », etc...

Ces mouvements petits-bourgeois font généralement partie des « amis de Moscou » et hésitent aujourd'hui encore entre l'apologie du stakhanovisme et celle du « socialisme sucrier » des Caraïbes. Ils regardent avec sympathie ou vont jusqu'à qualifier de « socialiste » l'accumulation primitive du capital dans les zones arriérées, comme par exemple la Chine. Ils font donc directement ou indirectement l'apologie du capitalisme, tout en refusant ou contestant ses ultimes conséquences inévitables. Loin d'être un hasard, cela découle de l'idéalisme et du vellétarisme typiques des classes moyennes auxquelles l'Histoire ne laisse aucun rôle autonome. Qu'elle soit prise dans l'acception populiste radicale

et jacobinisme propre à la phase initiale d'accumulation du capital, ou au contraire dans son acception parlementaire et corporativo-fasciste, la Démocratie est une forme spécifique de l'inter-classisme et donc de l'anti-communisme. Or c'est bien elle que l'on trouve dans toutes les théories de ces « gauchistes » qui, bien que professant leur foi dans la classe ouvrière et le communisme, ne voient dans la classe qu'une entité sociologique et refusent donc de la considérer de façon dialectique et matérialiste dans sa fonction historique. Voilà pourquoi lesdits « gauchistes » acceptent en fait l'idée de l'*unité populaire* en même temps que la *pluralité des intérêts immédiats et locaux au sein même du prolétariat*. Ces deux positions typiquement contre-révolutionnaire renaissent continuellement au cours du développement de la société bourgeoise chaque fois que le parti révolutionnaire unitaire et international fait défaut, et ce dernier ne ressuscite qu'à condition d'exprimer le programme immuable de la révolution prolétarienne, mission historique de la classe ouvrière.

La maladie des affinités

Ce qui est en question ici, c'est l'ABC du communisme. Du *Manifeste à Que Faire ?* ; des grandes polémiques de Lénine et Trotsky contre Kautsky aux Thèses de Rome (1), le marxisme, du fait de sa conception particulière du déterminisme dialectico-matérialiste, considère le problème du Parti comme le problème fondamental, comme le point d'appui de la praxis révolutionnaire (le fameux *renversement de la praxis*, généralement si mal compris). Le fait que des maîtres de la doctrine et de l'action révolutionnaires tels que Trotsky et Rosa Luxembourg, par exemple, ainsi que des groupes militants de la valeur du Spartakusbund se soient éloignés de cette façon de poser le problème n'est certainement pas de nature à infirmer le marxisme aux yeux des communistes authentiques qui ne se laissent pas influencer par le prestige et le mérite de tel ou tel militant, de telle ou telle organisation parce qu'ils savent bien que la valeur des militants et des groupes se ramène à leur capacité de se faire les porte-parole du programme communiste. Or ce programme est issu de l'exaspération des contradictions capitalistes et non des élucubrations d'un quelconque cerveau, aussi génial fût-il, ni même d'un cénacle ou d'un groupe de combat aussi généreux qu'on voudra.

Malgré leurs prétendues audaces théoriques, les discussions d'aujourd'hui continuent à suivre les voies immuables du révisionnisme, dans ce sens qu'elles continuent à « remettre en question » précisément tout ce qui caractérise le marxisme comme doctrine révolutionnaire scientifique qui s'oppose tant à l'utopisme qu'au sociologisme bourgeois. Or en politique, ce qui caractérise le marxisme c'est la nécessité du Parti et de la Dictature, et l'opposition aux « immortels principes » de l'idéalisme bourgeois. Et en théorie, c'est le matérialisme dialectique, c'est-à-dire le déterminisme et la conception « catastrophiste » de l'histoire.

Qu'elles le veuillent ou non, ces tendances commencent maintenant à donner un nom à leur adversaire de toujours. Médiocres imitatrices d'un opportunisme aussi vieux que le mouvement ouvrier, elles se rendent compte d'un fait historiquement établi : à travers l'effroyable succession de défaites et de mystifications auxquelles le prolétariat a été et continue à être soumis, un petit noyau de militants a su tenir ferme, indifférent aux persécutions tant morales

(1) Il s'agit des thèses sur la tactique adoptée par le P. C. d'Italie à son 2^e Congrès national (1922).

que physiques, et suivre son chemin, déjà tracé par le programme immuable de la révolution, en laissant dire les gens, même quand ils étaient d'illustres représentants du mouvement ouvrier comme Léon Trotsky et Nicolas Boukharine. Ce noyau de militants n'a pas, pour obtenir d'être reconnu ou réhabilité, à étaler ses mérites historiques devant les responsables et les profiteurs de la défaite prolétarienne, et encore moins devant les tribunaux « impartiaux » de soi-disant « spécialistes honnêtes » (1), qui ne sont jamais que des apologistes du capitalisme, de quelque couleur qu'il soit. L'œuvre des révolutionnaires se mesure avec une aune exactement opposée à celle qu'utilisent les fervents des « valeurs » reconnues et proclamées éternelles. Le futur révolutionnaire communiste de l'avenir reconnaîtra non seulement qu'Un Tel « avait raison », mais que des forces anonymes constituées par des militants attachés au programme communistes sont restées obstinément fidèles à l'orientation marxiste même au plus fort de la contre-révolution et pendant la période de la plus terrible stagnation de la lutte prolétarienne, résistant à toutes les suggestions qui auraient pu les inciter à suivre le courant, à tomber dans l'éclectisme, dans les manœuvres volontaristes ou encore dans un attentisme fataliste.

Si les capitulards d'hier et d'aujourd'hui nous approuvaient, s'ils trouvaient chez nous une plate-forme sur laquelle ils pourraient se placer, bref si leur manie des blocs les rapprochaient de nous qui avons toujours dénoncé le cancer du frontisme, ce serait très mauvais signe, mais ce n'est heureusement pas le cas.

Dans toutes les situations contre-révolutionnaires comme celle d'aujourd'hui on a périodiquement vu reflourir la tentation des coalitions, et l'expérience passée n'est pas inutile puisqu'elle montre comment le mouvement communiste a toujours su réagir avec la plus extrême intransigeance contre ce genre de tentation dont il faut fermement se garder parce qu'elle pousserait le Parti à abdiquer sa mission et sa raison d'être.

La « valeur de l'isolement » est une vieille thèse de la Gauche italienne qui sut rester seule tout comme à leur époque Marx et Engels, conscients de représenter à eux seuls le parti historique du prolétariat, tout comme à la sienne Lénine dont le camarade Ioffé, contraint au suicide par les persécutions stalinienne, rappelait significativement dans sa lettre d'adieu « l'inflexibilité, la décision de continuer si nécessaire *tout seul* l'œuvre commencée, et de ne pas dévier, certain que l'avenir reconnaîtrait la justesse de sa voie ». Invité par cette même lettre à « ne pas craindre d'être abandonné par beaucoup et de ne pas être suivi aussi vite que nous voudrions », Trotsky ne sut, hélas, pas comprendre toute la portée du message de Ioffé, au grand dam de la cause communiste. Et pourtant, Trotsky n'avait-il pas lui-même enseigné qu'aussi paradoxal que cela puisse sembler aux orateurs opportunistes cherchant les effets faciles dans leurs discours du dimanche, le trait distinctif de l'opportunisme est, dans un certain sens, *l'impatience* ? Affligé de la manie du « concrétisme » et de l'obsession idéaliste et volontariste d'influer en toutes circonstances sur le réel, l'immédiatisme s'asservit totalement à la réalité massive du

(1) Comme par exemple celui qui fut organisé par Léon Trotsky aux Etats-Unis pour démontrer l'inanité des accusations portées contre les pévénus des procès de Moscou et de leurs propres aveux. Par la suite, après le XX^e Congrès, les « trotskystes » n'ont pas craint de réclamer pour leurs morts le « bénéfice » de la réhabilitation proposée par Krouchtchev aux « victimes innocentes » de Staline... c'est-à-dire aux staliniens !

moment, même et surtout quand cette réalité va se dégradant sans pour autant devenir plus rationnelle parce qu'elle est minée par le travail souterrain, mais inévitable de la vieille taupe de la révolution qui prépare l'explosion d'une réalité nouvelle.

Ce sont précisément les immédiatistes qui, prêtant main forte aux représentants les plus sérieux du culturalisme « de gauche » crient le plus fort dans la campagne « anti-bordighiste » menée par la Sainte-Aalliance sordide qui ferait regretter les Stirner et les Proudhon et dans laquelle on voit se coaliser les staliniens et les « déstalinisateurs », de vieilles canailles du Komintern dégénéré comme le révérend Humbert-Droz et des intellectuels snobs de toute espèce, des aventuriers de l'intelligentsia philosophante, des social-patriotes déclarés, des trotskystes ayant mal tourné, adulateurs de Mao, de Che Guevara, Rudi Dutschke, Cohn Bendit et consorts.

Les trotskystes sont devenus des agents tout particulièrement zélés de cette campagne, et avec leur éclectisme habituel, ils rassemblent tous les arguments imaginables pour une virulente offensive contre nous qui contraste avec le ton de « dialogue serein entre camarades » dont ils ont coutume d'user dans leurs tortueux travaux d'approche avec les héritiers de Staline, bourreau du bolchevisme et assassin de Trotsky lui-même, avec les tenants de l'Internationale Deux et Demi du fétide Bauer ou même avec ceux qui brandissent le drapeau noir de la malheureuse Vendée de Cronstadt sur laquelle le Trotsky que nous revendiquons n'hésita pourtant pas à abattre l'impitoyable épée révolutionnaire, comme les bolchevicks n'avaient pas hésité à faire briser par la Tchéka les menées contre-révolutionnaires des « populistes » ou des « libertaires » alliés de l'impérialisme dans l'extermination des militants communistes.

Trotsky : lumières et ombres

Ce n'est ni d'aujourd'hui ni d'hier que les trotskystes ont rompu avec tout ce qui se rattache de près ou de loin à la tradition révolutionnaire, et ils ont réalisé avec le sang de Trotsky le même trafic que la prêtraille avec le révolutionnaire gaillén d'il y a deux mille ans. Point n'est besoin d'études nouvelles pour établir que Trotsky lui-même a malheureusement accueilli des éléments étrangers au marxisme dans les plate-formes de lutte successives et souvent contradictoires qu'il a établies contre le stalinisme après la précoce disparition de Lénine, tout comme lorsqu'avant l'Octobre rouge il agissait sans Lénine et contre lui. C'est ainsi qu'il alla jusqu'à opposer de diverses manières la démocratie au totalitarisme, à adhérer au second conflit impérialiste sous le prétexte de défendre l'U.R.S.S. et de combattre le fascisme (1) et jusqu'à admettre que la démocratie puisse être nécessaire pour corriger et tempérer des excès politiques sur la base d'un socialisme économique, fut-il embryonnaire (2). Quelque déplaisir que cela puisse causer, on ne peut donc se contenter de dire que les épigones de Trotsky ont « trahi » leur maître, bien que ce soit vrai. Si l'on est un marxiste et non un chercheur sentimental de « héros » et de « modèles », il faut aussi reconnaître que adns la mesure où on peut parler de « trotskysme », c'est-à-dire dans la mesure où existe une pensée de Trotsky distincte du

(1) L'éclectique Daniel Guérin a eu le front de s'en féliciter !

(2) Cf " La révolution trahie ", où Trotsky fait dériver le «bureaucratisme» du socialisme inférieur dans lequel le critère bourgeois de distribution « à chacun selon son travail » reste en vigueur !

marxisme tel que l'ont élaboré les fondateurs du socialisme scientifique et tel que Lénine l'a restauré contre les sociaux-démocrates, un élément aberrant s'est glissé dans cette pensée qui, rigoureusement développée, devait conduire à des déviations sur des points fondamentaux. Et ce n'est pas un hasard si, au moins en partie, la façon fautive dont la III^{me} Internationale a posé les questions tactiques a contribué à la formation de cet élément aberrant, façon imposée par l'influence importante que le social-démocratisme exerçait encore à peu d'exceptions près sur la gauche du mouvement ouvrier agissant dans l'aire décisive des pays capitalistes avancés.

Trotsky lui-même a déploré la très mauvaise qualité des sections de sa IV^{me} Internationale dans laquelle s'était regroupée toute une racaille de pseudo-intellectuels épouvantés par les divers totalitarismes. Mais ce fait lui-même jette une lumière révélatrice sur la nature des tactiques « intermédiaires », de la maladie des mots d'ordre « transitoires » et enfin du démocratisme qui avaient rendus possibles de tels phénomènes, à condition bien entendu d'en faire une analyse matérialiste et non pas une chronique mesquine. Pour défendre la tradition révolutionnaire du marxisme, le chef de l'Armée Rouge a conduit de magnifiques et terribles batailles aussi bien à sa table de polémiste dans son train blindé qu'à cheval, revolver au poing face aux tanks démocratiques qui visaient au cœur la Russie des Soviets. Si ses épigones avaient jamais été sincèrement dévoués à cette tradition, ils ne pourraient pas nourrir contre les « dogmatiques », les « talmudistes » que nous sommes la haine exaspérée et véritablement stalinienne jusque dans les formes qu'ils nous témoignent. De tels retournements de position peuvent bien se produire dans des cas individuels d'ailleurs peu fréquents, mais ils sont impossibles de la part d'un appareil international de cadres. Il faut donc que le vice soit profond, comme cela apparaît d'ailleurs dans le titre douteux de « trotskystes » que Trotsky lui-même repoussa continuellement de façon expresse, même lorsqu'il revendiquait la paternité du développement de théorie de la révolution permanente et affirmait, contre l'évidence historique, que Lénine s'était « converti » en avril 1917 à la vision qu'il avait exposée dans son pamphlet de 1905 *Bilan et Perspectives*. Car qu'est-ce que le trotskysme, si ce n'est le lien qui rattache le Trotsky d'après Lénine à celui d'avant 1917 qui fut en majeure partie anti-Lénine (1), lien que Trotsky tantôt nie tantôt revendique ?

Un faux grossier

C'est dans cette perspective marxiste qu'il faut considérer un libelle comme " Trotsky et le communisme italien " de l'Italien Silvano Corvisieri (Rome 1969) qui reprend l'argumentation des précédents essais d'un autre Italien, Livio Maitan, parmi lesquels " Actualité de Gramsci et politique communiste ", dans l'intention de faire coïncider trotskysme et gramscisme et qui n'hésite pas à assimiler la lutte de l'Opposition de Gauche contre le stalinisme en Russie à celle de Gramsci et des ex-ordinovistes contre la gauche marxiste et « italienne »

(1) Il est superflu d'ajouter que cela ne justifie pas, même partiellement, les accusations portées contre Trotsky par la fraction stalinienne, expression de la contre-révolution montante. En effet, le « léninisme » inventé par cette faction avec le concours théorique — c'est malheureux à dire — de militants comme Zinoviev et Boukharine représentait, sous l'absurde prétexte de développement créateur la position exactement et diamétralement opposée à la restauration du marxisme effectuée par Lénine contre l'« enrichissement » et le « perfectionnement » révisionniste, qu'il fut de droite, de gauche ou du centre.

ou « bordighiste ». Même s'il se trouve des militants « français » au point de considérer que cette polémique ne les concerne pas, nous ne jugeons pas inutile de réfuter une thèse aussi mensongère et absurde puisqu'elle contribue à fausser la juste compréhension du passé du mouvement international du prolétariat dont le mouvement français n'est qu'une partie.

Pour le trotskyste d'opérette Corvisieri, les « bordighistes » auraient, tout comme les staliniens, ignoré que le problème de fond était celui de la *démocratie*, tant comme régime intérieur du parti (centralisme démocratique) que comme moment de développement social intermédiaire entre capitalisme et socialisme. Cette dernière conception part de l'idée que la démocratie est un élément commun au capitalisme et au socialisme, avec cette différence qu'elle est purement formelle dans le premier, tandis qu'elle est l'essence même du second : ici, le « programme de transition » et les réminiscences luxembourgiennes rejoignent les mystifications du renégat Kautsky ! A ces « historicistes absolus » admirateurs de Gramsci, il ne vient même pas à l'esprit d'...historiciser (1) la démocratie et par conséquent de considérer les conditions qui légitiment et imposent le recours du mécanisme démocratique à l'intérieur du parti ou les mots d'ordre démocratiques dans la lutte sociale, ce qui les conduirait à conclure que ces conditions résident dans l'immaturité de la société pour une révolution socialiste pure

Dans cette conception, comme déjà dans certaines affirmations de Trotsky, la « révolution permanente » perd la signification qu'elle avait chez Marx de *révolution double* — c'est-à-dire de révolution à la fois démocratique et socialiste, bourgeoise et prolétarienne — pour devenir synonyme de révolution en général, si bien que la révolution socialiste y apparaît absurdement comme une révolution également démocratique dans son élan initial *même dans les conditions du capitalisme avancé des métropoles impérialistes*. C'est cette extension grossière du schéma de la révolution russe à l'Occident que l'ouvriériste et concrétiste Gramsci proposait comme un modèle que la volonté hégémonique et dimiurgique du Parti devait réaliser, non sans l'avoir auparavant présentée comme une preuve de l'inanité du *Capital* et de toute la doctrine marxiste. C'est ici le lieu de rappeler que ce sont justement ceux qui donnaient la Russie en modèle et voulaient généraliser partout la transcroissance (expression de Lénine) de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste qui y avait été nécessaire (1) qui refusaient et refusent encore de reconnaître les caractéristiques universelles du pouvoir prolétarien énumérées par Lénine par exemple dans sa " *Maladie infantile du communisme, le gauchisme* " et qui sont la *terreur*, la *dictature du parti*, *l'exclusion absolue des blocs*. Ces caractéristiques étaient déjà présentes dans la double révolution de Russie, mais il est évident qu'elles seraient réapparues à plus forte raison encore dans l'Occident capitaliste où la révolution doit être purement socialiste et où la dictature doit donc reposer non plus sur une alliance du prolétariat et de la paysannerie, mais sur le seul prolétariat. Dans son magnifique " *Terrorisme et Communisme* " que les « trotskylogues » payés à tant la ligne ignorent presque systématiquement, Trotsky lui-même a démontré que si un bloc entre bolcheviks et socialistes-révolutionnaires ou mencheviks de gauche avait été impossible en Russie même sur des objectifs

(1) C'est-à-dire de comprendre la démocratie pour ce qu'elle est, à savoir une forme politique transitoire, liée à la propriété privée et, à l'époque contemporaine, au capitalisme.

(2) Lénine parlait de « transcroissance » dans le domaine politique et nullement économique : c'est ce qu'ont oublié tous ceux qui ont parlé de « construction du socialisme dans un seul pays ».

partiels, il devait être non seulement impraticable, mais mortel en Occident, car si en Russie la révolution poursuivait des objectifs démocratiques dans le domaine économique, en Occident elle aurait pris un caractère exclusivement prolétarien et socialiste même dans ce domaine.

Indubitablement, si l'Internationale communiste a suivi une ligne politique de nature à aggraver les difficultés déjà terribles que rencontrait la révolution mondiale, c'est pour un ensemble de causes objectives. La première réside dans son origine même, c'est-à-dire dans le fait qu'elle inclut des « ailes » entières de la Seconde Internationale infectée de la pire forme d'opportunisme qui, selon Lénine, était le centrisme maximaliste. C'est ensuite la déformation des rapports entre les différentes sections qui en résulta et qui consiste en ce que ce fut justement la section russe qui se trouva à la tête de la III^{me} Internationale alors que, selon Lénine encore, la révolution russe serait apparue comme une révolution « arriérée » si le prolétariat avait pris le pouvoir en Occident. Or en Russie les forces de l'accumulation primitive devaient nécessairement monter avec la puissance d'une marée sans que le parti bolchevique puisse les contrôler, soit parce qu'il avait été terriblement éprouvé par la guerre civile, soit parce qu'il n'était pas soutenu, mais au contraire poussé à des déviations par les sections étrangères qui dès l'origine étaient pour la plupart politiquement corrompues, et de toutes façons paralysé par la stagnation du mouvement prolétarien mondial. C'est en raison de toutes ces circonstances que l'Internationale se trouva dominée par un parti qui s'appuyait non pas sur une seule, mais désormais sur deux classes, le prolétariat et la paysannerie petite-bourgeoise, et qu'elle élaborait donc une ligne politique reflétant les contradictions mortelles de cette dernière. Une fois la contre-révolution consommée en Russie, cela la conduira à devenir un frein à la révolution mondiale et un moyen de sabotage contre elle (qu'on songe à la Chine de 1927 !), et c'est précisément cette contre-révolution qui sera en dernière analyse responsable de cette fatale évolution et qui en bénéficiera. Du fait de leur isolement, les bolchevicks ne purent pas résister à la pression matérielle de la situation russe, c'est-à-dire contrôler dans l'intérêt du prolétariat l'accumulation capitaliste qui ne pouvait manquer de se produire dans leur pays ; mais avant même d'être conduite à sa perte par la contre-révolution intérieure, l'Internationale dirigée par le P.C.U.S. donna les premiers signes de fléchissement qui ont consisté dans la politique du front unique et dans une attitude pleine d'espoir à l'égard de la social-démocratie et de la démocratie en général.

L'investiture donnée par Moscou au groupe ordnoviste dirigé par Gramsci et Togliatti alors que la majorité du Parti communiste d'Italie suivait encore la Gauche dirigée par Bordiga, l'épisode grotesque de la récupération de quelques « tertzini » (1) au prix de contorsions dues au fait que le parti n'était pas comme en France un agrégat de fractions social-démocrates et syndicalistes-révolutionnaires, mais avait une saine origine marxiste — tous ces faits témoignent de la responsabilité de la direction dans la dégénérescence de l'I.C. qu'il serait mesquin et contraire à la vérité historique de faire retomber sur les épaules du seul Zinoviev. En effet comme représentant de premier plan de l'I.C. et du Parti bolchevique Trotsky en personne prit une part importante et bien connue dans l'élaboration et la diffusion de la tactique du front unique et dans la formulation des « mots d'ordre démocratiques » et des « objectifs intermédiaire-

(1) Tel était le nom donné en Italie aux réformistes partisans de l'adhésion à la Troisième Internationale, non par conviction politique, mais pour des raisons... d'opportunité, le prestige du bolchévisme étant alors grand dans les masses prolétariennes.

res » qui constituèrent par la suite la substance de son fameux « programme de transition ». La logique de ce programme s'appuie sur une erreur fondamentale de théorie et de méthode et elle correspond en substance à une déviation idéaliste estimant que c'est la connaissance, l'intuition ou, pis, la persuasion qui mobilisent les masses, et non des nécessités objectives inconscientes, les seules en réalité à pouvoir assurer la rencontre du mouvement réel avec l'élément subjectif, c'est-à-dire avec le parti détenteur du programme communiste et la domination du second au sein du premier qui prend ainsi la physionomie et le sens en accord avec la tâche historique à remplir. Cette conception est indubitablement une synthèse des manœuvres tactiques que l'Internationale Communiste a d'abord acceptées, puis préconisées, pendant toute l'époque des quatre premiers Congrès (1919-1923), mais surtout lors du troisième et du quatrième (1921-1922) que Trotsky revendiqua intégralement, et cette synthèse s'est accompagnée de la réaffirmation de quelques thèses démocratiques à l'usage interne du parti prolétarien. Et si à la différence de la Gauche « italienne », Trotsky revendiqua toujours la totalité des thèses des troisième et quatrième Congrès, c'est que celles-ci se rattachaient à la lutte récente qu'il avait conduite contre Staline, malheureusement sur le même terrain que lui (démocratie dans le parti, consultation de la base, etc...) ou encore, non pas avec l'action théorique et pratique consignée dans des textes admirables comme " *Terrorisme et Communisme* ", " *Les Enseignements de la Commune de Paris* " et quelques écrits militaires comme ceux sur " *L'Armée permanente et la Milice* " etc..., mais avec les vieilles positions d'avant Octobre qu'il avait lui-même répudiées.

Le fait d'avoir proposé le front unique a eu sa conséquence logique dans l'appréciation que Trotsky donna de la politique qu'on dirait aujourd'hui « gauchiste » de la « troisième période » de l'I. C. (1) et des événements espagnols de

(1) Voici ce que Trotsky dit de la " troisième période " dans " Et maintenant ? ", sa lettre d'Alma-Ata au VI^e Congrès de l'I. C. datée du 12 juillet 1928 :

« La seconde moitié de 1923 fut une période d'attente tendue de la révolution en Allemagne. La situation fut jugée trop tard et avec hésitation... le changement de tactique fut entrepris au dernier moment ; le tout se termina par une capitulation effrayante de la direction du Parti Communiste allemand cédant sans combat des positions cardinales à l'ennemi... Mais la claire compréhension de ce qui s'était passé et de ce qui était imminent fut... condamnée comme " esprit de liquidateurs ". Le V^e Congrès (N. d. R. il s'agit du Congrès de l'Internationale qui eut lieu en 1924) d'une façon démonstrative **s'orienta vers l'insurrection en présence du reflux politique** (N.d.R. mots soulignés par nous, car ils sont la meilleure caractérisation de la " troisième période "); il dérouta ainsi d'un coup tous les Partis communistes et sema parmi eux la confusion. 1924, l'année du revirement brusque et net vers la stabilisation devint l'année des aventures en Bulgarie, en Esthonie, du cours ultra-gauche en général qui se heurtait de plus en plus à la marche des événements. C'est à partir de ce temps que l'on commence à chercher des forces révolutionnaires toutes faites, en dehors du prolétariat, d'où l'idéalisation de partis pseudo-paysans, le flirt avec Raditch et La Folette, l'exagération du rôle de l'Internationale paysanne au détriment de l'Internationale Syndicale Rouge, les faux jugements sur la direction des Trades-Unions, les omittés par dessus les classes avec le Kuomintang etc... Toutes ces béquilles sur lesquelles le cours ultra-gauche tenta en aventurier de s'appuyer devinrent par la suite les fondements principaux du cours nettement de droite qui se substitua au premier quand les ultra gauchistes ne se retrouvèrent plus dans la situation en face de laquelle ils étaient et se brisèrent contre le processus de stabilisation (N. d. R. il s'agit d'une stabilisation de la situation économique du capitalisme permise par les échecs retentissants de l'Internationale déboussolée par ses volte-face tactiques) de 1924-25.

1934-39, mais elle devait énormément affaiblir sa lutte contre la prétendue « bolchevisation » qui appliqua contre l'Opposition russe les mêmes critères tactiques que ceux qu'il avait défendus contre la Gauche « italienne ». La chose est particulièrement évidente pour des marxistes (et non, cela va de soi, pour des Corvisieri et Cie) à propos de l'Italie où l'éviction de la direction de gauche que Trotsky avait facilitée et même désirée toujours au nom du « front unique » eut lieu bien avant la fausse « bolchevisation » qui le frappa lui-même en Russie et préluda à la chasse aux sorcières qui suivit l'inféodation de l'Internationale au stalinisme, comme Trotsky le constatera trop tard dans son exil de Constantinople où, le 27 mars 1929, il écrira : « Après la mort de Lénine, presque tous les participants aux quatre premiers Congrès, et en tous cas, tous les participants *influents* furent exclus de l'Internationale communiste... Cette lutte rageuse contre la direction communiste était nécessaire aux staliniens pour réaliser une politique anti-léniniste » (" *Ecrits* ", 1928--40, Paris, 1955, volume I, p. 58).

Pour apporter de l'eau à son moulin, Corvisieri exagère donc évidemment lorsqu'à propos de l'Exécutif élargi de juin 1922 il parle du pilonnage auquel Gramsci « fut soumis à Moscou sur l'initiative de divers dirigeants et en particulier de Trotsky, afin qu'il retouche les thèmes favoris de l'ordinovisme à la lumière de l'expérience léninienne » (texte cité, p. 19). Il tombe dans une ridicule encore plus grande lorsqu'il écrit avec un aplomb incomparable qu'il est « juste d'attribuer à l'originalité et à la force de la pensée gramscienne la source la plus riche de l'argumentation anti-bordighiste » (nous y reviendrons !), mais il n'a pas tort d'affirmer (p. 22 du même texte) que, « s'il est juste de considérer que Gramsci serait entré dans tous les cas en conflit avec Bordiga, il est cependant juste de rendre à César ce qui est à César, c'est-à-dire ce qui appartient à l'Internationale et à Trotsky ». C'est bien ce que nous disons, précisément !

Le prétendu léninisme de Gramsci

Sous la pression du centrisme logé dès le début dans ses partis-membres (à commencer par le Parti allemand, dont l'importance est décisive) et qu'aggrave la stagnation du mouvement révolutionnaire européen, l'Internationale s'engagea sur une pente dont on vit bientôt qu'elle devait fatalement la conduire à l'abandon total des buts révolutionnaires en écartant la direction de gauche qui avait fondé le Parti communiste d'Italie pour la remplacer par le groupe de l'*Ordine nuovo* de Gramsci et Togliatti. Ce groupe présentait en effet une physionomie nettement centriste (au sens social-démocrate) et il était lié aux débris du maximalisme lâche et bavard de Serrati. En dépit de la sottise légende sur le « léninisme » des ordinovistes, ce groupe tirait en outre son origine d'une expérience intellectuelle tout à fait étrangère au programme marxiste de la dictature du prolétariat et à la conception marxiste du parti, qu'il remplaçait tous deux par un gradualisme éducationniste et spontanéiste et par une version modernisée du mutualisme proudhonien. La preuve décisive de cette orientation contre-révolutionnaire de l'Internationale fut donnée par la manière dont cette direction italienne, comme toutes les directions nouvellement installées par Moscou à la tête des divers partis, se rangea sous le drapeau du stalinisme, accord qui ne fut suivi que beaucoup plus tard de certains désaccords individuels qui n'avaient d'ailleurs aucun caractère prolétarien, mais étaient au contraire de nature démocratique et social-démocratique.

Il est certain que les dirigeants de l'Internationale pré-stalinienne — Trotsky y compris — ont eux-mêmes creusé la fosse dans laquelle le Parti bolchevique et ses meilleurs militants devaient finalement être précipités, non pas par le fulgurant Bonaparte que certains redoutaient et croyaient reconnaître dans le fondateur de l'Armée Rouge, mais par un second « Napoléon le Petit », Staline, le terne organisateur géorgien.

Les événements ont donc démenti la conviction de Trotsky qui croyait que grâce au filtre des « conditions d'admission », l'Internationale communiste avait déjà « bolchevisé » pour de bon ses partis-membres en éliminant tous les éléments opportunistes. Par malheur, la trame du filtre était beaucoup trop grossière, et l'Internationale, qui aurait dû être un Parti communiste mondial unique, ne fut guère qu'une fédération de partis passablement disparates. En réalité, ses dirigeants, et Trotsky lui-même, ont toléré et même favorisé plus ou moins consciemment les courants opportunistes dans l'espoir illusoire qu'ils s'adapteraient « automatiquement » à une situation révolutionnaire sous la pression des événements et grâce à la spontanéité des masses. Or une fois parvenus à la direction des Partis communistes occidentaux, ces courants acceptèrent en bloc le nouveau cours contre-révolutionnaire imprimé par Moscou à l'Internationale et ils en assurèrent l'universalisation qui, sans eux, n'aurait pas été possible, continuant l'œuvre de diversion et de perversion des énergies prolétariennes accomplies antérieurement à la perfection par la droite social-démocrate et par le centrisme maximaliste (en Allemagne, les « Indépendants »).

Pour revenir à nos moutons, il est nécessaire de faire la différence qui s'impose entre un Trotsky et un Gramsci, et également entre des Zinoviev, Kamenev, Boukharine et un Gramsci. Gramsci en effet est un représentant de l'opportunisme petit-bourgeois qui se trouve résumer dans sa pensée toutes les déviations possibles et imaginables, de Proudhon à Bakounine et de Lassalle à Bernstein: gradualisme, éducationnisme, propension aux blocs nationaux-populaires, ouvriérisme spontanéiste et libertaire, socialisme d'entreprise et corporatiste. Par contre, les militants russes plus haut cités sont les représentants d'un parti marxiste auxquels leurs fatales erreurs n'enlèvent rien de leur valeur et de leur grandeur historique, pas plus que les concessions et les capitulations auxquelles ils furent amenés n'empêchent qu'ils étaient des révolutionnaires que les staliniens, héritiers des bourreaux social-impérialistes d'Allemagne et d'ailleurs, durent supprimer physiquement, mais ne purent amener à renier la Révolution.

Le léninisme de Gramsci n'a jamais été qu'une invention stalinienne, et toute l'histoire réelle s'inscrit en faux contre la prétention des Maitan, Corvisieri et consorts de ressusciter cette légende morte. Pourtant, leurs tentatives grotesques ne s'arrêtent pas là, et dans leurs buts ils n'hésitent pas à atténuer les termes dans lesquels Gramsci attaqua la conception *internationaliste* de la révolution défendue par Trotsky désormais vaincu, attaque dans laquelle il fit preuve d'une prodigieuse, quoique savante ignorance et aussi d'une bonne dose de mauvaise foi (1).

1) Notons que, dans la foulée de l'idéaliste et hégélien Croce, Gramsci défendait également des idées que Staline illustrera plus tard dans son écrit de 1952 sur la linguistique tandis que Boukharine, lui aussi vaincu, défendait contre lui le matérialisme historique et dialectique.

Il est vrai par contre que, dans ses terribles glissades anti-fascistes, à propos notamment de la troisième période, Trotsky en est venu à partager certaines conceptions gramsciennes, sans pourtant aller jusqu'à l'apologie de ce « bloc historique national-populaire », sur lequel même le gauchiste le plus mou pourrait aujourd'hui ironiser (1).

Le fait que cela ait pu se produire prouve seulement ce que nous avons toujours dit : parti comme Rosa Luxembourg de prémisses erronées, Trotsky a su les corriger et, dans le feu de la guerre des classes, défendre non seulement pratiquement mais théoriquement l'*orthodoxie marxiste* avec une force exceptionnelle, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché chez lui des retours de flamme en contradiction évidente avec ses affirmations précédentes. Ce n'est pas du tout le cas de Gramsci. Comme disait Lénine, « on peut comprendre que les aigles descendent au niveau des poules, mais les poules ne peuvent jamais atteindre les hauteurs où planent les aigles » (l'aigle étant ici Léon Trotsky).

Cela dit, négligeant la simple chronique si chère aux « historiographes », on peut tirer au clair l'attitude prise par Trotsky dans son affrontement avec la Gauche italienne, et en particulier le soutien qu'il accorda au groupe des « Trois » (Tresso - Leonetti - Ravazzoli) qui constitua la soi-disant « Nouvelle Opposition italienne » (NOI) et qui, avant de se désagréger, fit partie de l'Opposition internationale trotskyste, qui présentait déjà les caractéristiques d'hétérogénéité et d'éclectisme que l'on retrouvera plus tard dans la IV^{me} Internationale.

De ces « Trois », deux finirent dans la fange social-démocrate et stalinienne, tandis que le troisième (en l'occurrence Leonetti) est récemment entré dans les rangs des historiographes sur commande. Cela n'empêche pas Corvisieri d'essayer d'établir une continuité entre Trotsky et Gramsci par l'intermédiaire de ce groupe dans son essai sur « Trotsky et le communisme italien », et il manque à ce point du plus élémentaire sens du ridicule que, dans ce but, il décerne sans vergogne un certificat d'anti-stalinisme à la bolchévisation ! Toutes ces déformations de l'histoire réelle pour conclure que les positions de Trotsky étant différentes de celles de la Gauche italienne sur la question du front unique (belle découverte !), elles coïncident nécessairement avec celles de... Gramsci : qu'on admire cette logique ! C'est ainsi que l'analyse du trotskyste de service vient coïncider avec celles des charlatans du cirque national-stalinien selon lesquelles le « léninisme » aurait été introduit dans le Parti Communiste d'Italie par le courant gramscien alors qu'au moment de la scission des communistes d'avec les sociaux-démocrates à Livourne (janvier 1921), le courant de l'*Ordine nuovo* venait tout juste de se débarrasser de son interventisme, de son hostilité à la forme Parti et de ses sympathies pour le maximaliste centriste, ennemi de la scission avec la droite social-démocrate !

Populisme démocratique gramscien

Pour défendre sa thèse, notre historiographe fait flèche de tout bois et il n'hésite pas à paraphraser des expressions désavouées par la suite par leur auteur lui-même empruntées à « *Nos tâches politiques* » (Genève 1904) de

(1) C'est le cas de l'Italien Alberto Asor Rosa, membre du P. S. I. U. P., dans « *Ecrivains et Peuples* ».

Trotsky pour apparenter le « bordighisme » au stalinisme en les présentant tous deux comme des courants inspirés par « le substitutionnisme », c'est-à-dire par la manie de substituer le Parti à la classe. Certes Lénine, et davantage encore Trotsky, ont affirmé des choses discutables sur la « conquête de la majorité » ; mais dans toutes leurs œuvres, (dans le « *Que Faire* » ? de Lénine et, pour Trotsky, dans les œuvres postérieures à 1917), on trouve cette idée (déjà claire dans le *Manifeste* de 1848) que c'est le Parti qui confère à la classe son existence authentique et en fait une force agissante de l'histoire, « un être en soi et pour soi ». Il est vrai que Trotsky a été partisan du front unique et que cela constituait une très grave erreur tactique (dont Lénine avait annoncé lui-même par avance les funestes conséquences pour la Hongrie) dont on pouvait déjà mesurer les effets désastreux en Europe centrale à la veille du III^{ème} Congrès de P.C., mais cette tactique était encore bien loin de signifier une révision de la conception marxiste du Parti combattue par les spontanéistes, les communistes de conseil (Pannekoek - Goeter - Korsch - les I.W.W des U.S.A. et leurs semblables) et les ordinovistes. Elle sera de même foulée aux pieds plus tard par le stalinisme qui n'a pas été autre chose que l'épuisement et par conséquent la destruction du Parti par sa subordination aux exigences de l'Etat et de l'accumulation nationale de l'U.R.S.S., dont la direction et le contrôle auraient en réalité dû être assurés par le Parti. C'est grâce à cette subordination que le Parti fut progressivement vidé de son contenu, c'est-à-dire de son programme, bien avant même d'être supprimé formellement comme cela se produisit quand Staline procéda à la dissolution du Komintern en hommage aux démocraties impérialistes avec lesquelles l'U.R.S.S. était désormais alliée. (1)

Avec un manque de principes digne d'un historiographe, Corvisieri n'hésite pas à se réclamer du « désaccord de Trotsky avec Lénine lui-même avant 1917 » pour avaliser quelques phrases banales et générales de Gramsci sur le caractère imprévisible du processus révolutionnaire (ce qui revient à envoyer au diable la doctrine marxiste, comme, dans son anti-marxisme viscéral, Gramsci le souhaitait d'ailleurs lui qui voyait dans l'Octobre russe « *la révolution contre "Le Capital" de Karl Marx* ») et sur le suivisme à l'égard des masses théorisé comme règle d'un parti exerçant une hégémonie fondée sur le consensus de ces mêmes masses. « Le mouvement spontané des masses révolutionnaires », voilà le fantôme devant lequel s'inclinait Gramsci qui ne démontrait pas (lui, le philologue !) comment les masses peuvent être définies *en soi* comme « révolutionnaires » sans le Parti, c'est-à-dire sans le programme, qui d'autre part se réduit pour Gramsci à la « conception officielle ». Ce que Gramsci raille, c'est bel et bien la théorie marxienne de la rencontre entre le mouvement revendicatif de la classe et la conscience incarnée dans le Parti, dans une situation de crise révolutionnaire, mais toute son ironie ne suffit pas à expliquer comment la convergence dialectique entre la classe ouvrière et le programme communiste serait objectivement possible autrement. Cela n'est pas mal de la part d'un concrétiste, et cela démontre combien peu il avait analysé le « modèle » d'Octobre qu'il prétendait avoir en permanence sous les yeux, mais dont il ne retenait

1) Cette dissolution du Komintern fut d'ailleurs saluée par la "Chigago Tribune" du 16 mai 1943 comme « un triomphe diplomatique de portée beaucoup plus grande que les victoires de Stalingrad et de Cap Ben ». Le même journal expliquait : « Le monde respire, la vieille folie de Trotsky est abandonnée ! Le rêve de Marx est fini. Staline a tué les derviches de la foi marxiste, il a livré au pourreau les bolchéviks qui voulaient régner sur le monde, qui voulaient la révolution universelle. »

en réalité que les *aspects populaires et antiféodaux* et tout au plus l'aspect jacobin de la période d' « économie de guerre » du communisme de guerre, ignorant au contraire tout ce qui, dans ce formidable « assaut au ciel », était effectivement international et social-prolétarien.

Dans ces conditions, on comprendra que Corvisieri tire avantage de la lettre de Gramsci du 9 novembre 1924 dans laquelle se trouvent les perles suivantes, qui sont des échos de la polémique de Trotsky contre la troïka Zinoviev - Kamenev - Staline : « dans toute l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, Trotsky fut politiquement plus à gauche que les bolcheviks » et « en novembre 1917, Lénine et la majorité du Parti se sont alignés sur les conceptions de Trotsky ». En réalité, ce sont ceux des bolcheviks (1) qui, avant avril 1917, avaient oublié que malgré son caractère bourgeois, la révolution russe réclamait l'action autonome du prolétariat tendant à instaurer sa dictature en s'appuyant sur les paysans dans la perspective de la révolution permanente (*Lénine : Lettre de Loin*) qui trouvèrent commode d'accuser Lénine de « trotskysme » à son retour en Russie, alors qu'il ne faisait que reprendre les *raisons de la scission de 1903*, donc les thèses de 1905 relatives à la *transcroissance* de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne (*Lénine : Deux tactiques*).

En réalité, Gramsci se plaçait du point de vue d'une *majorité nationale* (on sait comment elles se conquièrent...) alors que, d'accord avec l'Opposition naissante en U.R.S.S., la Gauche italienne se plaçait du point de vue d'une *minorité internationale* : il ne pouvait faire une meilleure démonstration de « vote nationale au socialisme » et de démocratisme du nombre, d'autant plus que cette claironnante « majorité nationale » n'était pas autre chose que le reflet administratif... de la majorité conquise dans l'Internationale par la contre-révolution stalinienne ! Aussi Corvisieri ne trouve-t-il pas de meilleur argument pour dissimuler les infamies anti-trotskyistes de Gramsci que de prétendre qu'elles étaient en réalité dirigée contre la Gauche de Bordiga, ce qui prouve bien que l'anti-bordighisme est la préoccupation dominante de tous ces anti-staliniens d'opérette, et que pour eux « la fin justifie les moyens ». Pour combattre Bordiga donc, le « grand esprit » tant vanté par la culture bourgeoise italienne, Antonio Gramsci, n'a pas hésité à dire les âneries les plus énormes, attribuant par exemple à Trotsky la théorie du « socialisme dans un seul pays » (2). Il est vrai qu'il fera ensuite amende honorable dans ses *Quaderni*, et alors qu'en 1925, en confondant Trotsky avec Staline (pure inadvertance ?), il semblait s'élever contre le renvoi de la révolution aux calandes grecques, il fera cette fois sienne la théorie du socialisme national dans la perspective ultraturatienne, d'une « guerre de positions » comportant la conquête graduelle des organes du pouvoir bourgeois et de l'économie sous la domination du capitalisme : ultimes fruits de l'ordnovisme que « *Il Soviet* » de Bordiga avait prévus dès les premières notes qu'il avait consacrées à ce courant !

La Gauche italienne, Trotsky et les épigones

Prenant le problème de front, Amadeo Bordiga écrivait le 8 février 1925 à *l'Unité* dans une lettre qui ne sera publiée que le 8 juillet : « En admettant

1) Ceux que Lénine a combattu à partir d'avril 1917 sous le nom de « vieux bolchéviks »

(2) On peut s'en assurer en lisant le compte rendu de son intervention au Comité central du P. C. d'Italie le 6 février 1925.

qu'il existe un nouveau trotskysme — ce qui n'est pas le cas — il n'est aucunement lié à l'ancien (c'est-à-dire à la critique du jeune Trotsky contre Lénine avant 1917, NDR). Le nouveau, dans tous les cas, serait à gauche, alors que l'ancien était à droite. Entre les deux se place une période de magnifique activité communiste de Trotsky que tous les autres collaborateurs de Lénine ont reconnue comme rigoureusement bolchevique. Où donc la polémique de Lénine contre les opportunistes social-démocrates se trouve-t-elle mieux soutenue en effet que dans les écrits de Trotsky, et en particulier dans *Terrorisme et Communisme* ? » Transfuge de la Gauche, Terracini objectera le 29 juillet dans son article « Les tendances de l'Internationale, Trotsky et l'extrême-gauche italienne » que sur le front unique et sur le « gouvernement ouvrier et paysan », Trotsky et la Gauche italienne ne concordaient pas, contribuant à l'élimination de l'adversaire le plus proche (Bordiga) pour ensuite retourner son arme contre le plus lointain (Trotsky). Le débat (si on peut dire...) se poursuit avec des articles du même style et par un discours de Scoccimaro à l'Exécutif élargi de 1925, discours dont le vide désespérant démontre, entre autres choses, comment, dévorés de l'envie d'avoir leur part de la manne moscovitaire, les divers « théoriciens » du Parti communiste d'Italie s'assénaient mutuellement des coups, si bien que tandis que Gramsci accusait la Gauche italienne de « substitutionnisme » (1), Scoccimaro la traitait au contraire de « spontanéiste », ce qui serait amusant, si cela ne témoignait de la complète absence de sérieux dans laquelle nos adversaires étaient désormais tombés !

Tout cela n'empêche pas notre trotskyste contemporain Corvisieri de conclure après une page et demie consacrée aux *Quaderni* de Gramsci qui sont une « somme » de national-populisme et de nostalgie pour le... courant modéré du Risorgimento : « Ce qui ressort, c'est que la pensée de Gramsci aboutit aux mêmes conclusions politiques que Trotsky, tout en suivant une voie autonome nourrie par l'expérience conselliste d'une part et par celle de la lutte contre la gauche bordighienne de l'autre » (p. 49). En fait, cette splendide « voie autonome » a été « nourrie » (?) par l'ouvriérisme anti-parti de Gramsci et par ce chef-d'œuvre théorique que fut la polémique dont nous avons parlé ci-dessus, conduite sous la pression administrative... et financière de Moscou et destinée à couvrir de magnifiques manœuvres gramsciennes comme l'appui donné par la nouvelle direction du Parti communiste à l'opposition parlementaire de l'Aventin au fascisme ou encore la main tendue à la « gauche populaire » ! Et c'est bien en vain que Corvisieri tente de tracer une délimitation entre Gramsci et Staline en prétendant (2) que « le véritable centralisme démocratique avait été appliqué par Gramsci dans le P.C.I. en opposition à la bolchévisation du parti telle que l'entendait Staline », comme si des intentions subjectives pouvaient estomper le phénomène tragiquement réel de la *destruction de l'Internationale* qui fut décoré par Staline du nom trompeur de « bolchévisation », destruction que Trotsky reconnut — tardivement, il est vrai —, *mais en aucune façon Gramsci !*

La seconde partie du chef-d'œuvre de Corvisieri a trait aux rapports entre la Gauche italienne émigrée (" groupe Prometeo ") et Trotsky, rapports dans lesquels la « Nouvelle Opposition » des « Trois » plus haut citée ne s'immisça

1) C'est-à-dire de défendre une doctrine dans laquelle la classe était « remplacée » par le Parti.

(2) Dans un écrit d'avril 1968, intitulé « Bandiera rossa dans la résistance romaine ».

que pour y jeter la confusion, et en dernière analyse au détriment de Trotsky lui-même.

Notons au passage que pour y minimiser la portée anti-trotskyiste des *Quaderni* de Gramsci, Corvisieri se livre à des hypothèses dignes de roman policier sur son attribution consciente des positions de Staline à Trotsky et ses falsifications, alors que ce sont les *solutions politiques* qu'il développe dans cet ouvrage à partir des prémisses ordinovistes qui jurent avec les thèses bolcheviques défendues par Trotsky en dépit de toutes ses déviations. Même si, par absurde, Gramsci n'avait pas voulu attaquer Trotsky, son gradualisme éducationniste et national-populaire resterait inconciliable avec le soufre révolutionnaire qui ne disparaît jamais complètement de l'œuvre théorique et pratique du théoricien de la résolution permanente. Entre un héros de la gauche bourgeoise et un martyr de la révolution prolétarienne, il y a malgré tout une belle différence, que Corvisieri est bien impuissant à abolir avec son affirmation non démontrée : « En 1930, tout comme auparavant dans la lutte contre le primitivisme et le sectarisme bordighistes, ce qui unissait Trotsky et Gramsci (et la Nouvelle Opposition qui reliait ces deux grandes personnalités) étaient les principes du marxisme-léninisme ». Des formules de ce genre sont *beaucoup moins vraisemblables* que celles, archi-connues, sur la continuité Gramsci-Togliatti. Comme de coutume, les historiographes perdent de vue les lignes de démarcation fondamentales, ce qui est naturel, puisqu'ils ne connaissent le marxisme qu'à travers les déformations que lui fait subir la « culture » courante, si bien qu'on ne peut même pas leur reprocher d'être des renégats comme par exemple Kautsky qui, avant sa trahison, ne fut pas, lui, un marxiste pour rire !

Après avoir absurdement identifié Gramsci et Trotsky, notre historiographe établit un dualisme parfaitement ridicule entre Gramsci et Tasca. Or dès 1912-1913, Tasca fut un précurseur de l'éducationnisme ordinoviste, et le fait qu'en 1926, Gramsci parle encore du socialisme comme *objectif final* (comme « programme maximum », selon la terminologie social-démocrate), incluant le fascisme parmi les vieilleries particulières à l'Italie qui auraient selon lui rendu nécessaires ces « phases intermédiaires », démocratiques, etc..., n'enlève rien à sa responsabilité dans la théorie de la *révolution populaire* qui, à y regarder de près, a constitué le fond de la tactique dite de la « troisième période ». Par ailleurs, toute la théorisation que Gramsci a donnée du *bloc historique* atteste qu'il n'a fait, comme Staline le souhaitera plus tard, que « ramasser les drapeaux de la liberté démocratique trainés dans la boue par la bourgeoisie » (1). Il est vrai que pour notre historiographe, ce ne sont là que visions de « certains hypocondres néo-bordighiens »... on voit que les néo-gramsciens atteints de trotskomanie vivent en pleine hallucination !

De toutes façons, il est clair que pour Corvisieri, la question décisive est celle des « objectifs démocratiques et transitoires ». Indubitablement, il a raison quand il dit qu'ils sont communs à Gramsci et à Trotsky qui, dans l'Internationale, cria avec Zinoviev le mot d'ordre de « Liberté ! » ; mais il a absolument tort dans son appréciation globale, et plus encore quand il rapproche

(1) Cette phrase de Staline semble copiée sur celle que Mussolini a prononcée à Dalmine le 20 mars 1919 : « Le drapeau national n'est pas un chiffon, même si d'aventure la bourgeoisie parvenait à le traîner dans la boue ».

« bordighistes » et staliniens dans le refus de la démocratie ! En réalité, tout en reprenant le thème de la révolution populaire, les staliniens se refusaient à admettre qu'en cas de guerre, le prolétariat puisse être une nouvelle fois asservi (ce qui ne s'est malheureusement que trop vérifié !) aux illusions démocratiques, attitude évidemment plus que contradictoire. C'est précisément parce que la Gauche italienne en exil voyait bien ce danger, surtout en cas de conflit mondial entre les « démocraties » et le « totalitarisme », qu'elle insistait sur la nécessité pressante de détruire tous les ponts susceptibles de reconduire le prolétariat et sa direction à la remorque de la bourgeoisie démocratique, justement. Pour les staliniens de la « troisième période », cela ne pouvait tout simplement pas se produire (et c'est pourtant ce qui s'est vérifié avec la seconde guerre mondiale). Quant à Trotsky lui-même, il s'imaginait que les résultats « démocratiques (c'est-à-dire *bourgeois* !) de la défaite du mouvement prolétarien pouvaient faire l'objet des « revendications immédiates » de la classe ouvrière et des mots d'ordre d'agitation du Parti de classe. Plus encore, il confondait les aires géo-historiques de la révolution double et de la révolution socialiste pure, ce qui était déjà impliqué dans sa définition de la transformation socialiste comme réalisation *jusqu'au bout* des tâches démocratiques (1) et dans sa vieille opposition aux *Deux Tactiques* de Lénine.

Il ne s'agissait donc pas ici seulement de l'erreur banale consistant à prôner l'« élasticité tactique », à considérer comme illimitée la gamme des manœuvres tactiques possibles, telle qu'elle s'est manifestée dans des mots d'ordre inconsistants comme le « gouvernement ouvrier et paysan » ; il s'agissait bel et bien de l'introduction d'objectifs propres à la *première* phase de la *révolution double* (soumise, comme en Russie, au processus de « transcroissance » de la révolution permanente) dans une aire historique de capitalisme avancé où la révolution ne peut être dès l'origine que *purement socialiste*. On voit bien dans ce cas comment une conception en somme métahistorique de la révolution permanente a conduit Trotsky à abandonner la distinction des aires historiques faite par Marx, qui considérait que l'époque de la révolution double en Europe s'était achevée en 1871.

1) En réalité, la réalisation « jusqu'au bout » des tâches démocratiques qui s'est produite dans les premiers mois de la révolution d'Octobre 1917, ne suffisait pas à créer *ipso facto* les conditions d'une transformation socialiste de la Russie, comme Trotsky lui-même dut bien le reconnaître dans sa lutte contre Staline, sans se résigner toutefois à considérer l'U. R. S. S. d'après 1927 comme du capitalisme pur et simple.

La question espagnole

A ce sujet, on ne peut pas dire que Trotsky n'ait pas su prendre de temps à autre des positions justes, mais il ne commencera à rectifier le tir qu'une fois la « troisième période » terminée, à l'époque des « fronts populaires ». On peut le constater dans la malheureuse *question espagnole* sur laquelle les démocratiniens sont particulièrement intéressés à répandre encore aujourd'hui des larmes de crocodile afin d'en dissimuler la portée réelle. En fait, il s'agit d'une révolution prolétarienne avortée et acéphale dont, tout d'abord, le cours a été détourné vers le lit de la conservation bourgeoise, puis qui a été écrasée physiquement grâce à une réorganisation politico-économique favorisée par l'impérialisme mondial et dont l'actuel Caudillo est bien le dernier à avoir le « mérite » en dépit de ses rodomontades « anti-bolcheviques », car ce sont en réalité les staliniens et leurs amis, ministres anarchistes compris, qui ont mené la vraie « croisade anti-bolchevique », de même que c'est au Saint-Office démocratinien que les mercenaires de la G.P.U. ont préparé l'assassinat qui sera perpétré en 1940 à Coyocan contre Trotsky.

Il faut noter que dans sa polémique avec "Prometeo", organe de la Gauche italienne dans l'émigration, Trotsky a d'abord défendu des positions qu'il condamnera lui-même quand elles seront défendues par des courants centristes au cours de la guerre civile d'Espagne. Dans « La Révolution espagnole et les tâches communistes », Trotsky écrit en effet : « Le mot d'ordre de République est bien » entendu aussi un mot d'ordre du prolétariat. Mais pour lui, il ne s'agit pas » simplement du remplacement d'un roi par un président, mais d'une radicale » épuration de toute la société des immondices du féodalisme... Plus la lutte de » l'avant-garde prolétarienne pour les mots d'ordre démocratiques sera audacieu- » se, résolue et impitoyable, et plus vite elle conquerra les masses et sapera les » assises des bourgeois républicains et des socialistes réformistes, plus sûrement » leurs meilleurs éléments se rangeront à notre côté, et plus vite la république » démocratique s'identifiera dans la conscience des masses avec la république » ouvrière » (Prinkipo, janvier 1931).

S'alignant sur cette position (1), la Nouvelle Opposition Italienne écrivait le 15 août 1931, à propos des objectifs démocratiques : « ...C'est par cette voie que » les travailleurs espagnols arriveront à leur République des Soviets ; c'est par » cette voie que les travailleurs italiens arriveront, après avoir détruit le fascis- » me, à l'instauration de leur pouvoir prolétarien. La stratégie et la tactique » bolchevico-léninistes qui sont indiqués aujourd'hui dans tous les écrits du » camarade Trotsky sont la seule stratégie et la seule tactique qui, fondées sur » l'expérience d'Octobre 1917, ouvrent la voie à la victoire du prolétariat. La » présomption d'opposer à cette ligne stratégique et tactique une autre ligne » — celle de "Prometeo" (2) — ne peut conduire que dans les bas-fonds du » sectarisme, lequel, en définitive, n'est qu'un autre masque de l'opportunisme ».

(1) Nous ne dirons rien des opinions de différents membres de la N.O.I. en désaccord avec les positions de Trotsky, tel que Ravazzoli qui donnait une définition stalinienne du fascisme, ou Bavassano qui n'était pas pour les mots d'ordre démocratiques.

(2) "Prometeo" rejetait l'assimilation de l'Espagne et surtout de l'Italie à la Russie d'avant 1917 et du même coup « la stratégie et la tactique » des mots d'ordre démocratiques.

Dans leur propre « présomption », les gens de la N.O.I. ne craignaient pas d'écrire, comme le rapporte Corvisieri, que « même les bordighistes sont convaincus de la théorie du social-fascisme et ne distinguent pas entre Kornilov et Kérensky ». Or, en décembre 1937, Trotsky lui-même écrivait : « Le fascisme, » c'est la réaction non pas féodale, mais bourgeoise ; que contre cette réaction » bourgeoise, on ne puisse lutter avec succès que par la force et les méthodes » de la révolution prolétarienne, c'est là une notion que le menchevisme, lui- » même rameau de la pensée bourgeoise, ne veut ni ne peut faire sienne... Dans » la lutte contre la révolution socialiste, le démocrate Kérensky avait d'abord » cherché un appui dans la dictature militaire de Kornilov, puis il avait tenté » de rentrer à Pétrograd dans les fourgons du général monarchiste Krasnov ; » d'autre part, les bolcheviks, pour mener la révolution démocratique jusqu'au » bout, se trouvèrent contraints de renverser le gouvernement des charlatans et » des bavards démocratiques. Par cela même, ils ont mis fin en passant à toutes » les tentatives de dictature militaire ou fasciste.

« La révolution espagnole démontre une nouvelle fois qu'il est impossible de » défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par » les méthodes de la réaction fasciste ».

Les gens de la N.O.I. auraient donc pu s'écrier que Trotsky ne distinguait pas, lui non plus, « entre Kornilov et Kérensky » ! Ajoutons (car là l'explication de Trotsky est déficiente) que, comme la Gauche italienne l'a pour sa part souvent démontré, on ne peut comparer le fascisme, forme très moderne d'organisation étatique de l'époque impérialiste, avec les vellétés de restauration de l'ancien régime russe par l'intermédiaire du général des Cent Noirs ! En Espagne, même si la bourgeoisie industrielle était faible et si le poids local des propriétaires terriens était grand, la réaction n'en fut pas moins celle du capitalisme mondial, avec la présence très active du très moderne impérialisme allemand !

Les contradictions de Trotsky sont manifestes, spécialement lorsqu'en 1937 il examine la politique du P.O.U.M. (1) et du Bureau de Londres en général. Il reproche en effet à cette organisation son asservissement à la cause de la démocratie bourgeoise, visible dans son engagement à « défendre la République » dans les rangs de l'armée républicaine. Il s'agissait alors d'une situation du type de celle qui avait été prévue au point 31 des « Thèses de Rome » (2). Par consé-

(1) C'est-à-dire Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, organisation centriste résultant d'une fusion entre le Bloc Ouvrier et Paysan de Joaquim Maurin et de trotskystes dont le plus fameux est André Nin, assassiné par la G.P.U. au cours de la guerre civile.

(2) Le point 31 des « Thèses sur la Tactique » adoptées par le Parti Communiste d'Italie à son Second Congrès tenu à Rome en 1922 disait ce qui suit : « Dans la phase » « plus haut définie comme celle du pouvoir démocratique bourgeois, les forces politiques » « sont généralement divisées en deux courants ou " blocs " : la droite et la gauche qui » « se disputent la direction de l'Etat.

« Les partis sociaux-démocrates, coalitionnistes par principe, adhèrent plus ou moins » « ouvertement au bloc de gauche. Le Parti Communiste n'est pas indifférent aux dévelop- » « pements de cette lutte, que ce soit parce qu'elle soulève des points et des revendications » « qui intéressent les masses prolétariennes et concentrent leur attention ou parce que sa » « conclusion par une victoire de la gauche peut réellement aplanir la voie à la révolution » « prolétarienne. Quant au problème de l'opportunité tactique d'une coalition avec les éléments » « politiques de gauche, il faut l'examiner sans apriorisme faussement doctrinal ou sotté-

quent l'ironie dont fait preuve Trotsky dans le passage suivant vient mal à propos et frise le ridicule quand il écrit : « Chercher à donner une réponse aux » questions qui surgissent dans la situation de 1930 en se reportant à la plate- » forme de 1925 signifie vouloir conserver une politique indéterminée et évasive ».

Ce que Trotsky et l'Internationale n'ont jamais compris, c'est qu'une tactique qu'on déterminait au jour le jour en fonction « des changements de situation » au lieu de la définir à l'avance, en fonction d'un nombre déterminé et nécessairement limité de situation historiques possibles, ne pouvait avoir aucune valeur scientifique et que cette indétermination ne pouvait qu'ouvrir la porte à toutes les improvisations et donc à des surprises désorientantes affaiblissant nécessairement le Parti : et cela, seule la Gauche italienne l'a montré.

Face à l'Italie, l'attitude de Trotsky fut pourtant la même que face à l'Espagne, alors que même en laissant de côté toutes les considérations qui s'imposent sur la façon dont les bolchéviks utilisèrent le mot d'ordre de la Constituante, rien ne peut effacer le fait qu'une éventuelle révolution en Espagne et en Italie n'aurait pas eu du tout les mêmes tâches que la révolution d'Octobre 1917 en Russie, surtout la révolution en Italie qui aurait trouvé face à elle un capitalisme concentré et développé, une vieille tradition de démocratie parlementaire et enfin une bourgeoisie capable de changer les formes extérieures de sa domination, alors qu'en Russie, elle s'était montrée incapable même seulement de remplir le vide laissé par l'effondrement de l'autocratie semi-féodale.

La Gauche italienne dans l'émigration

A la différence de Trotsky, les représentants émigrés de la Gauche italienne ne posaient pas le problème de la nature de l'Etat russe sur la base exclusive du schéma de la « disparition de la propriété privée des moyens de production ». Ils affirmaient en effet en juin 1929 : « Nous avons toujours considéré la ques- » tion de la nature de cet Etat d'un point de vue dialectique. Par conséquent si » nous avons reconnu la nature prolétarienne de cet Etat du point de vue des » répercussions qu'il avait sur la lutte de classe et sur l'économie mondiale, nous » avons aussi souligné que ses destinées et son influence sur la révolution mon- » diale dépendaient uniquement du fait que la politique pratiquée par le Parti » russe et celle de l'Internationale étaient orientées vers les mêmes idées que » celles qui l'emportèrent lors de la fondation de l'Internationale et qui sont » considérées aujourd'hui comme un crime contre le Parti. »

La Gauche italienne considérait donc qu'en reniant les principes théoriques

« ment sentimental et puritain. On doit partir du fait que le Parti Communiste ne dispose
« d'une initiative de mouvement qu'autant qu'il est capable de poursuivre avec continuité
« le travail d'organisation et de préparation d'où lui vient l'influence qui lui permet d'appe-
« ler les masses à l'action. Il ne peut donc se proposer une tactique répondant à un critère
« occasionnel et momentané, quitte à prévoir une brusque volte-face au moment où elle
« apparaîtrait dépassée, et un changement de front qui transformerait en ennemis les
« alliés de la veille. Si le Parti ne veut pas compromettre sa liaison avec les masses et la
« possibilité de la renforcer au moment où cela sera le plus nécessaire, toutes ses déclara-
« tions et attitudes publiques devront traduire sa continuité de méthode et d'intentions,
« c'est-à-dire être en parfaite harmonie avec la propagande pour la lutte finale et la pré-
« paration à celle-ci. »

et pratiques du Communisme, l'Etat soviétique changeait de nature (nature essentiellement politique, comme elle eut l'occasion de le montrer (1), c'est-à-dire qu'il perdait purement et simplement sa nature prolétarienne. Le second conflit impérialiste soumit ces deux positions à l'épreuve du feu. "Prometeo" déclarait le 12 avril 1936 : « Il est nécessaire que Trotsky dise clairement s'il » entend capituler et inviter les ouvriers à capituler eux aussi devant le centrisme russe (2) au cas où éclaterait une guerre impérialiste à laquelle l'U.R.S.S. » participerait... De semblables déclarations, même lorsqu'elles sont accompagnées » par des dénonciations solennelles des crimes et des erreurs de la bureaucratie » centriste, représentent une trahison ouverte au prolétariat russe et mondial à » une époque où la guerre impérialiste est à l'ordre du jour. »

On sait aujourd'hui qu'au moins dans ses textes tardifs, Trotsky n'a pas pris seulement une position de défense de l'U.R.S.S., mais qu'il a eu une attitude d'interventionniste démocratique (3). Son dernier article, par exemple, contient

(1) Il est clair que si on avait exigé de l'Etat soviétique qu'il ait réalisé le socialisme, fût-il seulement du stade inférieur, pour lui reconnaître une nature prolétarienne, jamais cette nature n'aurait pu lui être reconnue, même dans les années héroïques de la guerre civile et du défit ouvert au capitalisme mondial, puisque de l'aveu même de Lénine il ne s'agissait pas en Russie de passer au socialisme, mais beaucoup plus modestement, de l'économie petite-bourgeoise et capitaliste privée (nepmen) au capitalisme d'Etat. Or si en politique il est possible de « faire des choix » (et donc de choisir la voie révolutionnaire plutôt qu'aucune autre, quitte à mourir debout), en économie le « choix » est matériellement déterminé par le développement des forces de production, et donc tout autre que « libre », contrairement à ce qu'imaginent les gens qui confondent socialisme et... gestion ouvrière des entreprises héritée de l'ère bourgeoise. Dans ces conditions, à moins de tomber dans un ultimatum de type « conseillisme hollandais », (« ou tu fais le socialisme ou je ne te considère pas comme un Etat prolétarien »), force était bien d'admettre que le critère pour juger de la nature de l'Etat russe était un critère politique : faisant ce qu'il pouvait dans le domaine économique, l'Etat russe était-il ou non une force auxiliaire de la révolution internationale par sa politique intérieure et mondiale ? Telle était la seule question, contrairement à ce que Trotsky, furieusement accroché à son critère formel de la nationalisation de la grande industrie, n'est jamais arrivé à comprendre, en dépit d'intuitions exactes et de déclarations fulgurantes.

(2). C'est-à-dire devant la fraction au pouvoir en U.R.S.S. qui, formellement, se situait entre la gauche de l'Opposition trotskyste et la droite boukharinienne, toutes deux battues et écrasées.

(3) Les textes rassemblés et préfacés par D. Guérin aux Editions "La Taupe" sous le titre Léon Trotsky, "Sur la seconde guerre mondiale", ne laissent aucun doute à ce sujet. Guérin qui vit de publications ayant trait au mouvement ouvrier, mais qui n'est qu'une canaille éclectique, ose y écrire sans en tirer la moindre conclusion politique, c'est-à-dire la moindre condamnation de principe : « ...Il y avait deux hommes en Trotsky : d'une » part un internationaliste révolutionnaire porte-parole d'une IV^e Internationale ; d'autre » part un militant et un gouvernant demeuré foncièrement fidèle à la Révolution qu'il » avait lui-même dirigée et à la puissance militaire qu'il avait créée. Il est naturel que le » premier Trotsky ait eu tendance à considérer la deuxième guerre impérialiste mondiale » avec une optique analogue à celle du Lénine de "Contre le courant", c'est-à-dire d'un » point de vue strictement défaitiste révolutionnaire, souhaitant la défaite de tous les pays

une ébauche particulièrement significative de révision du défaitisme révolutionnaire, avec des justifications théoriques du type « créatif » comme la suivante : « l'actuel conflit, comme nous l'avons déjà dit souvent, n'est que la continuation » de la dernière guerre. Cependant, continuer ne signifie pas répéter, mais « développer, approfondir, aiguïser ». Une enquête ayant révélé que 70 % des travailleurs américains étaient favorables à la conscription, Trotsky écrit le 4 août 1940 : « Nous nous rangeons du même côté que les 70 % de travailleurs. » Nous disons : vous, travailleurs, vous voulez défendre la démocratie. Nous, nous » voulons aller plus loin. Toutefois, nous sommes prêts à défendre la démocrat- » tie avec vous, à condition cependant que ce soit une véritable défense, et non » une trahison à la manière de Pétain » (Cf. Isaac Deutscher " Le prophète en exil ").

Il est très dur pour nous de prendre acte de ces déclarations capitulaires qui sont indiscutablement issues de la tactique du front unique poussée à ses conséquences les plus extrêmes. Pourtant, à regarder les choses sans préjugés formalistes, on s'aperçoit que ces positions étaient contenues en puissance dans l'appréciation portée par Trotsky sur la social-démocratie et le fascisme, qui, définissant la première (c'est-à-dire la garde contre-révolutionnaire de Noske et Scheidemann) comme une simple « droite » du mouvement ouvrier, devait le conduire plus tard à préconiser l'*entrisme* dans les partis de la Seconde Internationale. Il s'agit là de concessions fatales à l'ennemi de classe en regard desquelles le martyre de Trotsky, quelle que soit sa valeur symbolique encore aujourd'hui, prend une signification toute relative. Cet épisode est à mettre en parallèle avec les procès de Moscou, grâce auxquels Staline élimina les bolcheviks qui s'étaient pourtant rendus coupables — Boukharine en tête — d'énormes déviations par rapport à la juste ligne de Marx et de Lénine. Le fait que Trotsky, Boukharine et Zinoviev soient restés trop attachés à la tradition bolchévique pour accepter *en totalité* le cours contre-révolutionnaire n'enlève rien à leurs concessions et à leurs reculades. Quant à leurs épigones, procédant à une impressionnante « sélection à l'envers », ils n'ont gardé de leur politique que les pires déviations, dont les polémiques actuelles sont le développement achevé.

Pour notre historiographe, ces graves faits n'existent tout simplement pas. Reprenant le jugement d'un trotskyste selon lequel avec les positions prises par

« impérialistes aux prises. Mais l'autre, le Trotsky soviétique, est essentiellement préoccupé, « répétons-le, par le souci d'une défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., position dont il ne « démordra jamais... Ce second Trotsky se laissera même entraîner à des prises de position « qui, dans une certaine mesure, semblent contredire celles du premier Trotsky, l'internationaliste ». En fait, les contradictions de Trotsky face à la seconde guerre impérialiste sont bien réelles et elles attestent jusqu'à quel point la pensée d'un individu, aussi grand soit-il, est capable de faillir sous les terribles pressions de l'Histoire. Cela ne fait que confirmer une position de principe de la Gauche : le Parti historique du prolétariat ne compte que sur la fidélité collective à un programme invariant, et en aucun cas sur l'exemple de « grands hommes », pour préserver la continuité de positions dont il a besoin pour traverser victorieusement les époques de contre-révolution, capables de faire sombrer jusqu'aux militants les plus prestigieux ! C'est ainsi que jamais la Gauche italienne n'a, pour sa part, toléré la moindre « correction » au principe vital du défaitisme révolutionnaire qui, établi par Lénine face à la première guerre impérialiste mondiale, reste valable pour toute l'époque historique de l'impérialisme.

eux dans la crise espagnole « les bordighistes s'étaient relégués dans le monde de la lune et de la nullité révolutionnaire », Corvisieri les accuse en outre d'avoir « manqué l'autobus », « même dans la Résistance, quand se présenta une grande » occasion pour la création d'un parti révolutionnaire, d'un parti qui aurait su » s'insérer activement dans la lutte, mettant en avant les exigences immédiates » des travailleurs et les reliant à une stratégie de révolution permanente ». La malheureuse « révolution permanente » est comprise ici à la manière de Parvus plus qu'à celle de Trotsky, dans le cadre de l'intervention dans la guerre impérialiste aux côtés du super-colosse capitaliste des U.S.A., celui-là même contre lequel on agit l'épouvantail de la « prolifération des Viet-Nam » à la façon de Che Guevara, mais commodément installés dans l'observatoire de la critique. Cela n'empêche pas Corvisieri de conclure que « le marxisme vulgaire, le stérile » doctrinarisme que Trotsky avait reproché à " Prometeo " ont amené les » bordighistes à manquer le dernier train de l'Histoire et à disparaître parmi les » curiosités archéologiques du mouvement ouvrier », phrase calquée sur celles des sociaux-patriotes quand ils attaquaient les « dogmatiques » qui se refusaient à la « participation active » du prolétariat dans le conflit éminemment « révolutionnaire » de... 1914-18 !

Comment s'étonner après cela de trouver chez Corvisieri une perle comme le jugement suivant : « De nombreuses années devront encore s'écouler avant que » des révolutionnaires aussi prestigieux que Fidel Castro et Mao-Tsé-Toung » désacralisent ouvertement le mythe du parti en le ramenant au rôle d'instrument de la révolution » ! C'est là que l'on voit l'école gramscienne porter ses ultimes fruits : la « contestation » petite-bourgeoise anarchisante, fascinée par le populisme nationaliste, s'installe triomphalement sur les sommets du « développement créatif » !

De la Tour de Babel contemporaine aux lumières de 1917-20

Devant ces funérailles hâtives de l'A.B.C. du marxisme, tout commentaire devient superflu. Pour montrer à quelle conclusion burlesque on aboutit nécessairement en partant de pareilles prémisses, nous nous contenterons de noter que l'illustre Corvisieri a récemment déserté l'organisation trotskyste majoritaire et est passé, avec d'autres benêts de la IV^e Internationale, au mouvement ouvrieriste maoïste *Avanguardia operaia* qui, racontant l'Histoire comme un roman policier, estime que le socialisme russe est devenu un capitalisme le jour où une « clique » scélérate a assassiné ce pauvre Béria !

Avanguardia operaia a beau glorifier la « nouvelle patrie du socialisme des quatre classes », elle nie que l'U.R.S.S. soit un « Etat ouvrier dégénéré », et il n'en faut pas plus pour que les trotskystes officiels crient au... bordighisme. Polémiquant contre le distingué Corvisieri, *Bandiera rossa* l'accuse en effet « d'avoir ingurgité une mixture mao-bordighiste originale, après avoir publié un » essai contenant une appréciation correcte des positions de Trotsky et une » critique serrée de celles de Bordiga ». En dehors du rapprochement ridicule entre la Gauche communiste italienne et le maoïsme, sous-espèce de national-populisme stalinien, il est difficile de dire qui, parmi les modernes épigones de Trotsky, s'est le mieux distingué en fait d'ingurgitation de « mixtures ». Ils ont fait pire que de « manquer un train » : ils ont définitivement perdu la boussole marxiste, ou plutôt, ils l'ont jetée parmi les « curiosités archéologiques », remâchant des restes de socialisme libertaire et de gradualisme pré-marxiste, comme l'ont toujours fait les opportunistes quels qu'ils soient, au service de la conser-

vation sociale. Un cadavre qui se porte bien, c'est malheureusement celui de la démocratie bourgeoise qu'avec son machiavélisme futile, le Komintern crut pouvoir « phagocyter » et qui asphyxia au contraire de ses exhalaisons empoisonnées le mouvement communiste mondial.

La résurrection de l'Internationale ne sera possible que si toute pollution de ce genre est bannie, ce qui suppose l'établissement d'une tactique commune, sans laquelle il n'y a pas de Parti communiste mondial : or ce sont précisément ces bordighistes qu'on traite de « curiosités archéologiques » qui ont exigé avec énergie cette communauté, cette unité de tactique et qui seuls ont su prévoir (non grâce au mérite de chefs ou à la sagesse de penseurs, mais en raison d'une douloureuse expérience de lutte dans l'aire du capitalisme industriel démocratique et fasciste, c'est-à-dire dans l'aire cruciale de la guerre de classe entre bourgeoisie et prolétariat) l'aboutissant contre-révolutionnaire des déviations pratiques et théoriques qui à l'époque apparaissaient encore comme *secondaires*.

C'est seulement à condition que l'Internationale réapparaisse que le sacrifice de Trotsky et des innombrables camarades illustres ou anonymes que la contre-révolution a brisés n'aura pas été vain et que l'expérience de leurs erreurs portera ses fruits. « Plus que d'aucune autre chose, écrivait le camarade Trotsky le » 18 décembre 1919, nous avons besoin de clarté et de vérité. Tout ouvrier doit » savoir exactement qui est l'ami et l'ennemi, qui est le camarade d'armes fidèle » et qui le vil traître. Liebknecht et Rosa Luxembourg sont des nôtres, Longuet » et Vandervelde doivent être jetés sans pitié avec la bourgeoisie sur le même » tas d'immondices dont ils cherchent vainement à sortir par la voie socialiste. » Notre temps exige des idées claires et des paroles franches, préludes à des » gestes francs et des actes clairs. Loin de nous les scénarios usés du parlementarisme, leurs clairs-obscurs, leurs illusions d'optique. Le prolétariat a besoin » d'une voie tracée, d'une idée précise en tête, d'une ferme volonté dans le cœur, » d'un bon fusil à la main ».

Le jour de l'affrontement entre révolution et contre-révolution n'est pas proche, mais il nous est facile de prévoir de quel côté de la barricade se trouveront les actuels trotsko-gramsciens, le jour où il se produira, tout comme un diagnostic marxiste élémentaire nous a permis de dire hier de quel côté se trouvaient les sociaux-démocrates, puis les stalinien : il suffit d'ouvrir les oreilles pour les entendre proclamer eux-mêmes dès maintenant et sans hésitations qu'ils sont de l'autre côté de la barricade révolutionnaire !

La gauche communiste sur le chemin de la révolution

III. — PARTI ET INTERNATIONALE

En décembre 1921, l'Exécutif de l'Internationale communiste approuva des « Thèses sur le Front Unique » sur lesquelles la Gauche qui se trouvait à la tête de la section italienne fit maintes réserves. Dans l'esprit des chefs de l'Internationale, il était possible **par n'importe quelle tactique** de causer des dommages irréparables à l'organisation social-démocrate complice de la politique bourgeoise et de l'organisation capitaliste et donc de débarrasser le prolétariat de son fatras d'illusions pacifistes et démocratiques pour l'éduquer à la lutte illégale, violente, armée. Selon eux, il n'y avait pas de tactique trop risquée pour hâter le moment de la lutte prolétarienne décisive pour le pouvoir, car ils estimaient que les dangers de l'audace seraient compensés par le ralliement de masses prolétariennes imposantes à la cause de la révolution, et par l'extension de l'influence communiste aux couches les plus radicales de la petite-bourgeoisie. Même si l'ennemi de classe résistait et si le Communisme ne remportait pas immédiatement la victoire, la contre-offensive bourgeoise devait ainsi se trouver paralysée par les coins que l'action révolutionnaire aurait enfoncés dans son dispositif, ce qui devait faciliter d'autant l'offensive ultérieure du prolétariat.

A son II^me Congrès, tenu à Rome en mars 1922, le Parti Communiste d'Italie qui avait mis la direction de l'Internationale en garde contre le danger de telles conceptions, adopta des « Thèses sur la Tactique » connues désormais sous le nom de « Thèses de Rome » (1). Elles ne constituaient pas une simple réponse à celles de l'Exécutif de décembre 1921, et encore moins un essai de définition d'une tactique « nationale » ou comme on dit aujourd'hui, d'une « voie italienne au socialisme », mais bien une contribution à la définition de la tactique de l'Internationale communiste dans son ensemble. Ce que la section italienne voulait en effet, c'est que la façon dont les différentes sections de l'IC se comporteraient dans l'avenir dans les différentes situations fût définie **par avance** (mais oui !) dans le cadre d'une vision mondiale de la révolution et que la méthode adoptée devînt **obligatoire** pour chacune d'elles.

La position de la Gauche était bien claire. Ses buts ne différaient pas de ceux que l'IC se proposait d'atteindre au moyen du Front Unique et.

1) La traduction de ces thèses est parue dans le N° 17 de Programme Communiste. Le texte italien original a été récemment republié dans *In Difesa della continuità del programma comunista, second volume de la collection "I testi del Partito Comunista Internazionale"*.

contrairement à ce qu'affirment inconsidérément ses éternels détracteurs, ses critiques ne relevaient nullement d'un « purisme » ou d'a priori doctrinaux de type anarchiste. La Gauche partait du principe que la tactique devait être intégralement soumise aux positions programmatiques et aux buts du Communisme, et que toute formule tactique, devait résulter d'une critique scientifique des conditions historiques de la lutte et des forces en présence et définir une ligne d'action parfaitement cohérente avec les buts à atteindre et la grande victoire politique révolutionnaire à remporter. Comme le disait Lénine, il fallait saisir un à un les maillons de la chaîne conduisant à l'insurrection et à la victoire, mais en aucun cas, il ne fallait saisir des maillons étrangers, les maillons d'une autre chaîne — celle de l'opportunisme — en s'imaginant qu'ils pourraient résister à la charge de rupture de l'action révolutionnaire. Les communistes ne pouvaient pas impunément passer d'une chaîne à l'autre, parce que ce qui les distingue est leur programme, et non pas on ne sait quelle capacité d'utiliser à des fins révolutionnaires des positions et des attitudes qui, aux opportunistes, servent à tromper l'attente du prolétariat et à le trahir. De même l'emprise opportuniste sur les syndicats et sur la classe en général ne devait en aucun cas inciter à repousser l'organisation des ouvriers en syndicats et à plus forte raison en parti politique. En ce sens, la tactique peut être définie comme « ce qui est permis » aux révolutionnaires et sa formulation correcte consiste plutôt à établir ce qu'on ne doit pas faire que ce qu'on pourrait faire. « Ce qu'on peut faire » est un problème complexe et difficile à résoudre, et seuls les bourreaux staliniens pouvaient le trancher avec la dédaigneuse assurance dont ils ont fait preuve en suivant tous les tournants de l'Etat russe et en applaudissant aussi bien à son alliance avec l'Allemagne nazie qu'à sa rupture avec elle et à sa nouvelle alliance avec les puissances capitalistes d'Occident.

A posteriori, il n'est que trop facile de comprendre la justesse des mises en garde de la Gauche italienne contre les résolutions tactiques prises par les différents partis communistes et par la direction de l'Internationale. Dès le lendemain du II^me Congrès de l'I.C. et au cours des Congrès suivants, le problème tactique fut posé par les faits eux-mêmes (à savoir les tragiques événements de 1923 en Allemagne, de 1926-27 en Chine et en Angleterre, sans compter le cours ouvert dès 1924, en URSS même), mais la discipline internationale des partis communistes à l'égard du programme initial s'était déjà relâchée à tel point qu'il ne put être correctement résolu. Aussi, cinquante plus tard, ne reste-t-il plus rien de l'I.C. qui avait pourtant exprimé la tendance à réaliser le Parti Communiste mondial unique dont la Révolution a besoin, et dont la seule existence impliquait (et impliquera toujours) non seulement une opposition irréductible à l'Etat capitaliste et à tous les partis bourgeois ou soi-disant ouvriers (y compris les groupes ouvriéristes, anarchistes, syndicalistes etc...). mais une action communiste systématique dans tous les domaines pour arracher à l'opportunisme en général et à la vieille social-démocratie en particulier leur monopole sur le mouvement ouvrier.

La disparition de l'Internationale et la défaite de la Révolution mondiale imposent de faire le bilan de la tactique du « front unique » que la Gauche italienne avait rejetée, mais qui, l'ayant emporté au sein du mouvement communiste, s'est tellement éloignée de ses prémisses et des prévisions qui avaient servi à la justifier qu'elle s'est tout simplement transformée en son contraire. On ne peut faire ce bilan sans expliquer les événements qui se sont produits, au lieu de se livrer aux suppositions délirantes auxquelles certains s'abandonnent : « Si les sociaux-démocrates avaient suivi notre Parti... si nous n'avions pas été trahis... ; si... si... » suppositions que les faits ont définitivement infirmées.

En effet, un demi-siècle après ce grand débat sur la tactique, le mouvement ouvrier est encore aux prises avec les mêmes problèmes et les mêmes dangers : pour ne pas retomber dans les mêmes erreurs, il faut savoir mesurer les conséquences désastreuses qu'elles ont eues. Or si l'on a le courage d'aller au fond des choses, force est bien de conclure qu'aujourd'hui ce sont les ex-partis communistes qui ont pris la place des traîtres social-démocrates de jadis.

La tâche de libérer le prolétariat de ce nouvel opportunisme incombe aujourd'hui comme hier au Parti de classe qui l'accomplit par un travail incessant de propagande, de prosélytisme et d'agitation révolutionnaire visant à la conquête des organisations de classe.

Le Parti ne peut pas non plus se dispenser de la tâche primordiale qui consiste à préfigurer la dictature prolétarienne, avant même que le pouvoir ait été arraché des mains du capitalisme. Le « double pouvoir » n'est en effet que l'équilibre instable entre la révolution communiste et la contre-révolution, équilibre que seul un parti de classe aguerri et ayant des ramifications dans toute la classe peut faire basculer en faveur de la première comme cela a été définitivement prouvé par la révolution russe, et **a contrario** par les conseils ouvriers allemands de 1918-19. Tant que le Parti de classe n'a pas conquis des positions de force au sein du prolétariat au détriment des agents opportunistes, il ne peut être question de « double pouvoir », contrairement à ce qui a été bien légèrement affirmé lors des événements de Pologne et de Hongrie dans le second après-guerre.

C'est précisément parce qu'il est nécessaire au Parti de conquérir des positions de force dans la classe, que la gauche italienne a défendu « le front unique syndical » : il ne s'agissait donc pas d'une formule opposée à celle du « front unique politique » préconisé par l'IC, mais bien d'une réalisation correcte de la TACTIQUE COMMUNISTE dans tous les pays où dominait l'impératif d'une lutte directe contre le régime capitaliste, et non pas, comme en Russie, celui d'une double révolution, à la fois bourgeoise et prolétarienne. Cette tactique de front unique syndical devait permettre aux masses de comprendre quel parti était réellement à la hauteur des tâches révolutionnaires, non à partir de spéculations formelles, mais à la lumière des résultats pratiques obtenus dans la lutte, de conquêtes et de victoires tangibles. Elle consistait en effet en une alliance non pas entre partis soi-disant ouvriers, mais entre tous les ouvriers organisés dans les

syndicats sur une plate-forme de lutte comprenant des revendications communes aux prolétaires de toutes catégories indépendamment de leur appartenance politique. Même si la lutte des ouvriers dans le cadre de ce front unique syndical portait nécessairement sur la défense des salaires, et des conditions de travail et de vie, la tactique préconisée par la Gauche avait un caractère nettement politique, puisqu'il s'agissait d'arracher les travailleurs à l'influence des traîtres et de conquérir la direction de toutes les organisations ouvrières syndicales ou autres, condition préalable des victoires purement politiques. Cela était possible, mais à une condition (seule la Gauche fut consciente du fait) : que le parti communiste ne se mêle à aucun autre, qu'il conserve à leur égard son indépendance non seulement politique et organisationnelle, mais d'action.

La contribution fournie par la Gauche à la formulation de la tactique internationale du communisme se traduit dans la pratique quotidienne du PC d'Italie et aboutit à la constitution de la prolétarienne Alliance du Travail et à la grève générale d'août 1922 qui, sans l'apport déterminant des groupes syndicaux et d'usines du Parti, n'auraient pas été possibles. Ce sont sans aucun doute ces succès communistes qui incitèrent fascistes et démocrates à démanteler par tous les moyens, de l'intérieur et de l'extérieur, aussi bien les syndicats, susceptibles d'être influencés par les communistes, que le Parti lui-même ; et des partis avec lesquels l'Internationale voulait que l'on conclue des alliances contribuèrent à cette démolition en sabotant ouvertement les luttes ouvrières et donc en facilitant le travail de répression aussi bien étatique légal qu'illégal. Ces événements et plus encore ceux qui ont abouti à la situation d'aujourd'hui ont définitivement démenti les positions tactiques de l'Internationale et confirmé celles de la Gauche. Cela ne signifie nullement que la Gauche n'aurait pu subir de défaites momentanées, mais seulement qu'une défaite sur le champ de bataille n'aurait en aucun cas pu compromettre le succès final si le Parti et son programme étaient restés intacts, si les masses — en Italie et dans le monde — s'étaient retirées en ordre, avec discipline sur des positions d'attente pour se préparer à un nouvel assaut. Mais l'ordre et la discipline supposaient une fidélité scrupuleuse (et si l'on veut « mystique ») aux principes. Or l'Internationale n'a pas su leur rester fidèle, justement parce qu'elle s'était engagée sans retour sur le terrain glissant de l'« élasticité tactique ».

La leçon à tirer des erreurs qui ont conduit le Communisme à un complet désastre est qu'on ne peut en aucun cas accepter d'accords ni avec des partis qui ont quitté pour toujours la voie de la révolution violente, ni avec de soi-disant communistes révolutionnaires qui refusent cette leçon et prétendent discuter les résultats historiques que la Gauche a tiré de son expérience. Il y a de la place pour tous sur le front de lutte contre l'Etat capitaliste et ses valets, mais pour ce qui est de la direction du prolétariat, le Parti communiste révolutionnaire ne la partagera avec aucun autre parti, quel qu'il soit.

Parus du 12 au 31 janvier 1922 dans la presse du Parti Communiste d'Italie, les cinq articles que nous reproduisons ci-dessous encadrent l'ensemble de ces problèmes.

La tactique de l'Internationale Communiste

I

La tactique adoptée par le mouvement communiste dans la phase actuelle de la crise mondiale suscite de toutes parts un vif intérêt. Il serait bon d'éclaircir quelque peu le problème, tant pour rassurer les camarades qui paraissent s'inquiéter des signes d'un changement supposé dans l'attitude de l'Internationale, que pour réfuter - et c'est très facile - des adversaires qui tentent de spéculer sur une révision qui rapprocherait les méthodes des communistes de celles des opportunistes de toute espèce, que nous avons toujours durement stigmatisés et combattus. Nous exposerons donc d'une part l'état de la question dans les débats et dans les travaux préparatoires de l'Internationale et la signification véritable des propositions tactiques énoncées, d'autre part le point de vue de notre parti sur ce sujet.

Il faut dire tout d'abord que le problème est, du point de vue international, à l'étude et en discussion, et que la décision incombera au Comité Exécutif Elargi qui se réunira à Moscou le 12^e février ; quant à l'opinion du C.C. de notre parti, on peut la déduire des thèses sur la tactique qu'il a adoptées et qui contiennent les éléments d'une contribution organique à la solution du problème actuel de la tactique. Il n'est pas exclu que le point de vue du parti italien puisse différer de celui d'autres partis communistes, mais cela ne veut pas dire que les sottises proférées par les opportunistes à ce propos ne puissent et ne doivent pas être réfutées par nous. Nous montrerons justement comment l'ignorance et l'hypocrisie de ces messieurs se montrent dans tout leur ridicule, quand ils s'efforcent d'afficher un puritanisme de commande ou quand ils confondent les résultats de la magnifique expérience du mouvement communiste avec un repli et un hommage aux insanités qu'ils remâchent depuis des années, condamnés qu'ils sont par leur sottise et leur impuissance à voler à ras de terre, et à poursuivre leur triste besogne qui consiste à faire de la publicité pour les diffamations inventées par les milieux contre-révolutionnaires.

Le troisième congrès de l'Internationale Communiste (1) ne s'est pas prononcé sur le problème tactique du "front unique" prolétarien proposé par les partis communistes sur la plate-forme de revendications immédiates et contingentes. La discussion du congrès sur la tactique a été caractérisée par un aspect plutôt négatif : la critique de l'action de mars (2) en Allemagne et de ce qu'on appelle la tactique de l'offensive.

(1) Le III^e Congrès de l'I.C. s'est tenu en juin 1921 à Moscou.

(2) "L'action de mars" : il s'agit des combats de mars 1921 en Allemagne centrale (Halle - Mansfeld). Répliquant à l'occupation de la région de Mansfeld, où les ouvriers étaient restés armés depuis novembre 1918, par la police, ceux-ci se soulevèrent, réussissant à tenir les forces de répression en échec pendant plus de huit jours et leur infligeant de lourdes pertes. Le chef de ce mouvement fut le communiste Max Haelz qui adhéra par la suite au K.A.P.D. et mourra en U.R.S.S. en 1934 dans des circonstances... obscures.

A partir du jugement sur cette action et sur son résultat, le congrès a formulé une série de conclusions sur les rapports entre le Parti communiste et la masse du prolétariat, qui dans leur esprit de clarification, sont le patrimoine commun de tous les communistes marxistes, si elles sont correctement et heureusement appliquées. Aller vers les masses, tel est le mot d'ordre du III^e Congrès, mot d'ordre qui réfute les insinuations de tous les opportunistes : le point de vue magnifiquement réaliste de la Troisième Internationale n'a rien de commun avec un illusionnisme révolutionnaire qui confierait le renouvellement de la société à l'action volontariste et romantique d'une élite de héros exemplaires par leur abnégation. Le parti communiste sera l'état-major de la révolution s'il sait rassembler autour de lui l'armée prolétarienne que les développements réels de la situation conduisent à une lutte générale contre le régime présent. Le parti communiste doit avoir autour de lui la plus grande partie du prolétariat. Certes ces notions peuvent être admises par des éléments ne possédant pas la dialectique profonde qui caractérise le marxisme tant dans sa critique que dans ses applications pratiques ; de tels éléments peuvent exister même dans les rangs de l'Internationale Communiste, mais sûrement pas parmi ses dirigeants, même si certains considèrent sottement ceux-ci comme des hommes de droite ; or ce sont précisément de tels éléments qui peuvent arriver à des conclusions erronées, qui sont les seules en cause si l'on parle d'un tournant vers la droite et d'un repli sur des positions dépassées.

Il faut avoir les masses, et il faut garder le parti communiste intact, apte à la lutte révolutionnaire, à l'abri de l'infection social-démocrate et centriste : ce sont deux conditions qu'il est peut-être, ou sûrement, **difficile** de réaliser, parce qu'il est terriblement **difficile** de résoudre les problèmes dont sortira la transformation de tout un monde, mais ce sont deux conditions qui ne sont pas contradictoires. Aussi serait-ce une folie que de donner une interprétation platement démocratique à l'expression de Lénine : « Nous devons avoir la majorité du prolétariat », pour se hâter de modifier les bases du parti communiste et d'en altérer le caractère et la fonction, condition sans laquelle il est impossible d'y inclure aussitôt la majorité des masses.

Le contenu indubitablement marxiste de la pensée de l'Internationale est tout juste le contraire : la conquête des masses et la formation de partis vraiment communistes sont deux conditions qui, loin de s'exclure, coïncident parfaitement, et c'est pourquoi en développant sa tactique en vue d'encadrer de larges couches du prolétariat, l'Internationale Communiste ne renie pas, mais au contraire développe rationnellement et utilise le travail de scission qu'elle a accompli dans le mouvement politique prolétarien, qui devait être débarrassé des traîtres et des parasites.

Une autre idée fondamentale mise en lumière par le troisième Congrès remonte elle aussi aux sources les plus authentiques de notre pensée marxiste et de notre expérience révolutionnaire, et elle n'a pu paraître nouvelle qu'à des gens qui comprennent l'action révolutionnaire

à peu près comme ceux qui, estimant que la masturbation est le seul moyen sûr de se préserver des maladies vénériennes, et voulant sauver les organes de la reproduction, renoncent pour cela à leur fonction et à leur raison d'être. Cette idée fondamentale est que le parti révolutionnaire doit participer aux mouvements des différents groupes de la classe laborieuse pour la défense de leurs intérêts contingents. Le rôle du parti consiste à réaliser la synthèse de ces mouvements initiaux dans l'action générale suprême pour la victoire révolutionnaire : or ce n'est pas en méprisant ces impulsions primordiales et en s'en désintéressant de façon puérile que l'on peut atteindre ce résultat, mais en les secondant et les développant dans leur processus réel et nécessaire, en les harmonisant pour les faire converger dans l'action générale révolutionnaire. C'est ici qu'apparaît dans tout son éclat le contenu dialectique de notre méthode qui trouve la solution des contradictions existant entre les stades successifs d'un processus dans leur développement fécond et qui, voyant le chemin de la révolution dans sa vie et sa dynamique propres, ne craint pas d'affirmer que le lendemain niera le jour présent, sans cesser pour autant d'en être le fils, ce qui veut dire davantage que le successeur. Un tel travail comporte des dangers évidents : les communistes estiment unanimement que pour les surmonter il fallait justement constituer de vrais partis révolutionnaires, exempts de toute tare opportuniste. La formule par laquelle l'Internationale Communiste écrasera le réformisme vaut bien davantage qu'un digne refus de mettre le pied sur le terrain foulé par l'adversaire. « Vous avez donc la recette », semblent demander d'un air incrédule les spirituels champions de la gauche « intransigeante » du parti réformiste italien. Eh bien, on peut leur répondre que nous sommes en train de la mettre au point, et que pour l'instant nous avons établi quel doit être le premier et le plus important des ingrédients : la liquidation de l'équivoque centrisme et serratiste (1).

Tous les éléments de la discussion émergeront de plus en plus clairement de la préparation des débats de notre congrès sur le problème de la tactique, et on pourra voir la preuve que dans ces principes tactiques fondamentaux il n'est rien que le plus orthodoxe et le plus extrémiste d'entre nous ne puisse approuver.

Pour en revenir à notre exposé de la tactique de l'Internationale, nous rappelons que la tactique du « front unique », si elle n'a pas été codifiée par le troisième congrès, est pourtant apparue pour la première fois avant même ce troisième congrès, dans la fameuse « lettre ouverte » (2) du parti communiste allemand à toutes les organisations politiques et économiques du prolétariat pour une action commune visant à la satisfaction d'une série de revendications reflétant des problèmes d'intérêt immédiat des masses. Aujourd'hui le parti allemand paraît dis-

(1) Serratini était le chef des maximalistes, c'est-à-dire du centre de l'ancien Parti Socialiste italien.

(2) Cette « Lettre ouverte » datait du début de 1921, après la fusion du P.C.A. avec les Indépendants.

posé à aller plus loin, à poser le problème sur le plan de la politique de gouvernement et à envisager l'attitude à avoir devant la formation d'un gouvernement ouvrier sur une base parlementaire : nous en parlerons dans la suite de cet exposé.

Mais en attendant les décisions de l'Internationale Communiste, dont il ne fait pas de doute qu'elles préciseront heureusement le sens et les limites de cette solution, et avant d'indiquer dans quel sens nous-mêmes nous la comprenons et même, nous pouvons le dire, dans quel sens nous nous efforçons de la mettre en pratique dans l'action de notre parti, nous voudrions nous référer au texte du discours prononcé par le camarade Zinoviev à une réunion de l'Exécutif de l'Internationale, le 4 décembre 1921, sur le sujet qui nous occupe : c'est sur ce discours du président de l'Internationale lui-même que nous nous fonderons pour démontrer qu'on ne peut à aucun titre parler d'atténuation ni de rectification de tir, ni de la moindre contradiction entre l'orientation actuelle et toute la glorieuse tradition communiste mondiale.

Le camarade Zinoviev examine avant tout l'état de la question dans les différents partis de l'Internationale, puis il explique le sens de la formule du front unique en rapport avec les aspects de la situation actuelle dans le monde entier, afin d'établir sur quelle base il faut étudier l'application de cette tactique à l'échelle internationale.

Des déclarations de Zinoviev on peut déduire de manière évidente que toutes les considérations d'ordre tactique qui sont faites en ce moment se fondent sur les principes de base du communisme qui ont inspiré le renouvellement de l'Internationale. Aujourd'hui plus que jamais, tous les militants communistes affirment la nécessité d'avoir comme organe de lutte un parti communiste centralisé et homogène et pour atteindre ce but ils sont prêts à prendre les mesures les plus sévères de discipline organisationnelle ; plus que jamais ils affirment que la lutte armée révolutionnaire et la dictature du prolétariat constituent la seule voie révolutionnaire ; plus que jamais ils sont convaincus que nous sommes en train de traverser une crise révolutionnaire de la société capitaliste. Comment le parti communiste pourra-t-il insérer sa lutte pour la dictature prolétarienne dans le développement de cette crise, c'est un problème auquel nous pourrions trouver et proposer différentes solutions, mais ce but reste pour nous tous l'objectif unique et direct de nos efforts.

Quelle que soit la tactique que nous proposerons — dit Zinoviev — la condition primordiale pour l'appliquer efficacement est de sauvegarder l'indépendance absolue de nos partis. Nous ne proposons donc pas de fusions. Et on verra que nous ne proposons pas non plus de blocs ni d'alliances. Il s'agit d'éliminer patiemment le simplisme de certains jugements et de mettre en lumière les cas où ce simplisme dissimule une coupable et insidieuse duplicité, en lui opposant la loyauté de nos méthodes pourtant complexes dans leurs moyens comme dans leurs buts.

Zinoviev va plus loin et répond directement aux spéculations des opportunistes sur certaines des affirmations communistes. Loin de regret-

ter les scissions de naguère, nous serions prêts à en faire d'autres, si c'était nécessaire. Ce sont en effet des scissions qui ont augmenté notre liberté d'action, car elles nous ont permis d'affronter les tournants les plus difficiles de la situation sans jamais perdre de vue que notre but était la Révolution, alors que les opportunistes l'ont plus de cent fois vendue à la bourgeoisie, tout en s'abritant derrière les déclarations de droiture et de farouche indépendance verbalement les plus extrémistes.

Loin de modifier le point de vue communiste sur l'usage de la force armée et militaire dans les batailles révolutionnaires, le discours de notre camarade revendique l'action de mars en Allemagne comme une véritable action révolutionnaire, qui sera féconde en résultats. Toute la façon dont il la considère et tous les développements dont il la dit susceptible prouvent que le souci qui inspire Zinoviev est de hâter et de favoriser la préparation de la lutte suprême pour la dictature du prolétariat : utiliser pour cela le mouvement spontané même de la grande masse des travailleurs qui n'aperçoivent pas encore clairement l'objectif final ne signifie pas qu'on renonce à flétrir comme traîtres au prolétariat ceux qui répandent l'illusion qu'il existe d'autres voies pour l'émancipation des travailleurs. Nous continuons, dit Zinoviev, la tâche de cristallisation de nos partis, où le mensonge social-démocrate ne peut avoir droit de cité, et nous n'avons pas la moindre intention de renoncer à critiquer les opportunistes des diverses internationales jaunes. Et il affirme clairement que la situation actuelle, caractérisée par l'offensive capitaliste, présente des caractères révolutionnaires évidents, de sorte que la proposition d'une tactique défensive de tout le prolétariat ne signifie en aucun cas que nous renoncions à la lutte révolutionnaire pour nous contenter de conserver les conditions actuellement imposées au prolétariat, mais au contraire que nous nous proposons de greffer sur ce problème immédiat une nouvelle contre-offensive des masses, qui les placera directement sur la voie de l'action que les partis communistes, et eux seuls, ont toujours soutenue. Ce n'est pas pour rien que messieurs les réformistes gradualistes et unitaires s'opposent aujourd'hui à nos modestes « revendications immédiates » et sabotent le front unique des masses : ils savent que si nous voulons tout cela, c'est que nous tendons par là à développer notre programme en réduisant en poussière leurs méthodes et leur organisation pacifiste et défaitiste.

Il ne suffit pas de démontrer que Zinoviev déclare adhérer à ces positions qui nous sont communes : nous pouvons et nous devons - et ce sera l'objet d'un prochain article - montrer qu'il a le droit de le déclarer et que les déductions qu'il en tire sont parfaitement cohérentes et logiques même si celles que nous proposons quant à nous sont différentes dans les détails d'application.

II

Dans l'article précédent nous avons insisté sur le fait que les initiatives tactiques que l'Internationale Communiste envisage actuellement

et qui se résumant dans la formule du front unique prolétarien n'entraînent de la part de leurs promoteurs aucune renonciation aux directives fondamentales données jusqu'ici par le mouvement communiste et qu'il a toujours opposées aux manœuvres équivoques des sociaux-démocrates et des centristes.

Nous l'avons prouvé à partir des paroles mêmes de Zinoviev et il ne serait pas difficile d'en faire autant à partir des déclarations explicites des camarades qui ont avancé les propositions apparemment les plus risquées, comme par exemple la centrale du parti allemand et de la **Rote Fabne**.

Nos adversaires pourraient cependant objecter que ces déclarations verbales de fidélité aux principes n'ont d'autre but que de dissimuler une conversion à droite, mais que les propositions tactiques dont nous nous occupons sont elles-mêmes en contradiction avec les directives suivies jusqu'ici par l'Internationale Communiste et avec son attitude passée envers les partis sociaux-démocrates. Mais cela non plus n'est pas vrai et même si du point de vue communiste et dans nos propres rangs on pense que ces propositions, ou du moins certaines de leurs applications, doivent être repoussées, personne n'a le droit d'affirmer que nous nous trouvons devant une crise de principes dans le mouvement communiste mondial et une révision fondamentale de la méthode suivie jusqu'ici.

Avec la somme énorme d'élaborations théoriques et pratiques que la Troisième Internationale a à son actif, la méthode révolutionnaire est sortie pour toujours du stade embryonnaire, du domaine des déclarations abstraites et du simplisme, pour affronter directement l'épreuve de la formidable complexité du monde réel.

Les problèmes tactiques doivent être compris dans un sens plus concret que lorsque le seul critère des attitudes à adopter était l'effet de propagande et d'agitation qu'elles pouvaient avoir sur les masses ; aujourd'hui qu'il est question d'agir directement sur les événements, la façon dont cette influence joue acquiert une grande complexité, et elle peut dépasser les contradictions apparentes, qui était d'ailleurs parfaitement contenue dans la dialectique marxiste.

Hier, il s'agissait simplement de critiquer la réalité capitaliste ; nous sommes aujourd'hui à un stade plus avancé où il s'agit de la détruire ; bien s'adapter à la réalité voulait dire renoncer à l'action limitée seule permise afin de la dépasser ; aujourd'hui, s'adapter à la réalité peut vouloir dire la saisir à pleines mains pour la soumettre et pour la vaincre. La lumière éblouissante d'un phare suit une belle ligne droite et perce les ténèbres, mais elle est arrêtée par le plus fragile écran ; la flamme du chalumeau oxydrique glisse docilement sur le métal, mais c'est pour le ramollir et le vaincre en continuant victorieusement sa route...

Il n'y a pas de marxiste qui ne doive être d'accord avec Lénine quand il dénonce comme une maladie infantile un critère d'action qui

s'interdit certaines initiatives possibles pour la simple raison qu'elles ne sont pas assez rectilignes et conformes au schéma formel de nos idéaux sans fausses notes et sans déformations inesthétiques. Le moyen peut avoir des aspects contraires à la fin en vue de laquelle on l'utilise, tel est le fond même de notre pensée critique : pour une fin élevée, noble, séduisante, le moyen peut apparaître mesquin, tortueux, vulgaire. Ce qui compte, c'est de pouvoir calculer son efficacité, et celui qui le fait en ne considérant que les formes extérieures descend au niveau d'une conception subjectiviste et idéaliste des causalités historiques de style quaker, en ignorant les ressources supérieures de notre critique, qui aujourd'hui devient une stratégie, et qui vit des géniales conceptions réalistes du matérialisme de Marx.

Ne savons-nous pas peut-être que la dictature, la violence et la terreur apparaissent comme les moyens spécifiques pour arriver à faire triompher un régime social de paix et de liberté ? N'avons-nous pas précisément fait place nette des ridicules objections libérales et libertaires qui prétendent que notre méthode est condamnée par son caractère extérieur de violence à fonder de ténébreuses et sanguinaires oligarchies ?

De même qu'il n'existe pas d'argumentation sérieuse qui puisse exclure l'utilité d'employer les mêmes moyens d'action que la bourgeoisie pour abattre la bourgeoisie, de même ne peut-on pas nier a priori qu'il soit possible d'abattre les sociaux-démocrates en adoptant les moyens tactiques des sociaux-démocrates.

Nous ne voulons pas être mal compris et nous nous réservons d'exposer notre pensée par la suite ; d'ailleurs pour en comprendre la structure, il suffit d'étudier nos thèses sur la tactique. Quand nous disons que le champ des initiatives tactiques possibles et admissibles ne peut être limité par des considérations inspirées d'un simplisme faussement doctrinaire, établissant des parallèles formels et métaphysiques et préoccupé de la pureté et de la droiture comme fins en soi, nous ne voulons pas dire que le domaine de la tactique doit être illimité et que toutes les méthodes soient bonnes pour arriver à nos fins. Ce serait une erreur de confier la difficile solution de la recherche de moyens adéquats à cette simple condition : avoir l'intention de s'en servir dans des buts communistes. On ne ferait que répéter l'erreur qui consiste à prendre pour quelque chose de subjectif un problème qui est en réalité objectif, en se contentant du fait que ceux qui choisissent, disposent et dirigent les initiatives sont décidés à lutter pour les buts communistes et à se laisser guider par eux.

Il existe - et il faut le perfectionner toujours plus - un critère, non pas infantile, mais profondément marxiste, qui permet de tracer les limites des initiatives tactiques ; ce critère n'a rien de commun avec les préjugés et les a à priori d'un faux extrémisme, mais il rejoint par un autre chemin l'utile prévision des rapports bien autrement complexes qui relient les expédients tactiques auxquels on a recours aux résultats qu'on en attend et qui en découlent par la suite.

Zinoviev dit que c'est justement parce que nous avons des partis forts et libres de toute influence opportuniste que nous pouvons nous risquer à adopter des tactiques qui deviendraient dangereuses si notre préparation et notre maturité étaient moins grandes. Il est sûr que le fait qu'une tactique soit dangereuse ne suffit pas à la condamner. Il s'agit d'un élément unilatéral d'appréciation : il s'agit en réalité d'évaluer la nature du risque par rapport aux bénéfices possibles. Mais d'autre part, à mesure que la capacité d'initiative du parti révolutionnaire grandit, la maturité des situations tend en général à lui faire porter son effort dans une direction toujours plus précise, en faisant apparaître plus clairement l'objectif de l'action.

En jugeant les propositions tactiques qui sont présentées aujourd'hui, il faut donc se garder d'un simplisme hâtif. Or il est simpliste de dire qu'en proposant une action commune au parti indépendant et au parti social-démocrate, le parti communiste allemand renie la raison de la scission d'avec l'un et l'autre parti par laquelle il s'est formé. Pour peu qu'on considère la chose de plus près, on s'apercevra d'une foule de différences et d'aspects nouveaux qui sont plus importants en réalité que ce rapprochement formel.

Avant tout, Zinoviev remarque judicieusement qu'une alliance n'est pas la même chose qu'une fusion. S'être séparés de certains éléments politiques sur le plan de l'organisation peut permettre de faire plus facilement un travail donné avec eux.

Et puis il y a ceci : la proposition de front unique n'est pas la même chose qu'une proposition d'alliance. Nous savons quel est le sens ordinaire d'une alliance politique : de part et d'autre on sacrifie et on passe sous silence une partie de son propre programme pour pouvoir se rencontrer sur une position intermédiaire. La tactique du front unique telle que nous, communistes, nous la comprenons, ne contient au contraire aucune renonciation de notre part. Celle-ci ne subsiste que comme danger possible : nous pensons que ce danger devient prépondérant si la base du front unique est transférée du terrain de l'action directe du prolétariat et de l'organisation syndicale au terrain parlementaire et gouvernemental, et nous dirons pour quelles raisons, qui sont en rapport avec le développement logique de cette tactique.

Le front unique prolétarien ne veut pas dire un vulgaire comité mixte de représentants de divers organismes en faveur duquel les communistes renonceraient à leur indépendance et à leur liberté d'action en échange d'une certaine influence sur les mouvements d'une masse plus grande que celle qui les suivrait s'ils agissaient seuls. Il s'agit de bien autre chose.

Nous proposons le front unique parce que nous sommes sûrs que la situation est telle que les mouvements d'ensemble de tout le prolétariat, quand il se pose des problèmes qui n'intéressent pas seulement une catégorie ou une localité, mais qui les intéressent toutes, ne peuvent se faire que dans un sens communiste, c'est-à-dire dans le sens même que nous

leur donnerions s'il dépendait de nous de diriger tout le prolétariat. Nous proposons la défense des intérêts immédiats et des conditions qui sont faites aujourd'hui au prolétariat contre les attaques du patronat, parce que cette défense, qui n'a jamais été en contradiction avec nos principes révolutionnaires, ne peut se faire qu'en préparant et en menant l'offensive dans tous ses développements révolutionnaires, tels que nous les concevons.

Dans une telle situation - et nous ne revenons pas ici sur les considérations qui montrent qu'elle présente des possibilités de développements révolutionnaires, en liaison avec les manifestations économiques et politiques de l'offensive capitaliste -, nous pouvons offrir aux autres contractants un accord où nous ne prétendons pas qu'ils acceptent, par exemple, la méthode de la lutte armée ou de la lutte pour la dictature du prolétariat ; et si nous ne prétendons pas cela, ce n'est pas parce que nous nous sommes aperçus qu'il vaut mieux renoncer à tout cela pour l'instant et nous contenter de moins, mais parce qu'il est inutile de formuler de telles propositions quand nous savons que la plate-forme du front unique consiste en de modestes revendications qui n'impliquent pas la mise en œuvre de ces méthodes.

Pour peu qu'on approfondisse la valeur dialectique de cette situation, on verra que toutes les objections d'une intransigeance simpliste s'écroulent d'elles-mêmes. Une alliance avec les défaitistes et avec les traîtres à la révolution, pour la révolution ? s'écrie stupéfait le communiste du type Quatrième Internationale (1) ou le maquereau centriste du type Internationale Deux et Demi. Mais nous ne nous arrêtons pas à cet exercice terminologique.

Nous ne disons pas non plus : nous sommes des communistes à toute épreuve, nous savons ce que nous faisons, chacun de nos actes ne peut s'inspirer que des buts révolutionnaires et nous pouvons traiter même avec le diable. Mais nous répondons par un examen critique de la situation et de ses développements possibles, qui nous tranquillise sur la crainte que les choses puissent se passer comme le veut... le diable.

Le courant de la gauche marxiste a toujours soutenu l'intransigeance, et il avait mille raisons de le faire quand les réformistes proposaient des alliances avec certains partis bourgeois. Cette alliance aurait eu en effet l'immanquable résultat de paralyser le développement organique d'un parti capable de propagande révolutionnaire et, par la suite, de préparation et d'action révolutionnaires ; ses résultats auraient effectivement tracé devant le prolétariat une route qui tout en étant une impasse, aurait mobilisé toutes ses énergies pour la consolidation du régime bourgeois. Il ne s'agit pas aujourd'hui de renier cette intransigeance. Avant tout, même d'un point de vue formel, ce n'est pas la même chose de collaborer avec des partis bourgeois et de collaborer avec des partis qui recrutent leurs adhérents dans le prolétariat, à la condition implicite qu'ils renoncent à faire bloc avec la bourgeoisie. Et puis ce n'est même

(1) C'est-à-dire du type extrémiste et infantile.

pas une collaboration que l'on veut établir avec de tels partis, mais un type de rapports bien différents : il n'est pas question que le parti communiste déplace son attention et son effort de ses objectifs révolutionnaires propres sur d'autres objectifs plus modérés, en se berçant de l'illusion que les contre-révolutionnaires de la social-démocratie pourraient, par une conversion à gauche, viser à leur tour ce but mi-réformiste et mi-révolutionnaire ; mais nous avons la conviction que nous devons continuer à lutter pour le programme communiste, et que les opportunistes continueront à travailler pour la contre-révolution, pour créer une situation d'où sortira **la lutte dans un sens communiste de tout le prolétariat**, quand les opportunistes auront été définitivement démasqués pour avoir été confrontés à leurs propres promesses de conquêtes graduelles et pacifiques.

Définir les limites précises de la tactique du front unique est donc un problème délicat pour les communistes. Il faut parvenir à la mettre en pratique et il faut garantir qu'elle ne perde pas les caractères qui la rendent non seulement compatible avec notre but final, mais spécifiquement indiquée pour travailler à atteindre ce but dans une situation comme celle que nous connaissons actuellement. Sur tout ceci, on doit et on peut discuter, après avoir fait justice aussi bien des craintes de certaines vieilles filles puritaines, que de la stupide satisfaction de prostituées archi-expérimentées qui vont prophétisant à autrui une fin semblable à la leur. (1)

III

Avant d'en venir à la partie finale de cet article, où nous exposons notre propre position, nous ne voudrions pas clore l'analyse du point de vue d'autres camarades et organes de l'Internationale Communiste avant d'avoir dit quelque chose de l'esprit qui anime certains documents publiés récemment : un nouvel article de Radek, **Les tâches immédiates de l'Internationale Communiste**, qui complète son autre écrit, **Face aux nouvelles luttes**, ainsi que deux documents officiels, le manifeste de l'Internationale Communiste et de l'Internationale des Syndicats Rouges aux ouvriers de tous les pays, et les thèses adoptées par le Comité Exécutif à la séance du 28 décembre, qui seront reproduites intégralement dans notre presse.

Encore une fois, ce qui est à la base de toutes les discussions et de toutes les décisions sur la tactique à suivre, ce n'est nullement un repli par rapport aux positions sur lesquelles l'Internationale se bat. Plus que jamais, il s'agit d'ouvrir la voie à la victoire de la révolution prolétarienne sous la seule forme qu'elle peut avoir : le renversement violent du pouvoir bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Le problème consiste à amener sur le terrain de la lutte pour la dictature des forces telles qu'elles puissent avoir raison de toutes les

(1) L'image désigne d'une part les "puristes" du communisme, d'autre part les opportunistes social-démocrates qui criaient à un tournant à droite de l'I.C.

ressources défensives et contre-révolutionnaires de la bourgeoisie mondiale. Ces forces ne peuvent être trouvées que dans les rangs de la classe laborieuse, mais pour vaincre l'adversaire capitaliste il faut concentrer sur le terrain révolutionnaire l'effort de tout le prolétariat.

Tel a toujours été le but fondamental du parti de classe selon le point de vue marxiste. Il s'agit de réaliser une unité effective et non pas mécanique, il s'agit d'obtenir l'unité pour la révolution et non pas l'unité pour elle-même. On peut atteindre ce but en suivant la voie sur laquelle, après la guerre, s'est résolument engagée la III^e Internationale : rassembler dans les rangs des partis communistes les éléments qui ont conscience de la nécessité de la lutte révolutionnaire, des éléments susceptibles de ne pas se laisser détourner par la réalisation d'objectifs partiels et limités, et décidés à ne collaborer en aucun cas avec des fractions de la bourgeoisie. Une fois qu'ils se sont placés sur cette plate-forme initiale et qu'ils ont fait justice des diverses dégénérescences du mouvement, ces éléments constituent le noyau autour duquel se réalise l'unité effective des masses, par un processus progressif dont la rapidité et la facilité dépendent de la situation objective et de la capacité tactique des communistes.

Radek, dans ses articles, ne met pas le moins du monde tout cela en doute. Les moyens tactiques qu'il préconise sont de nature, dit-il, étant donnée la situation actuelle, à pousser de larges couches du prolétariat à la lutte pour la dictature révolutionnaire. Nous avons vu que la situation générale est caractérisée par l'offensive capitaliste contre les conditions de vie des ouvriers, parce que le capitalisme sent qu'il ne peut pas éviter la catastrophe à moins d'aggraver le degré d'exploitation du prolétariat. En même temps qu'il pourra écraser économiquement les masses au moyen d'armes économiques et politiques, le capitalisme amorcera une tentative de réorganisation, mais par là-même, en accentuant les caractères de l'impérialisme industriel, il ira vers le gouffre d'une nouvelle guerre. Tel est le jugement unanime des communistes sur la situation ; il conclut donc à la nécessité urgente d'un sursaut révolutionnaire du prolétariat et c'est pour le hâter, et seulement pour cela, qu'il veut trouver les moyens d'utiliser les développements d'une telle situation dans un sens révolutionnaire. C'est pourquoi, nous l'avons vu, une lutte économique même purement défensive du prolétariat pose le problème de la destruction du capitalisme.

Pourquoi hier n'était-il pas révolutionnaire de demander une forte augmentation de salaires, alors qu'il est révolutionnaire aujourd'hui de demander qu'ils ne soient pas diminués ? Parce que cette action pouvait être menée en ordre dispersé, par des groupes locaux et professionnels limités d'ouvriers, tandis que l'action qui s'impose aujourd'hui et qui est la seule possible à moins que le prolétariat ne renonce à toute forme d'association et de mouvement organisé, exige que toutes les forces ouvrières entrent en lutte simultanément, au-dessus de toute division de catégories et de localités, et même, peut-on dire, à l'échelle mondiale.

La vieille unité formelle et fédéraliste de la social-démocratie traditionnelle, qui cachait mal sous une vaine rhétorique sa division en groupes d'intérêts et en mouvements sans unité, et la division même en partis prolétariens nationaux, est en train de céder la place, dans cette période décisive de l'évolution capitaliste, à la véritable unité de mouvement de la classe ouvrière, unité qui mène irrésistiblement à cette centralisation harmonieuse du mouvement prolétarien mondial à laquelle l'Internationale Communiste a déjà donné un squelette, son organisation unitaire, et une âme, la conscience théorique de la révolution. Il y a encore une division du prolétariat sur le plan des idées, des opinions politiques, mais il y aura une unité d'action. Prétendrons-nous que l'unité de doctrine et de foi politique doive, pour on ne sait quelle raison abstraite, précéder l'unité d'action ? Non, car nous renverserions la méthode marxiste que nous défendons et qui nous apprend que de l'unité effective de mouvement créée par la dissolution du capitalisme ne pourra sortir finalement qu'une unité de conscience et de doctrine politique.

Par ce moyen réaliste, l'union de tous les travailleurs dans l'action concrète, nous obtiendrons également l'union des travailleurs dans la profession de foi politique, dans la foi politique communiste, au lieu du mélange informe des tendances politiques actuelles. C'est-à-dire qu'ultérieurement nous aurons une unité d'action même sur les revendications révolutionnaires du communisme.

Nous voulons tous faire tous les sacrifices nécessaires pour lancer la situation sur cette pente favorable. Il s'agit, tout en nous y préparant, d'avoir compris à fond cette situation, et d'avoir bien en vue l'ensemble de ses phases successives. Radek en arrive à proposer le front unique du prolétariat non seulement pour les problèmes de la résistance à l'offensive capitaliste, mais également pour le problème du gouvernement. Il se réfère à la situation du prolétariat allemand. Il y a en Allemagne une situation économique particulière, non parce qu'une barrière la sépare du reste du monde, mais justement parce que la situation des pays allemands constitue l'épicentre de la crise mondiale en marche.

Prenons par exemple le gigantesque problème des réparations à payer aux vainqueurs. La classe productrice allemande fournit un effort incalculable pour amonceler des produits à lancer sur les marchés étrangers afin de réaliser la valeur de l'indemnité à verser à l'Entente, mais ce résultat lui-même s'obtient au prix d'une exploitation sans nom du prolétariat. Le gouvernement allemand, quel qu'il soit, doit affronter ce problème gigantesque : trouver des milliards pour les réparations. C'est sur la solution de ce problème que repose toute le fragile édifice de la reconstruction capitaliste que l'on s'efforce de réaliser. Radek est convaincu que si un Gouvernement ouvrier se formait sur le mot d'ordre **ce sont les capitalistes allemands qui doivent payer, et non les travailleurs et les autres couches sociales les plus misérables**, cela déterminerait une telle situation que l'unique issue possible serait la lutte du prolétariat allemand pour la dictature et le sabotage du programme mondial de la bourgeoisie.

Cette nécessité de la situation n'est ressentie par les ouvriers allemands que sous son aspect immédiat, du moins pour ceux qui restent partisans des puissants partis sociaux-démocrates parlementaires. C'est pourquoi le prolétariat pousse ceux-ci au pouvoir. S'ils le prennent, le problème de la guerre civile se posera. S'ils ne le prennent pas, les masses les abandonneront. Mais ils pourraient trouver une voie de salut pour leur opportunisme en arguant du fait que les communistes les empêchent d'accomplir ce geste audacieux et se fabriquer ainsi un alibi pour collaborer avec la bourgeoisie. Radek pense qu'il serait bon de leur ôter cet **alibi**. Nous lui laissons la responsabilité de son opinion, mais nous insistons sur le fait que même les camarades allemands qui suivent cette tactique n'ont pas perdu de vue la réalisation du but final communiste. Et par là-même nous voudrions atteindre un autre objectif : encourager beaucoup de nos camarades, en particulier parmi les plus jeunes et les plus audacieux, à mépriser la paresse du simplisme qui se retranche derrière un préjugé ou une phrase toute faite sans pénétrer la complexité des raisons tactiques qui naissent aujourd'hui de l'étude des situations, car ainsi ils se privent du moyen le plus efficace d'intervenir dans ce débat et dans ce formidable travail de préparation pour éviter qu'il ne tombe dans la trappe toujours ouverte de l'opportunisme véritable.

Pour en venir enfin aux documents officiels de l'Internationale, nous nous contentons de noter que le manifeste n'est adressé ni aux partis ni aux organisations syndicales des autres Internationales, mais au prolétariat de tous les pays. Le fait même que l'on invite à participer au front unique également des travailleurs adhérant aux syndicats chrétiens et libéraux montre la différence qui existe entre les deux conceptions : personne en effet ne penserait à un front unique avec des partis chrétiens et libéraux.

Quant aux thèses du Comité Exécutif, si elles évitent pour l'instant de donner un encadrement théorique général de la question, elles établissent certains points fondamentaux d'une importance capitale : indépendance organisationnelle de nos partis communistes, mieux encore, liberté absolue de critique et de polémique active - au moment même où ils prennent l'initiative du front unique - à l'égard des partis et des organisations des Internationales numéros Deux et Deux et demi ; liberté d'agir « dans le domaine des idées », pour défendre notre programme bien précis ; unité d'action de tout le front prolétarien.

Cette apparente contradiction ou cet apparent changement de positions n'est ni une nouveauté ni une conclusion insolite. Le parti doit en avoir une vision sûre et complète : celle-ci doit être importée dans les masses avec infiniment de précautions et de sens de la mesure, en en diffusant les caractères saillants et en en développant le mécanisme au fur et à mesure que les faits eux-mêmes le mettront à nu.

Si l'on part de cette alternative superficielle : ou la scission ou l'unité, il est inévitable que les masses imaginent que les deux directions sont opposées. Mais en réalité il n'en est pas ainsi. L'unité des travailleurs

et la séparation d'avec les éléments dégénérés et surtout les chefs qui ont trahi sont au contraire deux conquêtes parallèles : nous, nous le savons depuis longtemps, les masses, elles, ne le verront qu'au terme du mouvement. L'essentiel est que celui-ci soit orienté vers la lutte, vers la résistance aux diktats capitalistes.

Liberté et indépendance d'organisation et de discipline internes, de propagande, de critique ; unité d'action, voilà ce que les partis communistes doivent proposer et réaliser pour vaincre.

Cette opposition formelle n'est rien d'autre que celle qui a inspiré depuis toujours notre mot d'ordre : **prolétaires de tous les pays, unissez-vous**. C'est en vertu de ce mot d'ordre que nous avons démasqué comme des traîtres ceux qui ont divisé le prolétariat dans la guerre, ceux qui le divisent tous les jours dans l'action syndicale en évitant que les mille conflits, les mille agitations suscitées par les événements actuels ne se fondent en un mouvement unique. Cette opposition n'est rien d'autre que le principe qui nous porte à la sélection politique la plus sévère, en même temps qu'à l'unité d'organisation syndicale. Cette conception et cette tactique, le parti les contrôle sur les résultats de tous les jours, car la réussite de sa lutte contre l'opportunisme réformiste italien est le fils de cette position tactique qui, après la scission politique de Livourne, nous a fait rester obstinément dans l'organisation syndicale, bien qu'elle fût dirigée par les réformistes dont nous étions séparés dans le but de les combattre efficacement.

Le problème doit donc être considéré sur deux plans. L'Internationale Communiste ne revient pas aujourd'hui sur son œuvre d'hier, mais au contraire elle en recueille les fruits sur cette voie qui mène à un double résultat : avoir à la tête du prolétariat un mouvement politique révolutionnaire, et rassembler autour du drapeau de ce mouvement tout le prolétariat.

IV

Dans les articles précédents nous nous sommes proposé d'exposer dans ses grandes lignes l'état de la question du "front unique", tel qu'il ressort des documents officiels de l'Internationale Communiste et des déclarations de certains partis et camarades communistes sur lesquelles on discute beaucoup actuellement. En même temps, nous nous sommes efforcés de montrer à nos lecteurs la méthode qui doit être adoptée quand on discute de ces questions si l'on veut être à la hauteur de l'expérience théorique et tactique de l'I.C. et dépasser pour toujours la paresse mentale du simplisme et la stérilité pratique d'une action guidée par des préjugés formels. Par cet exposé, nous avons voulu revendiquer le droit de ces camarades de développer leurs plans tactiques et d'être jugés tout autrement que ne le font les opportunistes méprisants qui attendent, mais **vainement**, que les communistes abandonnent le contenu fermement et solidement révolutionnaire de leur pensée et de leur action. Nous donnerons maintenant brièvement notre avis, un peu plus qu'à titre personnel,

puisque nous nous référons aux discussions exhaustives du Comité Exécutif de notre Parti sur ce sujet, lorsqu'il a formulé le mandat des camarades qui le représenteront à l'imminente réunion de Moscou. Ce n'est un mystère pour personne que la thèse que les communistes italiens défendront sera sensiblement différente et - si l'on veut reprendre la vieille expression - plus « à gauche » que celle par exemple présentée par Radek et soutenue par les camarades d'Allemagne ; c'est pourquoi nous demandons à tous les camarades et en particulier aux plus jeunes et aux plus généreusement « extrémistes », de réfléchir à ceci : la contribution de notre parti dans la discussion d'un problème aussi ardu aura un poids d'autant plus grand que nous aurons mieux fait la preuve que notre divergence ne vient pas d'une incompréhension particulière, mais d'un examen conduit dans une connaissance parfaite des données de la question et tenant compte de tous les éléments sur lesquels s'appuient les conceptions des autres camarades, sans nous retrancher derrière un absurde refus de certaines conclusions qui ne réussiraient à convaincre personne. Et nous réaffirmons devant quiconque ce qui est une donnée de fait irréfutable, à savoir qu'il n'y a pas le moindre danger que l'Internationale abandonne le moins du monde la plate-forme du marxisme révolutionnaire d'où elle a lancé aux masses du prolétariat international son cri de guerre de 1919 contre le régime capitaliste et tous ses partisans et complices.

Nous rappelons aux camarades la vision de la situation présente sur laquelle nous sommes tous d'accord et qui se résume ainsi : la présente phase de crise du capitalisme ne peut avoir pour résultat qu'une vaste offensive bourgeoise. Nous donnons également pour acquise définitivement, et dès le moment où nos conclusions tactiques se sont fondées sur la méthode marxiste, la thèse selon laquelle l'agitation et la préparation révolutionnaires communistes se font surtout sur le terrain des luttes du prolétariat pour ses revendications économiques. C'est cette conception réaliste qui explique la tactique de l'unité syndicale, aussi fondamentale pour nous communistes, que notre séparation impitoyable sur le terrain politique d'avec tout ce qui peut ressembler à l'opportunisme.

C'est ainsi que la tactique que notre Parti applique actuellement en Italie dans sa campagne pour le front unique de tous les travailleurs contre l'offensive patronale se révèle opportune et fort bien venue. Front unique, dans ce cas, cela veut dire action commune de toutes les catégories, de tous les groupes locaux et régionaux de travailleurs, de tous les organismes syndicaux nationaux du prolétariat ; et bien loin de signifier un mélange informe de méthodes politiques différentes, il s'accompagne de la plus efficace conquête des masses à la seule méthode politique qui puisse les émanciper : la méthode communiste. La théorie et la pratique se rencontrent pour confirmer qu'il n'est nullement gênant ou contradictoire que la plate-forme d'agitation des masses soit faite de revendications économiques parfaitement concrètes et contingentes, et qu'on propose comme forme d'action un mouvement d'ensemble de tout le prolétariat sur le terrain de l'action directe et guidé par ses organisations de classe, les syndicats. Ce qui résulte directement de tout ceci, c'est l'inten-

sification de l'entraînement moral et matériel du prolétariat à la lutte contre l'Etat bourgeois et de la campagne contre les mauvais conseillers opportunistes de tous bords.

C'est que, mises à part les variantes applicables aux situations différentes dans lesquelles les Partis et les syndicats ouvriers se trouvent dans les différents pays, une tactique ainsi définie n'a rien qui compromette les deux conditions fondamentales et parallèles du processus révolutionnaire, à savoir d'une part l'existence et le renforcement d'un solide parti politique de classe, fondé sur une claire conscience de la voie de la révolution, et d'autre part le concours toujours plus grand des grandes masses, poussées instinctivement à l'action par la situation économique, dans la lutte contre le capitalisme à laquelle le parti fournit une direction et un Etat-Major.

Les différentes tactiques en discussion ont donc un but commun : hâter et faciliter la victoire du prolétariat dans sa lutte pour abattre le pouvoir bourgeois et instaurer sa dictature. Mais quand on examine la portée et l'efficacité en vue de ce but commun de tactiques comme celles qu'a proposées le Parti Communiste d'Allemagne et que Karl Radek a exposées dans ses articles, ou doit constater que les données du problème et donc les conclusions auxquelles on doit aboutir changent radicalement car ces tactiques incluent l'emploi du mécanisme politique de l'Etat démocratique aux fins de l'action prolétarienne.

Le tableau que Radek nous présente est fondé sur des analogies évidentes avec la situation d'offensive capitaliste dont nous sommes partis pour définir notre tactique du front unique syndical. Le prolétariat voit s'aggraver au maximum son exploitation du fait que la situation générale pousse irrésistiblement le patronat à agir et à faire pression sur lui. Nous autres communistes et les camarades qui sont avec nous, nous savons bien qu'il ne peut y avoir d'issue définitive que dans la destruction violente du pouvoir bourgeois, mais les masses, du fait de leur niveau de conscience politique limité et de leur état d'esprit encore influencé par les chefs sociaux-démocrates, ne voient pas la révolution comme une issue immédiate et ne se lancent pas sur la voie révolutionnaire, même si le Parti Communiste veut leur en donner l'exemple. Les masses pensent et croient qu'une action donnée du pouvoir d'Etat pourrait résoudre le pressant problème économique, et donc elles désirent un gouvernement qui, par exemple en Allemagne, déciderait que le paiement des réparations doit peser sur la classe des grands industriels et des propriétaires, ou bien elles attendent de l'Etat une loi sur la durée du travail, sur le chômage, sur le contrôle ouvrier. Comme dans le cas des revendications à obtenir par l'action syndicale, le Parti Communiste devrait épouser cette attitude et cette poussée initiale des masses, s'unir aux autres forces ouvrières qui se proposent ou prétendent se proposer ce programme d'amélioration au moyen de la conquête pacifique du gouvernement parlementaire, pousser le prolétariat sur la voie de cette expérience pour profiter de son inévitable échec afin de provoquer la lutte du prolétariat sur le terrain du renversement du pouvoir bourgeois et de la conquête de la dictature.

Nous pensons quant à nous qu'un tel plan se base sur une contradiction et qu'il contient pratiquement les éléments d'un échec inévitable. Il est sûr que le Parti Communiste doit se proposer d'utiliser également les mouvements non conscients des grandes masses et que, quand il se trouve en présence de tendances générales à des moyens d'action autres que ceux qui caractérisent sa théorie et sa pratique propres, il ne peut s'adonner à une propagande négative purement théorique. Mais cette utilisation n'est bénéfique que si, tout en se plaçant sur le terrain des grandes masses et en travaillant ainsi à l'un des deux facteurs essentiels du succès révolutionnaire, on est sûr de ne pas compromettre l'autre facteur non moins important, c'est-à-dire l'existence et le renforcement progressif du parti et de l'encadrement de cette partie du prolétariat qui a déjà été amenée sur le terrain d'action du parti.

Pour évaluer si ce danger existe ou non, il faut tenir compte du fait que, comme hélas une longue et douloureuse expérience nous l'enseigne, le parti en tant qu'organisation et le degré de son influence politique ne sont pas des résultats intangibles, mais subissent toutes les influences du cours des événements.

S'il arrivait un jour, après une suite plus ou moins longue d'événements et de luttes, que la masse ouvrière arrive finalement à la conscience confuse que toute tentative de révolte est inutile si on n'affronte pas directement l'appareil d'Etat lui-même, mais qu'au cours des phases précédentes l'organisation du Parti Communiste et des mouvements qui l'appuient (comme l'encadrement syndical et militaire) ait été gravement compromise, le prolétariat se trouverait privé des armes mêmes de sa lutte : il lui manquerait la contribution indispensable de cette minorité qui possède la claire vision des tâches à accomplir et qui, du fait qu'elle l'a possédée et gardée présente à l'esprit depuis longtemps, s'est donné tout un entraînement et un armement, au sens large du mot, indispensables à la victoire de la grande masse.

Nous pensons que c'est ce qui arriverait - prouvant du même coup la stérilité de plans tactiques tels que ceux que nous sommes en train d'examiner - si le Parti Communiste prenait principalement et avec éclat des positions politiques de nature à annuler ou à invalider son **caractère intangible de PARTI D'OPPOSITION VIS-A-VIS DE L'ETAT ET DES AUTRES PARTIS POLITIQUES**. Nous croyons pouvoir démontrer par des arguments d'ordre critique et pratique que cette thèse n'a rien d'abstrait et ne relève pas du désir d'enfermer ce problème si complexe dans des schémas arbitraires, mais répond à une appréciation concrète et exhaustive du problème.

L'attitude et l'activité d'opposition politique du Parti communiste ne sont pas un luxe théorique, mais, comme nous le verrons, une condition concrète du processus révolutionnaire.

En effet activité d'opposition veut dire **propagande constante en faveur de nos thèses** qui affirment l'insuffisance de toute action de conquête démocratique du pouvoir et de toute lutte politique enfermée

dans les limites de la légalité et de la non-violence - fidélité à cette propagande dans la critique continuelle et dans l'indépendance totale à l'égard des gouvernements et des partis légaux - formation, préparation et entraînement d'organes de lutte que seul un parti anti-légalitaire comme le nôtre peut construire, en dehors des mécanismes de défense de la bourgeoisie et en opposition à eux.

Cette méthode relève de la théorie en ce sens que la conscience théorique doit nécessairement être possédée par une minorité dirigeante, et elle relève de l'organisation en ce sens que, dans la mesure où la majeure partie du prolétariat n'est pas mûre pour une lutte révolutionnaire, il est indispensable de former et d'instruire les cadres de la future armée révolutionnaire.

C'est pourquoi, fidèles à la plus lumineuse tradition de l'Internationale Communiste, nous ne jugeons pas les partis politiques selon le même critère que les organisations économiques syndicales, c'est-à-dire selon la façon dont ils se recrutent et la classe qui fournit ce recrutement, mais selon leur attitude envers l'Etat et son mécanisme représentatif. Un parti qui s'enferme volontairement dans les limites de la légalité, c'est-à-dire qui ne conçoit pas d'autre action politique que celle qu'on peut développer, sans utiliser la violence civile, dans les institutions de la constitution démocratique bourgeoise, **n'est pas un parti prolétarien**, mais un parti bourgeois ; et en ce sens pour qu'on puisse formuler ce jugement négatif, il suffit simplement qu'un mouvement politique (comme le mouvement syndicaliste ou démocrate) tout en se situant hors de la légalité refuse d'accepter l'idée que le prolétariat révolutionnaire doit se constituer en Etat, c'est-à-dire le principe de la dictature. Nous ne faisons qu'énoncer ici la plate-force défendue par notre parti : **front unique syndical du prolétariat, opposition politique incessante envers le gouvernement bourgeois et tous les partis légaux.**

Quant aux développements de notre organisation, nous les renvoyons au prochain article.

Cependant nous voulons ajouter que si la collaboration parlementaire et gouvernementale sont complètement exclues dès l'instant où l'on adopte une telle plate-forme, nous ne renonçons pas pour autant, comme nous le montrerons, à une utilisation bien meilleure et bien moins risquée des revendications que les masses sont poussées à porter devant le pouvoir d'Etat ou devant d'autres partis : on peut en effet défendre ces revendications de façon indépendant³ comme des résultats à atteindre par l'action directe, la pression externe et la critique même de la politique du gouvernement et de tous les autres partis, quand on en aura fait l'expérience.

*
**

Nous voudrions conclure ces quelques notes que nous avons rédigées pendant la discussion du problème de la tactique en tenant compte des éléments qui se présentaient au fur et à mesure et en exposant les argu-

ments qui ont conduit le Comité Exécutif de notre Parti à prendre la position qu'on lui connaît. D'après lui, l'unité d'action du prolétariat doit être poursuivie et réalisée sur la base de la politique d'opposition à l'Etat bourgeois et aux partis légalitaires que le Parti Communiste doit mener sans trêve. La répétition de certains points essentiels, si elle n'améliore pas l'ordre de l'exposé, ne pourra du moins pas nuire au but qu'il se propose, à savoir attirer le plus possible l'attention des camarades sur les données délicates et complexes du problème qu'on discute.

On distingue couramment (et cette distinction est assez utile) des conditions subjectives et des conditions objectives de la révolution. Les conditions objectives consistent dans la situation économique et dans les pressions qu'elle exerce directement sur les masses prolétariennes ; les conditions subjectives désignent le degré de conscience et de combativité du prolétariat et surtout de son avant-garde, le Parti Communiste.

Une condition objective indispensable est la participation à la lutte de la plus grande partie des masses, directement sollicitées par les poussées économiques, même si elles n'ont en majeure partie pas conscience de tout le développement de la lutte ; une condition subjective est l'existence, dans une minorité toujours plus étendue, d'une claire vision des exigences de développement du mouvement, accompagnée d'un entraînement à la lutte à conduire et à diriger dans les phases ultérieures. Nous admettons qu'il serait anti-marxiste, non seulement d'exiger que tous les travailleurs participant à la lutte aient une claire conscience de son développement et une volonté orientée vers ses buts, mais également de prétendre de chaque militant du Parti communiste pris individuellement qu'il atteigne un tel « état de perfection » : les conditions subjectives de l'action révolutionnaire consistent en effet dans la formation d'un organe collectif, comme le parti, qui est à la fois une école (au sens de tendance théorique) et une armée avec sa hiérarchie et son entraînement propres.

Mais ce serait selon nous retomber dans un subjectivisme non moins anti-marxiste, parce que volontariste au sens bourgeois, que de condenser les conditions subjectives dans la volonté éclairée d'un groupe de chefs qui pourraient lancer sur les voies tactiques les plus compliquées non seulement les forces encadrées dans le Parti, mais celles qu'il influence le plus directement, tout comme si le déroulement même de l'action et la méthode choisie pour la conduire n'exerçaient pas leur propre influence sur ces forces.

En réalité, le Parti n'est pas le « sujet » invariable et inaltérable que prétendent de subtils philosophes : il est à son tour un élément objectif de la situation. La solution du difficile problème de la tactique du Parti n'est pas non plus analogue à celles des problèmes de l'art militaire ; en politique, on peut corriger, mais non manipuler à son gré la situation : les données du problème ne sont pas d'une part notre armée et de l'autre **l'armée adverse**, mais la formation de notre armée aux dépens des couches indifférentes et des troupes ennemies elles-mêmes et elle se réalise (et

peut se réaliser aussi bien à l'avantage de l'ennemi qu'au nôtre) au cours des hostilités elles-mêmes.

Une excellente utilisation des conditions objectives révolutionnaires, qui ne risque nullement de compromettre les conditions subjectives, mais promet au contraire de les développer brillamment, consiste à participer et à susciter les actions de masses pour les revendications économiques défensives que l'offensive patronale provoque, comme nous l'avons déjà dit, dans la phase actuelle de la crise capitaliste. En poussant ainsi les masses à suivre des impulsions qu'elles ressentent déjà clairement et fortement, nous les conduisons sur la voie révolutionnaire que nous avons tracée, sûrs que, le long de cette voie, les conditions subjectives contraires seront surmontées et que les masses y découvriront la nécessité de lutter pour la révolution intégrale, pour laquelle notre parti leur donne des instruments théoriques et techniques que la lutte aura perfectionnés et rendus plus puissants. La position politique indépendante de notre parti lui aura permis de mener à bien au cours de l'action la préparation théorique et matérielle qui a fait défaut dans d'autres situations qui poussaient cependant les masses à la lutte, parce qu'entre autres raisons, il manquait une minorité se distinguant par sa conscience révolutionnaire et sa préparation aux formes de lutte décisives.

Le but de la défense bourgeoise est d'opposer à la révolution prolétarienne des contre-conditions subjectives, de compenser la pression révolutionnaire que la misère et toutes les difficultés provoquées par la crise exercent sur le prolétariat en s'efforçant de soumettre son activité au monopole politique et idéologique de la classe dominante par l'intermédiaire des chefs ouvriers.

L'influence des partis social-démocrates emprisonne une grande partie du prolétariat dans l'idéologie bourgeoise et la prive d'idéologie révolutionnaire non tellement parce qu'elle incite les individus à adhérer à la conception ennemie, mais plutôt parce qu'elle les rend inaptes à agir collectivement dans le domaine politique selon des directives sûres et de façon organisée.

La bourgeoisie et ses alliés travaillent à répandre dans le prolétariat la conviction que pour améliorer son sort, il n'est pas nécessaire de se servir de moyens violents et que les armes de sa lutte consistent dans les organes représentatifs de la démocratie dont il devrait user pacifiquement dans le cadre de la légalité. De tels raisonnements sont extrêmement dangereux pour le sort de la révolution, car il est sûr qu'à un certain moment leur inconsistance éclatera au grand jour sans que les masses deviennent pour autant capables de lutter contre l'appareil légal et étatique de la bourgeoisie par les moyens de la guerre révolutionnaire, ni de proclamer et de défendre la dictature de classe, seul moyen d'écraser la classe adverse. La répugnance et l'inexpérience du prolétariat à utiliser ces armes décisives tournent tout à l'avantage de la bourgeoisie : détruire dans le plus grand nombre possible de prolétaires cette répugnance subjective à porter à l'adversaire des coups décisifs en préparant idéologique-

ment et en entraînant pratiquement à la guerre de classe tous les prolétaires sans exception, tel est notre but, mais on ne peut l'atteindre sans former et renforcer une organisation collective dont l'attitude et l'action constituent un point d'attraction pour le plus grand nombre possible de travailleurs afin que la déception qui dissipera inévitablement demain les illusions démocratiques puisse être suivie de leur conversion aux méthodes de la lutte révolutionnaire. Nous ne pouvons pas gagner la majorité du prolétariat, car la majorité du prolétariat se trouve encore sur la plateforme politique de la légalité et de la social-démocratie, a dit le Troisième Congrès, et il a eu raison; mais c'est justement pour cela que nous devons nous préoccuper d'adopter une tactique qui, au moment où les conditions économiques objectives suscitent les mouvements de grandes masses, accroisse progressivement l'effectif de cette minorité dont le noyau est constitué par le parti communiste et qui a centré son action et sa préparation sur le terrain de la lutte anti-légalitaire.

Du point de vue critique et des expériences pratiques réelles que nous possédons, rien ne s'oppose à ce qu'on passe de l'action du front des grandes masses pour des revendications que le capitalisme ne peut ni ne veut accorder et contre lesquelles il emploie la réaction ouverte de forces régulières et irrégulières, à l'action pour l'émancipation intégrale des travailleurs. En effet, ces actions sont devenues aussi impossibles l'une que l'autre sans la destruction de l'appareil de domination politique et militaire de la bourgeoisie, auquel les travailleurs se heurtent, alors que le Parti Communiste s'était déjà organisé pour l'affronter, encadrant une partie des masses qui n'ont jamais caché, au cours de la lutte, que c'était contre des forces de cet ordre qu'il fallait se battre et qui ont pris sur elles la première phase de la bataille, sous son aspect d'action directe, de guérilla de classe et de conspiration révolutionnaire.

Au contraire tout nous conduit à condamner comme une chose parfaitement différente et d'effet contraire la tentative de passer du front des grandes masses pour une action qui, tout en ayant pour objectif des revendications immédiates et acceptables par la masse, se situe sur la plateforme politique de la démocratie légale, à une action anti-légalitaire et pour la dictature prolétarienne. Ici il ne s'agit plus d'un changement dans le plan d'action, dans les forces en présence, dans les méthodes : une telle conversion tactique n'est possible, selon nous, que dans les plans de chefs militaires qui, ayant oublié la théorie marxiste, s'imagineraient agir avec des troupes possédant l'automatisme parfait des armées encadrées et entraînées depuis longtemps, et non avec les tendances et les capacités d'éléments en cours de formation, mais toujours prêts à retomber dans les incohérences des actions individuelles et décentralisées.

Le chemin de la révolution devient une impasse si, pour constater que le décor bariolé de la démocratie libérale et populaire dissimule les solides bastions de l'Etat de classe, le prolétariat doit avancer jusqu'au bout sans penser à se munir des moyens capables d'éventrer l'obstacle ultime et décisif avant que les troupes féroces de la réaction, armées

de pied en cap, ne sortent de la forteresse de la domination bourgeoise pour se précipiter sur lui. Le parti est nécessaire pour la victoire révolutionnaire, parce qu'il est nécessaire que **bien avant** celle-ci, une minorité du prolétariat incite sans cesse les autres prolétaires à s'armer pour le combat suprême, tout en s'armant elle-même et en se préparant pour la lutte, qui sera inévitable. C'est pourquoi, pour remplir sa tâche spécifique, le Parti ne doit pas seulement démontrer par sa propagande et ses raisonnements que la voie pacifique et légale est une voie insidieuse, mais empêcher la partie la plus avancée du prolétariat de s'endormir dans l'illusion démocratique et l'encadrer dans des formations qui, d'une part, commencent à se préparer aux exigences techniques de la lutte en répliquant aux actions sporadiques de la réaction bourgeoise, et, d'autre part, s'habituent elles-mêmes, ainsi qu'une importante fraction des masses autour d'elles, aux exigences idéologiques et politiques de l'action décisive, en faisant une critique incessante des partis sociaux-démocrates et en les combattant à l'intérieur du syndicat.

Dans certaines situations, l'expérience social-démocrate doit se produire et être utilisée par les communistes, mais cette « utilisation » ne résultera pas automatiquement de l'expérience et ne se produira pas subitement à son terme : elle résultera de la critique que le Parti Communiste aura menée sans trêve et pour laquelle il est indispensable que **les responsabilités soient très nettement séparées.**

C'est pourquoi nous disons que le Parti Communiste ne peut jamais abandonner son attitude d'opposition politique à l'Etat et aux autres partis, car elle fait partie intégrante de la tâche de construction des conditions subjectives de la révolution qui est précisément sa raison d'être. Un Parti communiste confondu avec les partis de la social-démocratie pacifiste et légalitaire dans une campagne politique parlementaire ou gouvernementale ne remplit plus la tâche du Parti communiste. A la fin d'une telle parenthèse, les conditions objectives poseront le dilemme fatal de la guerre révolutionnaire, la nécessité impérative d'attaquer et de détruire l'appareil de l'Etat capitaliste, mais subjectivement, le prolétariat aura perdu tout espoir dans les méthodes pacifiques et légales, et l'élément de synthèse entre les conditions objectives et subjectives qui est la préparation indépendante du Parti communiste et de la minorité qu'il a su depuis longtemps rassembler autour de lui fera donc défaut. Il se produira une situation nullement différente de celle que le Parti socialiste italien a souvent connue quand il était composé de tendances opposées : les masses déçues par les méthodes réformistes et par leur échec attendent un mot d'ordre qui ne vient pas parce que les éléments extrémistes n'ont pas une organisation indépendante, ne connaissent pas leurs forces, partagent les responsabilités des réformistes dans le découragement général, parce que personne n'a pensé à tracer les lignes directrices d'une organisation qui puisse fonctionner, lutter, se battre militairement quand le choc de la guerre civile apparaît inéluctable. C'est pour toutes ces raisons que notre Parti affirme qu'il ne faut pas parler d'alliances sur

le terrain politique avec d'autres partis, même s'ils se disent « prolétaires », ni souscrire à des programmes impliquant une participation du Parti communiste à la conquête démocratique de l'État. Cela n'exclut pas qu'on puisse poser et envisager comme réalisables sous la pression du prolétariat des revendications qui seraient satisfaites par décisions du pouvoir politique de l'État (et que les sociaux-démocrates disent vouloir et pouvoir réaliser **au moyen** de celui-ci) car une telle action n'abaisserait nullement le degré d'initiative atteint par le prolétariat dans la lutte directe.

Par exemple, parmi nos revendications pour le front unique à appuyer par la grève générale nationale, il y a la prise en charge des chômeurs par la classe des industriels et l'État, mais nous refusons toute complicité avec la vulgaire duperie des programmes "concrets" de politique gouvernementale du parti socialiste et des chefs syndicaux réformistes, même si ceux-ci acceptaient d'en faire le programme d'un gouvernement "ouvrier", plutôt que du gouvernement de coalition dont ils rêvent dans une fraternelle connivence avec les partis de la classe dominante.

Entre soutenir une mesure (que l'on pourrait, pour parodier d'anciens débats, appeler une "réforme") de l'intérieur de l'État et la soutenir de l'extérieur, il y a une différence énorme, qui tient au développement de la situation. Avec l'action directe des masses de l'extérieur, si l'État ne peut pas et ne veut pas céder, on en viendra à la lutte pour le renverser, et s'il cède ne serait-ce qu'en partie, on aura valorisé et exercé la méthode de l'action antilégalitaire ; au contraire avec la méthode de la conquête de l'intérieur, même si elle échoue, conformément au plan qui est soutenu aujourd'hui, il n'est plus possible de compter sur les forces capables d'attaquer l'appareil d'État, parce que leur processus de regroupement autour d'un noyau indépendant aura été brisé.

L'action des grandes masses sur un front unique ne peut donc se réaliser que sur le terrain de l'action directe et par des accords avec les organisations syndicales de toutes les catégories, localités ou tendances ; et l'initiative de cette agitation incombe au Parti communiste, puisque les autres Partis, en préconisant l'inaction des masses devant les provocations de la classe exploitrice, et la diversion sur le terrain de la légalité gouvernementale et démocratique, démontrent qu'ils trahissent la cause du prolétariat et nous permettent ainsi de pousser au maximum notre lutte pour amener celui-ci à l'action sous la direction et avec les méthodes communistes que nous défendons aux côtés du plus humble groupe d'exploités qui réclament un morceau de pain ou qui le défendent contre l'insatiable convoitise du patronat, mais toujours en opposition au mécanisme des institutions actuelles et à tous ceux qui se placent sur leur terrain.

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 50 Centimes — 5 FB — 80 Lires
Abonnement annuel : 10 F — 100 FB — 1600 Lires

syndicat de classe

Supplément syndical mensuel du " prolétaire "

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires
Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
25 F — 250 FB — 3200 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires
Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires